

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201006]

8 FEVRIER 2018. — Décret relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Les dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles visée à l'article 2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

2° allocataire : une personne physique ou morale qui élève l'enfant et qui est désignée conformément au présent décret pour percevoir, en tout ou en partie, les prestations familiales;

3° allocations familiales : l'ensemble des avantages visés au Titre III, à l'exclusion des primes de naissance et d'adoption visées au chapitre I^{er} du Titre III;

4° assuré social : toute personne qui, en raison de sa situation socioprofessionnelle, relève du champ d'application d'un règlement CE, d'une directive européenne ou d'un accord bilatéral relatif à la sécurité sociale et qui, conformément aux articles 2 et 3 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 relatif aux facteurs de rattachement personnels est susceptible d'ouvrir un droit aux prestations familiales;

5° bénéficiaire d'un titre de séjour : le bénéficiaire d'une admission ou d'une autorisation, pour une personne ne possédant pas la nationalité belge, à séjourner en Belgique ou à s'y établir, conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

6° caisses d'allocations familiales : une caisse privée d'allocations familiales agréée en vertu de l'article 56 ou la Caisse publique wallonne d'allocations familiales instituée en vertu de l'article 23;

7° domicile légal: le lieu où une personne est inscrite à titre principal dans les registres de la population, conformément à l'article 32, 3°, du Code judiciaire;

8° enfant bénéficiaire : toute personne, mineure ou majeure qui remplit les conditions d'ouverture du droit fixées par le présent décret et en faveur de laquelle au moins une des prestations mentionnées au titre 3 est versée;

9° enfant disparu : l'enfant de moins de dix-huit ans qui a involontairement cessé d'être présent à son domicile et dont on est sans nouvelles ou qui est soustrait illégalement à l'autorité de ses parents, de son père, de sa mère ou de la personne ou de l'institution qui, immédiatement avant l'enlèvement, est allocataire conformément à l'article 22, et dont la disparition a fait l'objet d'une plainte ou d'une déclaration à la police, au parquet ou auprès des autorités administratives belges compétentes;

10° jours ouvrables : tous les jours calendriers à l'exception du samedi, dimanche et des jours fériés légaux et réglementaires;

11° LGAF : la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939;

12° loi du 27 juin 1921 : la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes;

13° ménage : l'ensemble des personnes domiciliées à la même adresse, conformément à l'article 32, 3°, du Code judiciaire;

14° ménage de fait: la cohabitation de personnes qui, n'étant ni conjointes, ni parentes ou alliées jusqu'au troisième degré inclusivement, règlent de commun accord leurs problèmes ménagers en mettant, même partiellement, en commun leurs ressources respectives;

15° membre de la famille: le parent au premier degré, la personne qui n'est ni parente ni alliée jusqu'au troisième degré inclusivement avec ce parent et avec laquelle ce dernier vit et forme un ménage de fait ou a fait une déclaration de cohabitation légale, le conjoint du parent et leurs enfants propres ou communs;

16° Ministre : le Ministre ayant les prestations familiales dans ses attributions;

17° prestations familiales : l'ensemble des avantages visés au Titre III;

18° registres de la population : les registres visés à l'article 1^{er}, 1°, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

19° résidence: en l'absence de domicile légal, le lieu où la personne réside en fait habituellement;

20° revenus : les revenus professionnels bruts imposables, avant déduction des charges professionnelles, pris en considération pour l'octroi des suppléments visés aux articles 11 à 13.

Concernant le 8°, n'est pas considéré comme enfant disparu l'enfant qui, selon toute vraisemblance, est décédé dans des circonstances telles que des accidents ou catastrophes, même si son corps n'a pas été retrouvé.

Art. 3. Sauf exception prévue de manière expresse, le présent décret s'applique aux enfants bénéficiaires nés à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}.

TITRE II. — L'enfant bénéficiaire

Art. 4. Sans préjudice des conventions internationales en vigueur en région de langue française, ouvre le droit aux prestations familiales, l'enfant :

1° ayant son domicile légal sur le territoire de la région de langue française ou qui, n'ayant pas de domicile légal, réside effectivement en région de langue française, et,

2° de nationalité belge, ou bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique, ou dont les parents sont apatrides.

Ne constitue en aucun cas un titre de séjour au sens du présent décret, l'attestation d'immatriculation.

L'enfant issu d'un pays tiers autorisé à séjourner en Belgique pour y poursuivre ses études est considéré comme ne remplissant pas les conditions prévues à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'octroi des allocations familiales au sens du présent décret, est dispensé des conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, l'enfant dont les parents sont des ressortissants européens, ou des ressortissants d'Etats tiers entrant dans le champ d'application du règlement n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, et qui exercent une activité économique sur le territoire de la région de langue française.

Est réputé exercer une activité économique sur le territoire de la région de langue française, l'allocataire affilié à l'une des caisses d'allocations familiales.

Le Gouvernement peut déterminer sous quelles conditions l'enfant qui ne dispose pas de la nationalité belge et qui n'est pas bénéficiaire d'un titre de séjour bénéficie des prestations familiales accordées conformément au présent décret.

Lorsque l'enfant n'est pas domicilié en Belgique, l'assuré social peut ouvrir, dans les limites prévues par les dispositions supranationales applicables, un droit aux prestations familiales en faveur des enfants membres de sa famille.

Art. 5. § 1^{er}. Les prestations familiales sont accordées, sans condition, en faveur de l'enfant bénéficiaire visé à l'article 4 jusqu'au 31 août de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le droit au supplément pour enfant atteint d'une affection visé à l'article 16 est accordé jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de vingt et un ans.

§ 3. Les prestations familiales sont par ailleurs accordées, en faveur de l'enfant bénéficiaire, à partir du 1^{er} septembre de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans, et jusqu'à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de vingt et un ans, sauf s'il se trouve dans l'une des situations d'obstacles déterminées par le Gouvernement, notamment parce qu'il exerce une activité professionnelle hors des limites fixées par le Gouvernement, ou qu'il bénéficie d'une prestation relevant de la sécurité sociale non autorisée par le Gouvernement.

§ 4. Les prestations familiales sont accordées, en faveur de l'enfant bénéficiaire, à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de vingt et un ans et au plus tard jusqu'à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de vingt-cinq ans, aux conditions déterminées par le Gouvernement :

1° en faveur de l'apprenti;

2° en faveur de l'enfant qui suit des cours ou effectue un stage pour pouvoir être nommé à une charge;

3° en faveur de l'enfant qui poursuit une formation diplômante dans un enseignement organisé, reconnu ou subventionné conformément à l'article 24 de la Constitution par l'une des Communautés de Belgique ou dans un enseignement suivi hors du Royaume auprès d'un établissement reconnu par une autorité étrangère;

4° pour la période qu'il détermine, en faveur de l'enfant n'étant plus soumis à l'obligation scolaire, inscrit comme demandeur d'emploi et qui a terminé des études ou un apprentissage.

Le Gouvernement détermine également dans quelles conditions l'exercice d'une activité lucrative ou le bénéfice d'une prestation sociale ne fait pas obstacle à l'application du présent paragraphe.

§ 5. Le Gouvernement peut accorder des dérogations générales et individuelles lorsque les conditions prévues sous 1° à 4° du paragraphe 4 du présent article ne sont pas remplies.

Art. 6. § 1^{er}. Le droit aux prestations familiales est maintenu en faveur de l'enfant disparu si, au moment de sa disparition, il a la qualité d'enfant bénéficiaire au sens des articles 4 et 5, §§ 1^{er} et 2.

L'enfant disparu est considéré, pour l'application du présent décret, comme continuant à faire partie du ménage dans lequel il se trouvait au moment de sa disparition.

Les prestations familiales sont accordées en faveur de l'enfant disparu à partir de la date de sa disparition.

Les prestations sont accordées en faveur de l'enfant disparu jusqu'à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de dix-huit ans.

Lorsque l'enfant disparu est retrouvé, le droit aux prestations familiales est réexaminé conformément aux articles 4 et 5, §§ 1^{er} à 4, et rouvert dans les limites de l'article 84.

§ 2. Le droit visé au paragraphe 1^{er} est ouvert uniquement en l'absence d'un droit aux prestations familiales en application d'autres réglementations belges ou étrangères, ou en vertu de dispositions applicables au personnel d'une institution de droit international public.

TITRE III. — Les prestations familiales

CHAPITRE I^{er}. — La prime de naissance et la prime d'adoption

Art. 7. § 1^{er}. Une prime de naissance d'un montant de 1.100 euros est octroyée à l'occasion :

1° de la naissance de tout enfant bénéficiaire en vertu du présent décret;

2° à l'occasion de la naissance d'un enfant pour lequel un acte de déclaration d'enfant sans vie a été établi par l'officier de l'état civil, conformément à l'article 80bis du Code civil.

§ 2. La prime de naissance est versée à l'allocataire désigné conformément à l'article 22.

§ 3. La prime de naissance peut être demandée à partir du sixième mois de la grossesse sachant que le paiement anticipé de ladite prime intervient au plus tôt deux mois avant la date présumée de la naissance mentionnée sur le certificat médical à joindre à la demande.

Le montant accordé est celui qui est d'application à la date de la naissance, déduction faite du montant payé anticipativement.

§ 4. Le Gouvernement peut accorder des dérogations générales et individuelles lorsque les conditions du présent article ne sont pas remplies.

Art. 8. § 1^{er}. Une prime d'adoption d'un montant forfaitaire de 1.100 euros est octroyée à l'occasion de l'adoption de tout enfant bénéficiaire aux conditions suivantes :

1° une requête est déposée devant le tribunal compétent ou, à défaut, un acte d'adoption est signé;

2° l'enfant fait partie du ménage de l'adoptant.

§ 2. La prime d'adoption est versée à l'allocataire visé à l'article 22.

§ 3. Le montant accordé est celui d'application à la date du dépôt de la requête ou, à défaut de celle-ci, à la date de la signature de l'acte d'adoption.

Toutefois, si l'enfant ne fait pas encore partie du ménage de l'adoptant à cette date, le montant de la prime d'adoption est celui d'application à la date à laquelle l'enfant fait réellement partie de ce ménage.

§ 4. La prime d'adoption n'est pas octroyée si l'adoptant, son conjoint ou la personne avec laquelle il forme un ménage de fait a déjà perçu une prime d'adoption pour le même enfant ou a reçu une allocation de naissance pour le même enfant.

§ 5. Le Gouvernement peut accorder des dérogations générales et individuelles lorsque les conditions du présent article ne sont pas remplies.

CHAPITRE II. — *L'allocation de base et l'allocation forfaitaire*

Art. 9. § 1^{er}. Il est octroyé mensuellement à l'allocataire désigné conformément à l'article 22, en faveur de l'enfant bénéficiaire, une allocation de base dont le montant s'élève à :

1° 155 euros jusqu'à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de dix-huit ans;

2° 165 euros à partir du premier jour du mois suivant celui de son 18^{ème} anniversaire et jusqu'au plus tard, en ce compris, le mois au cours duquel il atteint l'âge de vingt-cinq ans.

§ 2. Par dérogation aux montants visés au paragraphe 1^{er}, il est octroyé mensuellement à l'allocataire désigné conformément à l'article 22, en faveur de l'enfant bénéficiaire orphelin de ses deux parents, ou orphelin du seul parent à l'égard duquel sa filiation est établie, un montant de base de 350 euros.

La déclaration d'absence conforme aux dispositions du Code civil, est assimilée au décès.

Le bénéfice du montant visé à l'alinéa 1^{er} est :

1° accordé aussi longtemps que dure ladite absence;

2° perdu en cas de reconnaissance ou d'adoption simple ou plénière de l'enfant bénéficiaire.

Art. 10. Une allocation forfaitaire d'un montant mensuel de 61 euros, dont le Gouvernement fixe les conditions d'octroi, est due lorsque l'enfant est placé chez un particulier par l'intermédiaire ou à charge d'une autorité publique.

L'allocation forfaitaire visée à l'alinéa 1^{er} :

1° est due à l'allocataire désigné conformément à l'article 22 qui perçoit des allocations familiales pour l'enfant immédiatement avant la mesure de placement ou les mesures de placement dont il a fait l'objet, aussi longtemps qu'il maintient régulièrement des contacts avec l'enfant ou démontre lui porter de l'intérêt;

2° n'est pas due si l'allocataire réside dans la famille d'accueil dans laquelle est placé l'enfant bénéficiaire.

Lorsque cet allocataire ne remplit plus les conditions visées à l'alinéa 2, 1°, l'allocation forfaitaire est payée à la personne qui élève, en lieu et place, partiellement l'enfant, au sens de l'article 22 en ayant régulièrement des contacts avec lui ou en lui démontrant de l'intérêt.

Après vérification des conditions fixées par le Gouvernement, l'autorité de placement désigne cette personne. Si les conditions fixées par le Gouvernement ne sont pas respectées, l'autorité de placement décide du versement du montant de l'allocation forfaitaire sur un compte d'épargne au nom de l'enfant.

Le droit à l'allocation forfaitaire :

1° naît le premier jour du mois qui suit celui de la notification à la caisse d'allocations familiales compétente, de la décision prise par l'autorité administrative ou judiciaire qui est intervenue dans la procédure de placement, constatant que les conditions d'octroi sont réunies;

2° prend fin le premier jour du mois qui suit la notification du constat fait par l'autorité administrative ou judiciaire qui est intervenue dans la procédure de placement, que les conditions d'octroi ne sont plus remplies.

CHAPITRE III. — *Les suppléments*

Art. 11. § 1^{er}. L'allocation mensuelle de base visée à l'article 9 est majorée d'un supplément mensuel en faveur des ménages composés d'au moins trois enfants en faveur desquels des prestations familiales sont accordées.

Le montant de ce supplément mensuel est de :

1° 35 euros par enfant bénéficiaire lorsque les revenus sont inférieurs à 30.386,48 euros bruts annuels;

2° 20 euros par enfant bénéficiaire lorsque les revenus se situent entre le plafond visé au 1° et 50.000 euros bruts annuels.

Le Gouvernement détermine les personnes et les revenus à prendre en considération pour la détermination des plafonds visés à l'alinéa 2.

§ 2. Les enfants visés au paragraphe 1^{er} ont tous le même domicile légal, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet, que la cohabitation des enfants bénéficiaires est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus à l'information obtenue du Registre national.

Un même enfant n'est pas comptabilisé dans plus d'un ménage pour l'octroi du supplément visé au paragraphe 1^{er}.

Parmi les enfants visés au paragraphe 1^{er}, il est tenu compte des enfants :

1° placés dans une institution conformément à l'article 22, § 4, lorsque l'allocataire concerné perçoit le tiers des allocations familiales pour ces enfants;

2° disparus visés à l'article 22, § 3.

§ 3. Lorsqu'il y a plusieurs allocataires au sein du même ménage, il est tenu compte, pour la détermination du nombre d'enfants visés au paragraphe 1^{er}, de l'ensemble des enfants aux conditions cumulatives suivantes :

1° les allocataires ont le même domicile légal exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet, que la cohabitation des allocataires est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès du Registre national et des situations particulières visées au paragraphe 2, alinéa 3;

2° les allocataires sont, soit conjoints, soit parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, soit des personnes déclarant former un ménage de fait.

La déclaration visée au 2° vaut jusqu'à preuve du contraire.

Art. 12. L'allocation mensuelle de base visée à l'article 9 est majorée d'un supplément mensuel pour famille monoparentale de :

1° 20 euros par enfant lorsque les revenus sont inférieurs à 30.386,48 euros bruts annuels;

2° 10 euros par enfant lorsque les revenus se situent entre le plafond visé au 1° et 50.000 euros bruts annuels.

Le Gouvernement détermine les personnes et les revenus à prendre en considération pour la détermination des plafonds visés à l'alinéa 1^{er}.

Ce supplément est accordé si l'allocataire désigné conformément à l'article 22 ne forme pas un ménage de fait avec une personne autre qu'un parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement, ni n'est marié, sauf si le mariage est suivi d'une séparation de fait. La séparation de fait doit apparaître de la résidence principale séparée des personnes en cause, au sens de l'article 32, 3°, du Code judiciaire, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet, que la séparation de fait est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès du Registre national des personnes physiques.

N'est pas considérée comme une séparation de fait, la situation des époux qui, alors qu'aucune rupture entre eux n'est avérée, font volontairement le choix de ne pas se domicilier à la même adresse ou qui, pour des raisons administratives, ne sont pas en mesure de le faire.

Art. 13. § 1^{er}. L'allocation mensuelle de base visée à l'article 9 est majorée d'un supplément social mensuel de :

1° 55 euros par enfant lorsque les revenus sont inférieurs à 30.386,48 euros bruts annuels;

2° 25 euros par enfant lorsque les revenus se situent entre le plafond visé au 1° et 50.000 euros bruts annuels.

Le Gouvernement détermine les personnes et les revenus à prendre en considération pour la détermination des plafonds visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Un supplément de 10 euros est, en outre, octroyé en faveur des enfants bénéficiaires bénéficiant du supplément social mensuel visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, si un des membres du ménage dont l'enfant fait partie présente une perte de capacité de gain. Il y a, au sens du présent décret, perte de capacité de gain dans les situations et aux conditions visées par le Gouvernement.

Le membre du ménage visé à l'alinéa 1^{er} est un parent au premier degré, un beau-parent ou une personne avec qui ledit parent forme un ménage de fait. En cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale, le parent qui ne fait pas partie du ménage de l'enfant bénéficiaire est considéré comme en faisant partie.

A défaut des personnes mentionnées à l'alinéa 2, la personne qui élève effectivement l'enfant, ou celle avec qui elle forme un ménage de fait, est prise en compte.

§ 3. Les suppléments visés aux paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas cumulables avec le supplément fixé à l'article 14.

Art. 14. L'allocation mensuelle de base visée à l'article 9 est majorée d'un supplément social mensuel de 65 euros en faveur de l'enfant bénéficiaire si un des membres du ménage dont l'enfant fait partie est une personne handicapée qui n'exerce aucune activité professionnelle lucrative et bénéficie d'une allocation de remplacement de revenus, d'une allocation pour l'aide aux personnes âgées ou d'une allocation d'intégration correspondant à une réduction d'autonomie de neuf points au moins en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées.

Le supplément visé à l'alinéa 1^{er} est également octroyé en faveur de l'enfant placé dans une institution conformément à l'article 22, § 4, s'il fait partie du ménage de la personne handicapée immédiatement avant le placement et si cette personne handicapée continue à faire partie du ménage ou qu'elle exerce, avec la personne physique qui perçoit le tiers des prestations familiales conformément à l'article 22, l'autorité parentale conjointe sur l'enfant placé.

Le supplément visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas cumulable avec les suppléments fixés à l'article 13.

Art. 15. L'allocation mensuelle de base visée à l'article 9, § 1^{er}, est majorée d'un supplément mensuel équivalent à cinquante pour cent du montant de celle-ci, en faveur de l'enfant bénéficiaire orphelin de l'un de ses deux parents ou dont la filiation est établie uniquement à l'égard d'un seul de ceux-ci.

La déclaration d'absence conforme aux dispositions du Code civil est assimilée au décès aussi longtemps que dure ladite absence.

Le bénéfice du montant stipulé à l'alinéa 1^{er} est perdu à partir du premier jour du mois qui suit toute reconnaissance ou adoption simple ou plénière de l'enfant bénéficiaire.

Art. 16. L'allocation mensuelle de base visée à l'article 9 est majorée d'un supplément mensuel en faveur des enfants bénéficiaires atteints d'un handicap. Ce supplément varie comme suit en fonction de la gravité et des conséquences de l'affection :

1° 82,37 euros;

2° 109,70 euros;

3° 255,99 euros;

4° 422,56 euros;

5° 480,48 euros;

6° 514,80 euros;

7° 549,12 euros.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi de ce supplément.

Art. 17. L'allocation mensuelle de base visée à l'article 9 est majorée d'un supplément d'âge annuel de :

1° 20 euros pour un enfant bénéficiaire qui n'a pas atteint l'âge de cinq ans le 31 décembre de l'année civile précédant celle au cours de laquelle ce supplément est dû;

2° 30 euros pour un enfant bénéficiaire âgé de cinq ans au moins le 31 décembre de l'année civile précédant celle au cours de laquelle ce supplément annuel est dû et qui n'a pas encore atteint l'âge de onze ans à cette date;

3° 50 euros pour un enfant bénéficiaire âgé de onze ans au moins le 31 décembre de l'année civile précédant celle au cours de laquelle ce supplément annuel est dû et qui n'a pas encore atteint l'âge de dix-sept ans à cette date;

4° 80 euros pour un enfant bénéficiaire âgé de dix-sept ans au moins le 31 décembre de l'année civile précédant celle au cours de laquelle ce supplément est dû.

Le supplément octroyé conformément à l'alinéa 1^{er} majore l'allocation mensuelle de base due pour le mois de juillet.

CHAPITRE IV. — *Les autres dispositions relatives au montant des prestations*

Art. 18. Le montant total des prestations à payer par les caisses d'allocations familiales est ajusté en négligeant les fractions de cent qui n'atteignent pas 0,5 cent. Les fractions de cent qui atteignent 0,5 cent ou plus sont comptées pour un cent.

Art. 19. § 1^{er}. Les montants des prestations familiales et des plafonds de revenus visés au présent titre sont liés aux fluctuations de l'indice santé.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} :

1° sont rattachés à des indices pivots à déterminer par le Gouvernement;

2° varient comme prévu à l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

Le nouveau montant s'obtient en multipliant le montant de base par un multiplicateur égal à 1,0200ⁿ, dans lequel "n" correspond au rang de l'indice-pivot atteint, sans qu'un arrondissement intermédiaire soit opéré. L'indice-pivot suivant celui mentionné à l'alinéa 2 est considéré comme rang 1. Le multiplicateur est exprimé en unités, suivies de 4 chiffres. Le cinquième chiffre après la virgule est supprimé et donne lieu à l'augmentation d'une unité du chiffre précédent s'il atteint 5 au moins.

§ 2. Lorsque, par suite de l'application du paragraphe 1^{er}, les taux des allocations familiales, de la prime de naissance et de la prime d'adoption se terminent par une fraction de cent, la fraction de cent est arrondie au cent supérieur ou inférieur selon que cette fraction atteint ou non 0,5.

Art. 20. Sans préjudice des dispositions de sécurité sociale qui figurent dans des conventions internationales en vigueur en région de langue française, le montant des prestations familiales est réduit à concurrence du montant des prestations de même nature auxquelles il peut être prétendu en faveur d'un enfant bénéficiaire en application d'autres dispositions légales ou réglementaires étrangères ou en vertu des règles applicables au personnel d'une institution de droit international public, même si l'octroi de ces prestations est qualifié de complémentaire en vertu des dispositions et des règles précitées par rapport aux prestations familiales accordées en application du présent décret.

Le Gouvernement peut déroger à cette règle en faveur des institutions de droit international public qu'il détermine, et selon les modalités qu'il fixe.

TITRE IV. — *Les personnes à qui les prestations familiales sont payées*

Art. 21. Les prestations familiales sont payées aux allocataires ayant leur domicile légal en région de langue française ou qui n'ayant pas de domicile légal, résident effectivement en région de langue française.

Lorsque la personne désignée conformément à l'article 22, §§ 1 à 5, ne réside pas en région de langue française, la caisse d'allocations familiales examine la possibilité de verser les prestations familiales à un allocataire subsidiaire désigné conformément aux mêmes règles.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les prestations familiales dues conformément au présent décret peuvent être exportées en dehors des frontières belges conformément aux règles supranationales applicables en région de langue française.

Art. 22. § 1^{er}. La prime de naissance est payée à la mère.

La prime d'adoption est payée à l'adoptant. Si les époux ou les cohabitants, au sens de l'article 343 du Code civil, ont adopté ensemble l'enfant, la prime est payée à l'adoptante si les époux ou les cohabitants sont de sexe différent, ou au plus âgé des époux ou des cohabitants lorsque ceux-ci sont de même sexe.

Les autres prestations familiales sont payées à la mère. En cas d'adoption plénière de l'enfant par deux personnes de même sexe ou en cas d'adoption plénière par une personne de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son conjoint ou cohabitant de même sexe ou en cas d'application du chapitre 2/1 du Code civil, inséré par la loi du 5 mai 2014 portant établissement de la filiation de la coparente, les autres prestations familiales sont payées au plus âgé des parents au premier degré.

Si la personne à laquelle les prestations familiales doivent être payées en vertu de l'alinéa 3 n'élève pas effectivement l'enfant, celles-ci sont payées à la personne physique ou morale qui remplit ce rôle.

Lorsque les deux parents de sexe différent qui ne cohabitent pas, exercent conjointement l'autorité parentale au sens de l'article 374 du Code civil et que l'enfant n'est pas élevé exclusivement ou principalement par un autre allocataire, les prestations visées à l'alinéa 3 sont payées intégralement à la mère. Toutefois, ces prestations sont payées intégralement au père, à dater de sa demande, si l'enfant et lui-même ont, à cette date, le même domicile légal.

Lorsque les deux parents de même sexe qui ne cohabitent pas exercent conjointement l'autorité parentale au sens de l'article 374 du Code civil et que l'enfant n'est pas élevé exclusivement ou principalement par un autre allocataire, les prestations familiales visées à l'alinéa 3 sont payées intégralement au plus âgé des parents au premier degré. Toutefois, les prestations familiales sont payées intégralement à l'autre parent, à dater de sa demande, si l'enfant et lui-même ont, à cette date, le même domicile légal.

Lorsque l'un des parents conteste l'opportunité du paiement réalisé en vertu des alinéas 3, deuxième phrase, 5 et 6, il peut demander au tribunal de la famille de le désigner comme allocataire, dans l'intérêt de l'enfant. Cette désignation produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la décision du tribunal est notifiée à la caisse d'allocations familiales compétente.

Dans les situations visées aux alinéas 5 et 6, le paiement peut, à la demande des deux parents, être effectué sur un compte auquel ils ont l'un et l'autre accès.

§ 2. Les prestations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, sont payées à l'enfant bénéficiaire lui-même :

1° s'il est marié;

2° s'il est émancipé ou a atteint l'âge de seize ans et ne réside pas avec la personne visée au paragraphe 1^{er};

3° s'il est lui-même allocataire pour un ou plusieurs de ses enfants.

Concernant le 2°, la condition relative à la résidence est établie par des résidences principales séparées, au sens de l'article 32, 3°, du Code judiciaire ou par d'autres documents officiels produits à cet effet, attestant que l'information portée par le Registre national ne correspond pas ou plus à la réalité.

Toutefois, l'enfant visé dans le présent paragraphe peut désigner, dans son propre intérêt, une autre personne comme allocataire, si celle-ci est avec l'enfant dans un lien de parenté ou d'alliance au premier degré. La parenté acquise par adoption est prise en considération.

L'enfant visé dans le présent paragraphe est capable d'ester lui-même en justice comme demandeur ou défendeur dans les litiges relatifs aux droits aux allocations familiales.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, si l'enfant bénéficiaire disparaît, la personne suivante est considérée comme allocataire :

1° le parent, père ou mère, qui est allocataire pour l'enfant disparu, immédiatement avant la disparition, en application du paragraphe 1^{er} ;

2° à défaut, la mère de l'enfant disparu qui n'est pas allocataire pour cet enfant;

3° à défaut, si les parents sont de même sexe, le père ou parent le plus âgé de l'enfant disparu qui n'est pas allocataire pour cet enfant;

4° à défaut, la personne qui est allocataire pour l'enfant disparu, immédiatement avant la disparition, en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 4.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être considérées uniquement comme allocataires si elles :

1° ne sont pas directement ou indirectement impliquées dans la disparition de l'enfant;

2° ont leur résidence principale en Belgique au sens de l'article 32, 3°, du Code judiciaire et l'ont au moment de la disparition de l'enfant.

La désignation de l'allocataire conformément à l'alinéa 1^{er} est valable à partir de la date de la disparition de l'enfant et jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans.

§ 4. L'allocation de base visée à l'article 9 et les suppléments visés aux articles 11 à 17 dus en faveur d'un enfant placé par l'intermédiaire ou à charge d'une autorité publique dans une institution sont payée à concurrence :

1° de deux tiers à l'institution, sans que cette part dépasse un montant que le Gouvernement peut fixer pour certaines catégories d'enfants;

2° du solde à la personne physique visée au paragraphe 1^{er}, alinéas 3 à 6.

Les suppléments visés aux articles 13, § 2, et 14 sont uniquement dus et répartis si l'allocataire fait partie du ménage de la personne qui ouvre le droit auxdits suppléments, ou qu'ils exercent conjointement l'autorité parentale sur l'enfant bénéficiaire.

Si la personne visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, intervient pécuniairement dans les frais d'entretien de l'enfant, le montant des prestations versées conformément à l'alinéa 1^{er}, 1°, est porté en déduction de son intervention.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les prestations dues en faveur d'un enfant placé, en application de la réglementation relative à la protection de la jeunesse, dans une institution à charge de l'autorité compétente, sont payées à concurrence de deux tiers à cette autorité, sans que cette part dépasse un montant que le Gouvernement peut fixer pour certaines catégories d'enfant.

Le versement du solde sur un compte d'épargne ouvert au nom de l'enfant est décidé d'office, suivant le cas :

1° par le tribunal de la jeunesse qui a ordonné le placement dans une institution;

2° par l'autorité, désignée par une Communauté ou par la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, qui a décidé ce placement, sans préjudice du droit des intéressés d'introduire une requête au tribunal de la jeunesse du domicile légal des parents, tuteurs, enfants ou personnes qui ont la garde de l'enfant.

Lorsque le tiers des prestations familiales dû en faveur de l'enfant placé, est versé sur un compte d'épargne ouvert à son nom, le montant dû en faveur de cet enfant comprend l'allocation de base visée à l'article 9 ainsi que les suppléments visés aux articles 13 à 17.

Pour déterminer le montant des suppléments dus, il est tenu uniquement compte pour l'octroi du supplément visé à l'article 13, § 2, du statut d'invalidé ou assimilé du père ou de la mère de l'enfant placé.

Si l'intérêt de l'enfant placé l'exige, le tribunal de la jeunesse du domicile légal, des mères, pères, tuteurs ou personnes qui ont la garde de l'enfant, peut, soit d'office soit sur simple réquisition d'un membre de la famille et après avoir entendu ou appelé les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, ou bien décider, en faveur de l'enfant, de l'emploi du montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, ou bien désigner à l'enfant un tuteur ad hoc toujours révocable, chargé de disposer de cette somme pour les besoins de l'enfant.

§ 5. Si l'intérêt de l'enfant l'exige, la mère, le père, l'adoptant, le tuteur officieux, le tuteur, le curateur ou l'administrateur, selon le cas, peut faire opposition au paiement à la personne visée aux paragraphes 1^{er}, 2 ou 3, conformément aux articles 572bis, 14° et 15°, ou 594, 8° et 9°, du Code judiciaire. L'enfant majeur peut également faire opposition au paiement à la personne visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, conformément à l'article 572bis, 14° et 15°, du Code judiciaire en invoquant son intérêt.

§ 6. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 5, lorsque l'allocataire est dans l'impossibilité matérielle de percevoir les prestations familiales qui lui sont dues, en raison de ce qu'il ne peut prouver son identité, celles-ci sont payées, pour son compte, entre les mains de la personne que l'allocataire désigne, sachant que ladite personne est soit le conjoint, soit la personne avec laquelle l'allocataire forme un ménage de fait, soit un parent ou un allié de l'enfant bénéficiaire jusqu'au troisième degré inclusivement. Le paiement réalisé par la caisse d'allocations familiales est libératoire tant que l'allocataire, qui est en mesure de prouver son identité, ne lui a pas notifié par écrit sa volonté de percevoir dorénavant directement ces prestations ou par l'intermédiaire d'une autre personne.

TITRE V. — La Caisse publique wallonne d'allocations familiales

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 23. Il est créé une unité d'administration publique dotée de la personnalité juridique appelée "Caisse publique wallonne d'allocations familiales", ci-après dénommée "la Caisse publique" pour le présent Titre.

La Caisse publique succède, en ce qui concerne la Région wallonne, aux droits, obligations, biens et charges de l'Agence fédérale pour les allocations familiales pour ce qui concerne le paiement des prestations familiales visées à l'article 5, § 1^{er}, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 24. La Caisse publique a son siège à Charleroi.

Le Gouvernement fixe le nombre de ses bureaux régionaux, leurs compétences, leur localisation et le territoire qu'ils desservent.

La Caisse publique dispose d'au moins un bureau régional dans chacune des cinq provinces wallonnes.

Dans la province de Liège, ce bureau est situé en région de langue française.

Art. 25. La Caisse publique exerce les missions suivantes, conformément aux règles et conditions spéciales établies par le contrat de gestion visé à l'article 51 :

1° effectuer le paiement des prestations familiales telles que prévues aux articles 7 à 20 pour les familles qui sont affiliées à la Caisse publique en application de l'article 72, les familles affiliées d'office à défaut de choix posé dans les conditions et délais fixés par le Gouvernement, ainsi que pour les familles qui relèvent d'un organisme de paiement fédéral avant la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, et dont la Caisse publique est identifiée comme le successeur;

2° détecter les enfants pour lesquels aucun droit n'est sollicité par la famille, examiner automatiquement le droit et payer les prestations familiales telles que prévues aux articles 7 à 20.

Le Gouvernement détermine les modalités de la mission visée au 2°.

Art. 26. La Caisse publique est soumise aux lois de service public pour toutes ses activités, y compris les principes de continuité du service public, d'égalité de traitement, de mutabilité. À ce titre, elle rend aux usagers un service universel.

Elle accomplit ses missions dans le respect des principes généraux de transparence et de lisibilité de son action, de simplification administrative, d'efficacité et d'efficience publiques visant à l'optimisation et à l'allocation optimale des moyens et ressources disponibles.

CHAPITRE II. — Structure et gouvernance

Section 1^{ère}. — Généralités

Art. 27. Il est institué au sein de la Caisse publique :

1° un Comité de gestion;

2° un Conseil de suivi financier.

Section 2. — Le Comité de gestion

Art. 28. § 1^{er}. Le Comité de gestion est composé de :

1° cinq représentants de l'Autorité;

2° trois représentants des organisations représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs indépendants, désignés sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

3° trois représentants des organisations représentatives de l'ensemble des travailleurs, désignés sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie;

4° deux représentants désignés par des organisations représentatives des familles.

Par représentants de l'Autorité, il convient d'entendre les administrateurs publics désignés en vertu du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Le Directeur général ou son délégué assistent aux réunions du Comité de gestion avec voix consultative. Le délégué du Directeur général est désigné parmi les agents du rang 4 au moins.

§ 2. Le Gouvernement nomme les membres du Comité de gestion et désigne un président et un vice-président parmi les membres. Le Gouvernement peut désigner les membres du Comité de gestion avant la date qu'il fixe en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}.

Pour les membres effectifs, des membres suppléants sont désignés, en même nombre que les membres effectifs. Un membre suppléant siège seulement en l'absence d'un membre effectif.

§ 3. Les mandats des membres visés au paragraphe 1^{er} :

1° prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement;

2° peuvent être renouvelés;

3° prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile, ou lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il est désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres visés au paragraphe 1^{er} prend fin pour l'un des motifs évoqués à l'alinéa 1^{er}, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

§ 4. Un mandat au sein du Comité de gestion de la Caisse publique, tel que visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est incompatible avec l'exercice d'un mandat au sein :

1° d'une caisse privée d'allocation familiale agréée et le fait de représenter cette caisse privée dans un autre mandat;

2° du Conseil général et du Comité de la branche « Familles » de l'Agence.

Art. 29. § 1^{er}. Le Comité de gestion :

1° négocie et conclut le contrat de gestion avec le Gouvernement, s'assure de sa mise en œuvre, de son suivi et de son évaluation selon les modalités fixées par les articles 37 et suivants;

2° prend toutes les décisions de stratégie et de principe, conformément au contrat de gestion;

3° établit le projet de budget de la Caisse publique, conformément à l'article 87, § 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, tient la comptabilité de la Caisse publique et arrête les comptes et les situations prescrites par le plan comptable normalisé;

4° décide de la répartition des moyens budgétaires mis à sa disposition par le Gouvernement, suit l'évolution de l'ensemble des dépenses et soumet au Gouvernement, en vue de l'élaboration du projet de budget de la Région wallonne et des contrôles budgétaires, un rapport relatif à l'évolution des dépenses et aux ressources dont la Caisse publique doit disposer pour assurer l'équilibre financier compte tenu de son évolution;

5° arrête le plan d'entreprise;

6° propose au Gouvernement le cadre organique du personnel de la Caisse publique et ses modifications;

7° établit un rapport annuel des activités de la Caisse publique;

8° prend les décisions administratives à portée individuelle relatives aux marchés publics sans préjudice des délégations au Directeur général :

a) attribués par la Caisse publique;

b) de services pluriannuels, si ces marchés ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de la Caisse publique;

9° décide de l'acquisition, de l'utilisation ou de la cession des biens matériels ou immatériels de la Caisse publique, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens.;

10° peut déléguer ses pouvoirs au Directeur général à l'exception de ceux visés aux 1°, 2°, 3°, 4° et 6° du présent paragraphe;

11° dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice des compétences visées aux 1° à 10°.

Sont considérées comme des décisions de stratégie et de principe visées au 2°, les décisions qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'elles entraînent pour la Caisse publique, déterminent ou modifient une orientation, une politique, un positionnement vis-à-vis de son environnement ou une ligne de conduite à tenir.

Il assure l'exécution des décisions visées au 9°. Le contrat de gestion détermine le montant au-delà duquel toute décision d'acquiescer, construire ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier est soumise à l'autorisation préalable du Gouvernement, dans le délai fixé par le contrat de gestion.

§ 2. Le Gouvernement soumet à l'avis du Comité de gestion tout avant-projet de décret, projet d'arrêté, ou de règlement concernant le fonctionnement de la Caisse publique.

Le Comité de gestion donne son avis dans le mois à dater du jour de l'envoi de la demande.

A la demande du Gouvernement, ce délai peut être réduit à dix jours. L'avis cesse d'être requis s'il n'est pas émis dans le délai prescrit.

Si l'avis n'a pas recueilli l'unanimité des membres du Comité de gestion, les différentes positions y sont exprimées.

Art. 30. Si l'intérêt général, le respect des lois, décrets, arrêtés, règlements, contrat de gestion le requièrent, le Gouvernement ou, le cas échéant, un des commissaires délégués à cette fin peut requérir le Comité de gestion, afin de délibérer sur toute question qu'il détermine, ou lui enjoindre de prendre les mesures ou d'accomplir les actes nécessaires, dans le délai qu'il fixe, qui n'est pas inférieur à trente jours, sauf en cas d'urgence.

Lorsqu'à l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, le Comité de gestion n'a pas pris de décision ou lorsque le Gouvernement ne se rallie pas à celle-ci, le Gouvernement peut prendre la décision en lieu et place du Comité de gestion.

Toute décision prise par le Gouvernement en lieu et place du Comité de gestion est immédiatement transmise en copie au Comité de gestion et au Parlement.

Section 3. — Le Conseil de suivi financier

Art. 31. § 1^{er}. Le Conseil de suivi financier est composé :

1° de deux membres du Comité de gestion désignés par celui-ci;

2° d'un Inspecteur des Finances désigné par le Gouvernement;

3° du Directeur général de la Caisse publique et du responsable du service administratif en charge du budget de la Caisse publique ou leurs délégués.

Pour les membres effectifs, des membres suppléants sont désignés, en même nombre que les membres effectifs. Un membre suppléant siège seulement en l'absence d'un membre effectif.

Le Directeur général de la Caisse publique et le responsable financier de la Caisse publique désignent leur délégué.

Les membres du Conseil de suivi financier sont désignés pour un mandat de cinq ans.

§ 2. Les mandats des membres visés au paragraphe 1^{er}, 1° et 2° :

1° prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement;

2° peuvent être renouvelés;

3° prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile, ou lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il est désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, prend fin pour l'un des motifs évoqués à l'alinéa 1^{er}, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Le Gouvernement désigne le président et le vice-président parmi les membres visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 32. Le conseil de suivi financier évalue de manière régulière les ressources et les dépenses liées aux missions visées à l'article 25. Le Gouvernement détermine la fréquence de l'évaluation.

Section 4.— Dispositions communes au Comité de gestion et au Conseil de suivi financier

Art. 33. Le Comité de gestion et le Conseil de suivi financier établissent chacun leur règlement d'ordre intérieur. Le Gouvernement approuve les règlements d'ordre intérieur.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion prévoit :

1° les règles concernant la convocation du Comité de gestion à la demande du Gouvernement, à la demande du président, à la demande d'un des commissaires du Gouvernement ou à la demande de deux membres;

2° les règles relatives à la présidence du Comité de gestion en l'absence du président et du vice-président ou en cas d'empêchement de ceux-ci;

3° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour et, en cas de report, à l'inscription obligatoire à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement;

4° la présence d'au moins la moitié de ses membres pour délibérer et décider valablement, ainsi que les modalités de vote au sein du Comité de gestion;

5° la périodicité de ses réunions;

6° la forme des rapports trimestriels à établir par le Directeur général;

7° les actes qui relèvent de la gestion journalière dans le champ des attributions du Comité de gestion;

8° les règles en vertu desquelles le Comité de gestion peut, en complément des compétences visées à l'article 38, déléguer certaines tâches spécifiques au Directeur général.

Le règlement d'ordre intérieur du Conseil de suivi financier contient :

1° les règles concernant la convocation des réunions à la demande du Gouvernement, à la demande du président, à la demande d'un des commissaires du Gouvernement ou à la demande d'un membre;

2° les règles relatives à la présidence du Conseil de suivi financier en l'absence du président et du vice-président ou en cas d'empêchement de ceux-ci;

3° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour et, en cas de report, à l'inscription obligatoire à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement;

4° la présence d'au moins la moitié de ses membres pour délibérer et décider valablement, ainsi que les modalités de vote au sein du conseil de suivi financier;

5° la périodicité de ses réunions.

Art. 34. Sur la proposition du Directeur général, le Comité de gestion désigne, parmi les membres du personnel de la Caisse publique, la personne chargée d'assurer la rédaction des procès-verbaux des réunions du Comité de gestion et du Conseil de suivi financier et son suppléant.

Art. 35. Le président du Comité de gestion et le vice-président lorsqu'il préside effectivement le Comité de gestion perçoit des jetons de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement.

Les présidents et vice-présidents, les membres effectifs et les membres suppléants du Comité de gestion et du Conseil de suivi financier ont droit au remboursement des frais de parcours qu'ils ont exposés en raison de leur travail au sein de ces organes, suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

Les indemnités auxquelles ils peuvent prétendre à ce titre sont à charge de la Caisse publique.

Art. 36. Le Comité de gestion communique le rapport annuel d'activités de la Caisse publique au Gouvernement, au plus tard le 31 mai de l'année qui suit l'année considérée. Le Gouvernement transmet ce rapport au Parlement sans délai.

Le Comité de gestion adresse au Gouvernement tout autre renseignement que celui-ci lui demande.

CHAPITRE III. — *La gestion journalière*

Art. 37. Le Directeur général :

1° exécute les décisions du Comité de gestion et lui rend compte trimestriellement de l'exécution de celles-ci;

2° assume la gestion journalière pour toutes les missions qui sont confiées à la Caisse publique par le présent décret;

3° assume toute autre mission qui lui est déléguée par le Comité de gestion;

4° négocie et conclut le contrat de gestion en association avec le Comité de gestion.

Concernant le 2°, il peut accomplir tous les actes conservatoires, tous les actes d'exécution des décisions prises par le Comité de gestion, de même que les actes qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'ils entraînent pour la Caisse publique, ne présentent pas un caractère exceptionnel ni ne représentent un changement de politique administrative et constituent l'expédition des affaires journalières de la Caisse publique.

Art. 38. § 1^{er}. En application de l'article 37, dans le respect du contrat de gestion et des décisions prises par le Comité de gestion, le Directeur général :

1° informe le Comité de gestion et lui soumet toutes propositions utiles au fonctionnement de la Caisse publique;

2° gère le personnel de la Caisse publique;

3° organise les services dans le cadre de l'organigramme adopté par le Comité de gestion;

4° signe toutes les pièces et correspondances qui résultent de l'exercice des pouvoirs de gestion journalière;

5° représente la Caisse publique dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit en son nom et pour son compte pour ce qui concerne les actes de gestion journalière;

6° représente la Caisse publique dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit au nom du Comité de gestion, à leur demande, pour ce qui concerne les actes relevant de leur compétence;

7° prend les décisions administratives à portée individuelle relatives aux marchés publics pour lesquels le Comité de gestion lui a délégué ses pouvoirs :

a) qui concernent les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de la Caisse publique, pluriannuelles ou non;

b) de services pluriannuels et aux marchés publics de fournitures et de travaux pluriannuels, qui ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de la Caisse publique.

§ 2. Par l'intermédiaire de son Directeur général et à la demande du Gouvernement, la Caisse publique prépare le travail du Gouvernement et assure le suivi administratif, budgétaire et comptable dans le cadre de ses missions.

§ 3. Le Directeur général peut déléguer à un ou plusieurs membres du personnel de la Caisse publique qu'il soit agent au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ou membre du personnel contractuel au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent article, dans les limites et conditions qu'il détermine, en ce compris son pouvoir de représenter la Caisse publique devant les juridictions judiciaires et administratives.

Art. 39. Le Gouvernement désigne le Directeur général pour un mandat de rang A2 aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 40. En cas d'empêchement du Directeur général, un agent du grade de directeur au moins, désigné par le Comité de gestion, exerce les pouvoirs du Directeur général.

Art. 41. Le Comité de direction composé du Directeur général et des Inspecteurs généraux, coordonne l'opérationnalisation des décisions de stratégie et de principe et des décisions budgétaires prises par le Comité de gestion ou déléguées par celui-ci.

Le Comité de direction met en place un dispositif de contrôle *a priori* et *a posteriori* qui vise plus particulièrement à assurer :

1° la conformité aux lois et règlements;

- 2° l'application des instructions et des orientations fixées par le Comité de gestion;
- 3° le bon fonctionnement des processus internes;
- 4° la fiabilité des informations financières.

CHAPITRE IV. — *Le personnel*

Art. 42. Le Gouvernement fixe le cadre du personnel de la Caisse publique, sur proposition du Comité de gestion.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, avant la date qu'il fixe en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut fixer en tout ou en partie le cadre organique du personnel de la Caisse publique.

Art. 43. Le personnel statutaire de la Caisse publique est soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le personnel contractuel de la Caisse publique est soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

CHAPITRE V. — *Les ressources, budget, comptabilité et comptes*

Art. 44. Les ressources de la Caisse publique sont constituées par :

- 1° des subventions de fonctionnement dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget de la Région wallonne;
- 2° des subventions d'investissement dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget de la Région wallonne;
- 3° des subventions destinées à financer le paiement des prestations familiales opéré par la Caisse publique en vertu de l'article 25 ainsi que les frais de gestion des charges du passé pour le compte de la Communauté germanophone;
- 4° le produit de donations et legs éventuels;
- 5° le produit du patrimoine;
- 6° les remboursements d'indus;
- 7° le produit d'intérêts éventuels.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont mises à la disposition de la Caisse publique en deux tranches, à payer à la Caisse publique au plus tard le vingtième jour de chaque semestre par l'autorité désignée par le Gouvernement.

L'Agence met à disposition de la Caisse publique les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 45. Le budget des dépenses de la Caisse publique est constitué :

- 1° d'un budget des missions, qui comprend les dépenses relatives aux missions légales de la Caisse publique;
- 2° d'un budget de gestion, qui comprend les dépenses relatives à la gestion de la Caisse publique.

Art. 46. A l'intérieur du budget des missions, les crédits destinés au paiement des prestations familiales sont non limitatifs, tant en engagement qu'en liquidation.

Cette faculté peut être utilisée uniquement moyennant l'accord du Gouvernement. L'accord du Gouvernement est requis pour opérer le dépassement par article de base.

Art. 47. Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles le budget annuel de la Caisse publique est établi.

Art. 48. Dans les deux jours ouvrables de la réunion du Comité de gestion au cours de laquelle le projet de budget est arrêté, la Caisse publique communique le budget annuel, pour avis, aux commissaires du Gouvernement visés à l'article 53.

L'avis des commissaires du Gouvernement porte sur la conformité du budget annuel avec les dispositions légales et réglementaires, avec les objectifs budgétaires de la Région wallonne, ainsi qu'avec les dispositions du contrat de gestion qui ont une portée budgétaire ou financière.

Si l'avis n'est pas rendu dans les quinze jours à dater de la communication du budget annuel aux commissaires du Gouvernement, il est passé outre. Ce délai est prolongé de dix jours au plus sur demande motivée des commissaires du Gouvernement.

Art. 49. Par dérogation aux articles 44 à 46, le Gouvernement élabore et approuve le budget initial de la Caisse publique pour l'exercice de la première année d'activité.

Art. 50. La Caisse publique tient une comptabilité générale et une comptabilité budgétaire.

CHAPITRE VI. — *Le contrat de gestion*

Art. 51. § 1^{er}. Les règles et conditions spéciales selon lesquelles la Caisse publique exerce les missions qui lui sont confiées par le présent décret sont arrêtées dans un contrat de gestion passé entre le Gouvernement et le Comité de gestion.

Les dispositions du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution sont applicables à la Caisse publique.

§ 2. Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, la Caisse publique est représentée par des membres du Comité de gestion ayant voix délibérative désignés par ce Comité, ainsi que par le Directeur général.

Sans préjudice de l'application préalable des règles relatives à la concertation sociale, le personnel de la Caisse publique est informé de l'évolution des négociations selon une procédure définie par le Comité de gestion et approuvée par le Gouvernement.

§ 3. Le premier contrat de gestion de la Caisse publique est approuvé dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 52. L'exécution du contrat de gestion fait l'objet de rapports annuels d'évaluation établis par le Comité de gestion et présentés au Gouvernement.

Après la conclusion du contrat de gestion, la Caisse publique établit le plan d'entreprise proposé par le Comité de direction et présenté par le Directeur général. Le plan d'entreprise est constitué au minimum des projets et actions à mettre en œuvre pour rencontrer les engagements de la Caisse publique repris dans le contrat de gestion.

Sans préjudice de l'application préalable des règles relatives à la concertation sociale, le personnel de la Caisse publique est informé du contenu du plan d'entreprise selon une procédure définie par le Comité de gestion et approuvée par le Gouvernement.

CHAPITRE VII. — Le contrôle

Art. 53. Le Gouvernement désigne deux commissaires du Gouvernement, conformément au décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. Un des commissaires représente le Ministre ayant le budget dans ses attributions.

Lorsqu'ils exercent le recours visé à l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les commissaires du Gouvernement en informent le Comité de gestion.

Par dérogation à l'article 8bis du même décret, ils assistent aux réunions du Comité de gestion et aux réunions du Conseil de suivi financier.

La fonction de commissaire du Gouvernement au sein de l'Agence est incompatible avec la fonction de commissaire au sein de la Caisse publique.

Art. 54. Le Comité de gestion désigne un réviseur, conformément à l'article 20bis du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Le réviseur adresse au Gouvernement, au Comité de gestion et au Conseil de suivi financier, un rapport sur la situation active et passive de la Caisse publique ainsi que sur les résultats de l'exploitation de celle-ci au moins une fois par an, à l'occasion de la confection du bilan et du compte de pertes et profits ou du compte annuel.

Il signale au Gouvernement, au Comité de gestion et au Conseil de suivi financier, sans délai, toute négligence, toute irrégularité ou toute situation susceptible de compromettre la solvabilité de la Caisse publique et ses liquidités.

Les dépenses qui découlent des missions confiées au réviseur sont à charge de la Caisse publique.

Le réviseur peut prendre connaissance, sans déplacement, des livres et des documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures.

Art. 55. Au milieu de chaque législature ou à la demande expresse du Gouvernement, le Comité de gestion et le Conseil de suivi financier transmettent chacun au Gouvernement un rapport écrit contenant une évaluation de la mise en œuvre des articles 23 à 54. Le Gouvernement prend acte de ce rapport et le transmet pour information au Parlement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la première évaluation de ces dispositions intervient avant la fin de l'année au cours de laquelle elles sont entrées en vigueur.

TITRE VI. — *Les caisses privées d'allocations familiales*CHAPITRE I^{er}. — *L'agrément*

Art. 56. § 1^{er}. Sur proposition du Comité de la branche « Familles » de l'Agence, le Gouvernement agréé des caisses privées d'allocations familiales, dénommées ci-après « caisse privée » qui répondent aux conditions suivantes :

1° revêtir la forme d'une association belge sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, dont l'objet social consiste exclusivement à assurer la gestion administrative et le paiement des prestations familiales;

2° ne pas avoir été condamnée pour non-respect de la législation sociale ou fiscale;

3° disposer d'une expérience d'au moins trois années dans le traitement des demandes et le paiement des prestations dans le secteur des prestations familiales;

4° gérer au moins 100.000 dossiers d'enfants bénéficiaires sur le territoire de la région de langue française, dont le dossier est en paiement;

5° avoir son siège social sur le territoire de la région de langue française;

6° être active sur tout le territoire de la région de langue française;

7° disposer d'au moins un bureau accessible aux allocataires dans chacune des provinces wallonnes.

Concernant le 1^o, outre les mentions légales requises dans les statuts par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, le Gouvernement peut déterminer des mentions complémentaires rendues nécessaires par les conditions d'agrément. Toute modification des statuts ayant trait aux mentions légales et aux mentions complémentaires relatives aux conditions d'agrément, doivent faire l'objet d'un accord préalable de l'Agence.

La condition visée au 2^o s'applique également aux membres des conseils d'administration des caisses privées.

Le Gouvernement détermine les éléments qui sont pris en considération pour prouver l'expérience visée au 3^o. A la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés remplir cette condition les successeurs régionaux des caisses privées d'allocations familiales fédérales, visées à l'article 5 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé et l'échange de données en matière de prestations familiales.

Le Gouvernement fixe les modalités suivant lesquelles le nombre d'enfants visé au 4^o est déterminé.

Dans la province de Liège, le bureau visé au 7^o est situé en région de langue française.

Pour les demandes d'agrément introduites avant la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, les caisses privées d'allocations familiales doivent, pour être agréées, outre les conditions reprises à l'alinéa 1^{er}, utiliser un outil informatique de gestion et de traitement des prestations familiales reconnu par le Gouvernement.

§ 2. L'agrément peut être refusé uniquement en raison de la méconnaissance d'une ou de plusieurs conditions prescrites au paragraphe 1^{er}.

Art. 57. La demande d'agrément est introduite auprès de l'Agence.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément, ainsi que ses modalités d'introduction et de traitement.

Art. 58. § 1^{er}. L'agrément est délivré pour une période indéterminée.

§ 2. Tous les ans, l'Agence évalue les caisses privées. Le Gouvernement détermine les modalités de cette évaluation.

§ 3. Pour cette évaluation, il est tenu compte du respect par les caisses privées des dispositions de l'article 56, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o, des articles 63, 67, 68, 69 et 70, et des dispositions du chapitre XI du Titre VII.

§ 4. L'Agence rédige un rapport d'évaluation.

En cas d'évaluation négative, l'Agence peut proposer au Gouvernement :

1° un avertissement;

2° l'établissement d'un plan de redressement qui contient les actions à entreprendre et les objectifs à atteindre pour améliorer la qualité de la gestion administrative et financière;

3° le retrait de l'agrément.

Le Gouvernement fixe les modalités et le contenu du plan de redressement visé au 2°.

Le Gouvernement détermine les modalités de cessation d'activité d'une caisse privée, qu'elle résulte d'une décision volontaire ou d'un retrait d'agrément visé au 3°.

§ 5. Le rapport d'évaluation est communiqué à la caisse privée concernée.

La caisse privée peut :

1° formuler ses observations, dans le délai et selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

2° demander à être entendue par la personne désignée au sein de l'Agence, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 6. Sur la base du rapport d'évaluation et des observations de la caisse privée évaluée, le Gouvernement prend une décision motivée et la notifie à la caisse privée, dans le délai et selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 7. Le Gouvernement retire l'agrément si le nombre de dossiers d'enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement géré par la caisse privée descend en dessous de dix pour cent du nombre total des enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement sur le territoire de la région de langue française, sur une période de deux années consécutives, selon les modalités prévues par le Gouvernement.

Le nombre de dossiers en paiement est calculé au 31 décembre de chaque année, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 59. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 58, le Gouvernement peut, à tout moment, infliger à une caisse privée une sanction administrative, en cas de manquement à l'article 56, § 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5°, 6° ou 7°, aux articles 63, 67, 68, 69 et 70 ou aux dispositions du chapitre XI du Titre VII.

L'avis du Comité de la branche « Familles » de l'AViQ est sollicité.

§ 2. La sanction administrative est l'avertissement, le plan de redressement ou le retrait d'agrément.

Le plan de redressement contient les actions à entreprendre et les objectifs à atteindre pour améliorer la qualité de la gestion administrative et financière.

Le Gouvernement fixe les modalités et le contenu du plan de redressement.

§ 3. L'Agence décrit les griefs, formule une proposition motivée de sanction et la communique à la caisse privée concernée, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

La caisse privée peut :

1° formuler ses observations, dans le délai et selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

2° demander à être entendue par la personne désignée au sein de l'Agence, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 4. Sur la base de la proposition motivée et des observations de la caisse privée, le Gouvernement prend une décision et la notifie à la caisse privée, dans le délai et selon les modalités qu'il détermine.

CHAPITRE II. — *Le financement*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 60. § 1^{er}. L'enveloppe budgétaire relative aux caisses privées d'allocations familiales couvre :

1° les sommes destinées au paiement des prestations familiales;

2° la subvention globale destinée à couvrir les frais d'administration des caisses privées d'allocations familiales.

Le Gouvernement arrête les modalités de révision de l'enveloppe budgétaire en fonction de paramètres qu'il définit, dont la variation de la part de marché des caisses privées par rapport au marché global des allocations familiales.

§ 2. L'Agence :

1° distribue les sommes visées au paragraphe 1^{er}, 1°, aux caisses privées d'allocations familiales;

2° répartit la subvention globale visée au paragraphe 1^{er}, 2°, entre les caisses privées d'allocations familiales selon les modalités définies par le Gouvernement.

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, 1°, le surplus des sommes destinées au paiement des prestations familiales est reversé à l'Agence dans le délai et selon les modalités qu'elle détermine.

§ 3. Les montants visés au paragraphe 2, 1° et 2°, sont :

1° versés sur des comptes séparés ouverts au nom des caisses privées d'allocations familiales;

2° utilisés par les caisses privées d'allocations familiales aux fins exclusives pour lesquelles elles ont été réparties.

§ 4. Les caisses privées enregistrent les opérations financières de manière distincte et suivant un plan comptable déterminé par le Gouvernement.

Art. 61. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête le montant de la subvention globale destinée à financer les frais d'administration des caisses privées d'allocations familiales.

Ce montant évolue dans le temps, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités de calcul de la part de chaque caisse privée d'allocations familiales dans la subvention globale en tenant compte :

1° d'un critère quantitatif lié à la charge de travail des caisses privées d'allocations familiales;

2° d'un critère qualitatif lié à l'évaluation de la qualité des prestations des caisses privées d'allocations familiales.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les deux premières années suivant la date d'entrée en vigueur du présent décret, la subvention globale destinée à financer les frais d'administration est répartie entre les caisses privées d'allocations familiales sur la base du seul critère quantitatif.

§ 3. Le Gouvernement peut affecter une partie de la subvention attribuée à chaque caisse privée d'allocations familiales à son fonds de réserve.

Art. 62. Le Gouvernement peut allouer une enveloppe particulière unique pour financer les adaptations informatiques des caisses privées au nouveau système.

Section 2. — Le fonds de réserve

Art. 63. § 1^{er}. Les caisses privées constituent un fonds de réserve.

§ 2. Le fonds de réserve est alimenté par :

1° la quote-part de l'avoir du fonds de réserve transféré des caisses d'allocations familiales fédérales la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er};

2° les intérêts rapportés par le(s) compte(s) bancaire(s) dédié(s) aux prestations familiales;

3° la partie des excédents du compte de gestion, qui est éventuellement transférée conformément à l'article 67, § 5;

4° les transferts en provenance de la réserve administrative;

5° tout autre moyen déterminé par le Gouvernement.

§ 3. Le fonds de réserve de la caisse privée n'excède pas au 31 décembre de l'exercice, 1,5 pour cent du montant des prestations familiales payées par la caisse privée au cours de ce même exercice.

Si ce plafond est dépassé, l'excédent est versé à l'Agence au cours de l'exercice suivant. La caisse privée qui n'a pas versé à temps son excédent est redevable de plein droit des intérêts légaux.

Le Gouvernement peut modifier le pourcentage visé au présent paragraphe après avis du Comité de la Branche « Familles » de l'Agence.

§ 4. Au 31 décembre de chaque exercice, le fonds de réserve couvre :

1° le compte financier dédié aux prestations familiales;

2° les prestations familiales payées indûment qui ne sont pas mises en recouvrement en raison de la prescription visée aux articles 96 et 97;

3° les pertes occasionnées par toute autre cause, avec l'accord préalable de l'Agence, sur proposition du Comité de la branche « Familles » de l'Agence;

4° les frais de liquidation de la caisse privée, après épuisement de la réserve administrative visée à l'article 68.

Art. 64. Les caisses privées délaissent à charge de la Région wallonne, les montants des indus irrécouvrables ou pour lesquels il est renoncé au recouvrement, dans les hypothèses suivantes :

1° lorsqu'il est renoncé au recouvrement en raison du caractère socialement contre-indiqué de celui-ci;

2° en cas d'application de l'article 95;

3° lorsque le recouvrement est techniquement impossible.

Art. 65. L'Agence impose la rectification des écritures comptables et compense sur les versements à venir les montants de prestations familiales indues imputées à charge de la Région wallonne :

1° alors que celles-ci devaient être imputées à charge de leur fonds de réserve en application de l'article 63, § 4, 2°;

2° en dehors des hypothèses visées à l'article 64.

Art. 66. En cas de cessation de paiement d'une caisse privée en dehors d'une opération de fusion avec une autre caisse privée, le fonds de réserve de celle-ci est transféré de plein droit à l'Agence.

Section 3. — Le compte de gestion et la réserve administrative

Art. 67. § 1^{er}. Les caisses privées constituent un compte de gestion.

§ 2. Le compte de gestion est alimenté, notamment, par :

1° une subvention accordée par l'Agence en application de l'article 60, § 1^{er}, 2°;

2° les autres subsides que la subvention visée au 1°;

3° les intérêts, à l'exception des intérêts visés à l'article 63, § 2, 2°;

4° les rapports et plus-values de tous les avoirs, biens meubles et immeubles en possession de la caisse privée.

§ 3. Le compte de gestion est destiné à couvrir les frais d'administration des caisses privées d'allocations familiales.

§ 4. Le Gouvernement peut prendre des mesures en matière de dépenses pour frais d'administration.

§ 5. Lorsqu'au 31 décembre de l'exercice, le fonds de réserve de la caisse privée est insuffisant pour couvrir les éléments visés à l'article 63, § 4, 2°, la caisse privée affecte au moins cinq pour cent du boni du compte de gestion au fonds de réserve.

Ces transferts sont irréversibles.

Art. 68. § 1^{er}. Les caisses privées constituent une réserve administrative.

§ 2. La réserve administrative est alimentée par :

1° la quote-part de l'avoir de la réserve administrative transférée des caisses d'allocations familiales fédérales la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er};

2° le résultat du compte de gestion au 31 décembre de l'exercice, après déduction de la partie qui est éventuellement transférée au fonds de réserve conformément à l'article 67, § 5.

Le Gouvernement peut plafonner l'avoir de la réserve administrative de la caisse privée et affecter l'excédent éventuel.

§ 3. La réserve administrative peut alimenter le fonds de réserve, à la discrétion de la caisse privée, par un transfert irréversible.

CHAPITRE III. — Les obligations

Art. 69. Les caisses privées gèrent un nombre de dossiers d'enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement au moins égal à dix pour cent du nombre total des enfants bénéficiaires dont le dossier est en paiement sur le territoire de la région de langue française, sans préjudice de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°.

Art. 70. § 1^{er}. Avant le 1^{er} mai de chaque année, les caisses privées transmettent au Comité de monitoring financier et budgétaire de l'Agence la balance des comptes généraux, ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes de l'année antérieure suivant les modèles à déterminer par le Gouvernement.

§ 2. Une caisse privée peut conclure un emprunt ou un contrat de leasing financier ayant pour conséquence que la somme des dettes liées aux opérations de gestion représente plus de cent pour cent des fonds propres, provisions comprises, moyennant autorisation préalable du ministre, sur avis du Comité de la branche « Familles » de l'Agence. L'autorisation du Ministre est censée acquise si aucune décision n'est prise dans un délai de deux mois prenant cours à la date de la demande de la caisse privée.

§ 3. Les caisses privées n'acquièrent pas ou n'aliènent pas des biens immobiliers, sans autorisation préalable du Ministre, sur avis du Comité de la branche « Familles » de l'Agence.

L'autorisation du Ministre est censée acquise si aucune décision n'est prise dans un délai de deux mois prenant cours à la date de la demande de la caisse privée.

Elles peuvent utiliser leurs avoirs et leurs disponibilités uniquement pour réaliser les opérations en vue desquelles elles sont agréées conformément à l'article 56.

Les avoirs et les disponibilités qui ne sont pas utilisés à cette fin sont investis en valeurs dont la liste est établie par le Gouvernement.

TITRE VII. — Dispositions communes aux caisses d'allocations familiales

CHAPITRE I^{er}. — Définition

Art. 71. Pour l'application du présent Titre, l'on entend par "demandeur", l'allocataire ou toute personne physique qui a droit à des prestations familiales, qui y prétend ou qui peut y prétendre, ses représentants légaux et ses mandataires.

CHAPITRE II. — L'affiliation

Art. 72. § 1^{er}. Tout demandeur s'affilie à une caisse d'allocations familiales de son choix.

La demande d'affiliation est introduite selon les modalités et dans les délais déterminés par le Gouvernement.

§ 2. A dater du premier jour qui suit le vingt-quatrième mois d'affiliation, le demandeur peut changer de caisse d'allocations familiales, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le demandeur en informe par écrit la caisse d'allocations familiales à laquelle il est affilié. Sa décision produit ses effets à la fin du trimestre au cours duquel elle est notifiée, sauf si elle est notifiée moins de quinze jours avant la fin du trimestre. Dans ce cas, elle produit ses effets à la fin du trimestre suivant.

La décision du demandeur de changer de caisse d'allocations familiales ne produit pas d'effet avant son affiliation à une autre caisse d'allocations familiales.

§ 3. Lorsque la demande de changement de caisse d'allocations familiales produit ses effets, la caisse à laquelle le demandeur est affilié transmet immédiatement son dossier à la caisse à laquelle il est désormais affilié.

§ 4. L'affiliation à l'une des caisses d'allocations familiales et l'intervention de la caisse d'allocations familiales est gratuite pour le demandeur.

CHAPITRE III. — Les demandes des prestations familiales

Art. 73. § 1^{er}. Les prestations familiales sont octroyées soit d'office, soit sur demande écrite à la caisse d'allocations familiales auprès de laquelle le demandeur est affilié.

Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles les prestations familiales sont octroyées d'office et les formes de la demande écrite.

§ 2. La demande signée par l'intéressé est introduite auprès de la caisse d'allocations familiales auprès de laquelle le demandeur est affilié.

La caisse d'allocations familiales adresse ou remet un accusé de réception au demandeur. Tout accusé de réception indique le délai d'examen de la demande ainsi que le délai de prescription à considérer. Un paiement ou une demande de renseignements complémentaires valent accusé de réception. Le Gouvernement peut fixer des modalités complémentaires ou déterminer les cas dans lesquels l'accusé de réception n'est pas délivré.

La caisse d'allocations familiales incompétente auprès de laquelle la demande de prestations familiales est introduite transmet celle-ci sans délai à la caisse d'allocations familiales compétente en région de langue française. Le demandeur en est averti.

Toutefois, dans les situations visées à l'alinéa 3, la demande est, dans les conditions et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, validée quant à sa date d'introduction.

Afin de ne pas interrompre ou retarder le paiement des prestations familiales, le Gouvernement peut prévoir le paiement provisionnel des allocations familiales et la régularisation des comptes.

CHAPITRE IV. — Les décisions et l'exécution sans délai

Section 1^{re}. — Les délais et modalités de paiement

Art. 74. La caisse d'allocations familiales statue au plus tard dans les quatre mois de la réception de la demande ou du fait donnant lieu à l'examen d'office visés à l'article 73.

Si la caisse d'allocations familiales ne prend pas de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, elle en informe le demandeur en lui faisant connaître les raisons.

Si la demande nécessite l'intervention d'une institution de sécurité sociale, cette intervention est demandée par la caisse d'allocations familiales à laquelle la demande est adressée. Le demandeur en est informé.

Le Gouvernement peut porter temporairement le délai à huit mois au plus, dans les cas qu'il détermine.

Les délais de quatre ou huit mois sont suspendus tant que l'intéressé ou une institution, étrangère ou relevant d'une autre entité fédérée ou du niveau fédéral, n'ont pas fourni à la caisse d'allocations familiales tous les renseignements demandés, nécessaires pour prendre la décision.

Art. 75. La caisse d'allocations familiales qui examine une demande recueille d'initiative toutes les informations manquantes en vue d'apprécier les droits du demandeur.

Si malgré le rappel qui lui est adressé, le demandeur reste, pendant plus d'un mois, en défaut de fournir les renseignements complémentaires demandés par la caisse d'allocations familiales, celle-ci, après avoir accompli toute démarche utile en vue de l'obtention desdits renseignements, peut statuer en se basant sur les renseignements dont elle dispose, sauf si le demandeur fait connaître un motif justifiant un délai de réponse plus long.

Le Gouvernement détermine dans quelles conditions la demande de prolongation du délai d'un mois faite par le demandeur est prise en compte.

Art. 76. Les caisses d'allocations familiales procèdent au paiement des prestations familiales au plus tard dans les quatre mois de la notification de la décision d'octroi et au plus tôt à partir de la date à laquelle les conditions de paiement sont remplies.

Si le paiement n'est pas effectué dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, et sans préjudice des droits du demandeur de saisir les juridictions compétentes, la caisse d'allocations familiales chargée du paiement des prestations familiales en informe le demandeur, en indiquant les motifs du retard.

Aussi longtemps que le paiement n'est pas effectué, le demandeur est informé tous les quatre mois des motifs du retard.

Le Gouvernement peut porter temporairement le délai de quatre mois, prévu à l'alinéa 1^{er}, à huit mois au plus.

Art. 77. Le Gouvernement détermine les modalités pratiques de paiement des prestations familiales à l'allocataire.

Section 2. — La motivation, les mentions et notifications

Art. 78. Toute décision relative à des prestations familiales est motivée.

Lorsque les décisions portent sur des sommes d'argent, elles mentionnent le mode de calcul de celles-ci. La communication du mode de calcul vaut motivation.

La notification de la décision mentionne également les possibilités de recours existantes ainsi que les formes et délais à respecter à cet effet.

Le Gouvernement :

1° fixe les mentions obligatoires devant figurer sur les formules de paiement;

2° détermine les modalités et les délais de notification;

3° détermine les cas dans lesquels la notification ne doit pas avoir lieu ou se fait au moment de l'exécution.

Art. 79. Les décisions d'octroi ou de refus des prestations familiales contiennent les mentions suivantes :

1° les références du dossier et du service qui gère celui-ci;

2° la possibilité d'obtenir toute explication sur la décision auprès du service qui gère le dossier ou d'un service d'information désigné.

Si la décision ne contient pas les mentions prévues à l'alinéa 1^{er}, le délai de recours ne commence pas à courir.

Art. 80. Outre les mentions visées à l'article 79, les décisions de répétition de l'indu contiennent :

1° la constatation de l'indu;

2° le montant total de l'indu, ainsi que le mode de calcul;

3° le contenu et les références des dispositions en infraction desquelles les paiements sont effectués;

4° le délai de prescription pris en considération;

5° le cas échéant, la possibilité pour la caisse d'allocations familiales de renoncer à la répétition de l'indu et la procédure à suivre afin d'obtenir cette renonciation;

6° la possibilité de soumettre une proposition motivée en vue d'un remboursement étalé.

Si la décision ne contient pas les mentions prévues à l'alinéa 1^{er}, le délai de recours ne commence pas à courir.

Art. 81. § 1^{er}. La notification d'une décision se fait par envoi ordinaire ou par la remise d'un écrit à l'intéressé.

Le Gouvernement peut déterminer les cas dans lesquels la notification doit se faire par envoi recommandé, ainsi que les modalités d'application de cette notification.

§ 2. L'envoi de pièces au demandeur et l'exécution de paiements à l'allocataire se font au domicile légal de ceux-ci.

Il peut toutefois être dérogé à cette obligation sur demande écrite de l'intéressé, adressée à la caisse d'allocations familiales.

Section 3. — La révision

Art. 82. Lorsqu'il est constaté que la décision est entachée d'une erreur de droit ou matérielle, la caisse d'allocations familiales prend d'initiative une nouvelle décision produisant ses effets à la date à laquelle la décision rectifiée aurait dû prendre effet et ce, sans préjudice des articles 96 et 97.

Sans préjudice de l'article 81, la nouvelle décision produit ses effets, en cas d'erreur due à la caisse d'allocations familiales, le premier jour du mois qui suit la notification, si le droit à la prestation est inférieur à celui reconnu initialement.

L'alinéa 2 n'est pas d'application si le demandeur sait ou devait savoir, dans le sens de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions et allocations, qu'il n'a pas ou plus droit à l'intégralité d'une prestation.

Art. 83. Sans préjudice des articles 96 et 97, la caisse d'allocations familiales retire sa décision et en adopte une nouvelle dans le délai d'introduction d'un recours devant la juridiction compétente ou, si un recours est introduit, jusqu'à la clôture des débats si :

1° à la date de prise en cours de la prestation, le droit est modifié par une disposition légale ou réglementaire;

2° un fait nouveau ou des éléments de preuve nouveaux ayant une incidence sur les droits du demandeur sont invoqués en cours d'instance.

CHAPITRE V. — Le paiement

Art. 84. L'octroi des prestations familiales prend cours dès le premier jour du mois qui suit le mois dans lequel le droit aux allocations familiales naît.

L'octroi des prestations familiales s'éteint à la fin du mois dans lequel ce droit prend fin.

Tout événement impliquant une modification du montant des prestations familiales donne lieu à l'octroi du montant modifié des allocations familiales à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel cet événement est survenu.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'octroi des prestations familiales prend cours dès le premier jour du mois durant lequel intervient une indexation ou l'institution d'un nouvel avantage par ou en vertu d'un décret.

Art. 85. § 1^{er}. Les allocations familiales sont payables mensuellement dans le courant du mois suivant celui auquel elles se rapportent.

Le paiement peut être suspendu en cas d'indices sérieux et concordants laissant croire au caractère frauduleux des informations données par l'assuré social en vue d'obtenir des prestations sociales. La suspension dure si la suspicion n'est pas écartée avec un maximum de six mois, renouvelable une fois.

§ 2. Le Gouvernement peut imposer l'utilisation de documents, de certificats ou de brevets. Il détermine les mentions qui figurent sur ces pièces et définit quand et dans quels délais ces pièces sont demandées et délivrées.

Art. 86. Les suppléments aux allocations familiales visés aux articles 11 à 13 sont accordés à titre provisionnel. Leur liquidation finale est validée uniquement après réception, par la caisse d'allocations familiales, des données permettant à celle-ci de vérifier le respect des conditions de revenus fixées auxdits articles.

Le Gouvernement détermine les données visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 87. Tout changement d'allocataire intervenant dans le courant d'un mois, produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ce changement a lieu.

CHAPITRE VI. — *Les intérêts*

Art. 88. Les prestations familiales portent intérêt de plein droit, uniquement pour les bénéficiaires personnes physiques qui y ont droit, à partir de la date de leur exigibilité et au plus tôt à partir de la date découlant de l'application de l'article 76. Toutefois, si la décision d'octroi est prise avec un retard imputable à une institution de sécurité sociale, les intérêts sont dus à partir de l'expiration du délai visé à l'article 74 et au plus tôt à partir de la date de prise de cours de la prestation.

Les intérêts dus de plein droit, visés à l'alinéa 1^{er}, ne sont pas dus sur la différence entre, d'une part, le montant des avances versées parce que l'organisme ne dispose pas des informations nécessaires pour prendre une décision définitive et, d'autre part, le montant qui découle de la décision définitive, si ces avances s'élèvent à nonante pour cent ou davantage du montant dû sur la base de la décision définitive.

Les intérêts visés à l'alinéa 1^{er} ne sont en tout état de cause, pas dus lorsque des avances sont payées, et que :

1° la décision définitive dépend d'informations qui sont fournies par le demandeur lui-même ou par une autre institution;

2° ce n'est que lors de la décision définitive, que l'on peut constater que le demandeur satisfait aux conditions requises pour avoir droit à une prestation minimum.

Art. 89. Les prestations payées indûment portent intérêt de plein droit à partir du paiement si le paiement indu résulte de fraude, de dol ou de manœuvres frauduleuses de la part de la personne intéressée.

Art. 90. Le Gouvernement peut :

1° pour l'application des articles 88 et 89, déterminer les modalités relatives au calcul de l'intérêt;

2° fixer le taux d'intérêt sans que celui-ci puisse être inférieur au taux normal des avances en compte courant hors plafond fixé par la Banque nationale.

Le Gouvernement peut, pour l'application de l'article 89, assimiler à la fraude, au dol ou à des manœuvres frauduleuses, l'omission par le débiteur de faire une déclaration prescrite par une disposition qui est communiquée au demandeur. La déclaration peut être prescrite par une disposition légale ou réglementaire ou découler d'un engagement antérieur.

CHAPITRE VII. — *La récupération*

Art. 91. En cas de prestations indûment versées, les caisses d'allocations familiales procèdent à la récupération des montants dans le respect de l'article 97.

Sans préjudice des voies de recouvrement ordinaires, les caisses d'allocations familiales peuvent, dans le respect de l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, retenir sur les prestations ultérieures les sommes qu'ont à payer, à titre de remboursement de prestations indûment touchées, les personnes à qui les prestations sont dues ou doivent être versées.

Art. 92. Lorsqu'un allocataire, à deux échéances consécutives ou non, s'est trouvé en défaut de rembourser la ou les mensualités fixée en matière de récupération d'un indu frauduleux ou non, elles sont recouvrées par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales, conformément aux articles 3 et suivants de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

L'administration concernée agit à la demande des caisses d'allocations familiales et avec l'accord préalable de l'Agence; ce mandat prend fin aussitôt après le retrait de la demande.

CHAPITRE VIII. — *Les contestations*

Art. 93. Le tribunal du travail connaît des contestations qui s'élèvent entre les caisses d'allocations familiales et les personnes auxquelles des prestations familiales sont dues ou doivent être versées.

Art. 94. Dans les affaires pour lesquelles un expert médical est désigné, les provisions, les honoraires et les frais de cet expert, contenus dans le relevé qu'il établit conformément aux dispositions du Code judiciaire, sont indiqués en appliquant le tarif fixé par le Roi.

CHAPITRE IX. — *Les renonciations*

Art. 95. Les caisses d'allocations familiales peuvent renoncer soit à toute poursuite par voie judiciaire en vue de la perception de sommes, soit à poursuivre le recouvrement de sommes par voie d'exécution forcée, dans les conditions déterminées par le Gouvernement:

1° dans des cas ou catégories de cas dignes d'intérêt et si le débiteur est de bonne foi;

2° si la somme à récupérer est minime;

3° s'il s'avère que le recouvrement de la somme à récupérer est aléatoire ou trop onéreux par rapport au montant à récupérer.

Sauf en cas de dol ou de fraude, il est renoncé d'office, au décès de celui à qui les sommes sont payées, à la récupération des prestations familiales payées indûment si, à ce moment, la réclamation de l'indu ne lui est pas encore notifiée.

Toutefois, sans préjudice de l'application de l'article 1410 du Code judiciaire, l'alinéa 2 ne fait pas obstacle à la récupération de l'indu sur les prestations qui, au moment du décès de l'intéressé sont échues, mais ne sont pas encore versées ou ne sont pas payées à l'une des personnes suivantes :

1° au conjoint avec qui le bénéficiaire cohabite au moment de son décès;

2° aux enfants avec qui le bénéficiaire vit au moment de son décès;

3° à la personne avec qui le bénéficiaire vit au moment de son décès;

- 4° à la personne qui est intervenue dans les frais d'hospitalisation, à concurrence de son intervention;
- 5° à la personne qui a payé les frais funéraires à concurrence de ces frais.

CHAPITRE X. — *La prescription*

Art. 96. Les actions dont disposent, sur la base du présent décret, les personnes à qui les prestations familiales sont dues ou doivent être versées, sont intentées dans les cinq ans.

Le délai de cinq ans prend cours le premier jour du mois qui suit celui auquel les prestations familiales se rapportent.

Pour la prime :

1° de naissance, le délai de cinq ans prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la naissance a lieu;

2° d'adoption, le délai de cinq ans prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la requête exprimant la volonté d'adoption est déposée devant le tribunal compétent ou, à défaut de celle-ci, le dernier jour du trimestre au cours duquel l'acte d'adoption est signé; toutefois, si l'enfant ne fait pas encore partie du ménage de l'adoptant à cette date, le délai de cinq ans prend cours le premier jour du mois au cours duquel l'enfant fait réellement partie de ce ménage.

Outre les causes prévues au Code civil, la prescription est interrompue par l'envoi d'une demande ou d'une réclamation, à la caisse d'allocations familiales pour l'octroi des prestations familiales, ou par le dépôt d'une telle demande ou réclamation auprès de cette caisse.

L'interruption se produit, selon le cas, à la date du pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi, ou, à défaut, à celle fixée par l'accusé de réception établi par la caisse d'allocations familiales compétente à l'attention de la personne qui demande ou réclame ces prestations.

Par dérogation à l'alinéa 4, la demande ou la réclamation transmise à la caisse d'allocations familiales compétente, qui a été introduite auprès d'une institution de sécurité sociale belge incompétente, a pour date, selon le cas, celle du pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi, ou, à défaut, celle à laquelle l'institution de sécurité sociale atteste à l'attention de la caisse d'allocations familiales compétente l'avoir reçue.

L'interruption est valable pour cinq ans. Elle peut être renouvelée.

En aucun cas, les caisses d'allocations familiales ne renonceront au bénéfice de la prescription, telle qu'elle est définie par le présent article.

Art. 97. La répétition des prestations familiales indûment payées n'est pas réclamée après l'expiration d'un délai de trois ans prenant cours à la date à laquelle le paiement est effectué.

Outre les causes prévues par le Code civil, la prescription est interrompue par la réclamation des paiements indus notifiée au débiteur par envoi recommandé.

La prescription est suspendue en cas de recours en justice diligenté par toute personne tenue au remboursement en vertu de dispositions légales ou réglementaires. La suspension débute avec l'acte introductif d'instance et se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le délai de prescription est porté à cinq ans si les prestations payées indûment sont obtenues à la suite de manœuvres frauduleuses ou de déclarations fausses ou sciemment incomplètes. Ce délai prend cours à la date à laquelle la caisse d'allocations familiales a connaissance de la fraude, du dol ou des manœuvres frauduleuses de l'assuré social.

CHAPITRE XI. — *Les obligations*

Section 1^{re}. — La déontologie

Art. 98. Les caisses d'allocations familiales ne refusent pas d'affilier un demandeur et ne s'opposent pas à sa décision de changer de caisse, conformément à l'article 72.

Les caisses d'allocations familiales respectent le principe de continuité du service public.

Art. 99. Les caisses d'allocations familiales respectent la charte déontologique qui contient les principales qualités et l'éthique attendues de tout administrateur dans l'exercice de ses fonctions mais également les obligations en matière de transparence, de simplification, d'information, de publicité.

Le Gouvernement approuve la charte déontologique après avis du Comité de la branche « Familles » de l'Agence.

Art. 100. Les caisses d'allocations familiales :

- 1° assurent la qualité du service et l'assistance aux familles;
- 2° s'abstiennent de toute activité de nature commerciale;
- 3° n'offrent pas aux familles des avantages financiers ou autres, directs ou indirects, non prévus par le présent décret;
- 4° ne pratiquent aucune forme de publicité agressive.

Section 2. — L'information

Art. 101. Les caisses d'allocations familiales communiquent à l'Agence, sur simple demande, tous renseignements, informations ou documents qu'elles jugent utiles pour exercer leurs missions, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Art. 102. Les caisses d'allocations familiales fournissent à toute personne qui en fait la demande écrite, toute information utile concernant ses droits et obligations et lui communiquent d'initiative tout complément d'information nécessaire à l'examen de sa demande ou au maintien de ses droits, sans préjudice des dispositions de l'article 76.

Le Gouvernement détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par information utile, ainsi que les modalités d'application du présent article.

L'information visée à l'alinéa 1^{er} :

- 1° indique clairement les références du dossier traité et le service qui gère celui-ci;
- 2° est précise et complète afin de permettre au demandeur concerné d'exercer tous ses droits et obligations;
- 3° est gratuite et est fournie dans un délai de quarante-cinq jours suivant la réception de la demande.

Art. 103. Aux conditions visées à l'article 102, alinéa 3, les caisses d'allocations familiales, dans les matières qui les concernent :

1° conseillent toute personne qui le demande sur l'exercice de ses droits ou l'accomplissement de ses devoirs et obligations;

2° informent et aident les familles dans leurs démarches relatives à leur dossier de prestations familiales.

Le Gouvernement fixe les modalités d'application de devoir de conseil visé au 1°.

Concernant le 2°, elles remplissent une fonction de guichet, assurent l'accueil le plus large du public, fournissent les informations générales sur la législation et la réglementation en vigueur ainsi que les informations spécifiques au dossier à qui de droit et de manière sécurisée.

Art. 104. Les demandes d'informations ou de conseil adressées erronément à une caisse d'allocations familiales non compétente, sont transmises sans délai à la caisse d'allocations familiales compétente. L'auteur de la demande en est simultanément averti.

Art. 105. Les caisses d'allocations familiales utilisent, dans leurs rapports avec l'assuré social, quelle qu'en soit la forme, un langage compréhensible pour le public.

Section 3. — Les flux informatiques

Art. 106. Les caisses d'allocations familiales :

1° octroient et payent les prestations familiales en utilisant au maximum les données électroniques de source authentique et en demandant une contribution minimale des familles;

2° alimentent et mettent à jour le répertoire des personnes visé à l'article 6 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Art. 107. § 1^{er}. Les caisses d'allocations familiales chargées de l'exécution du présent décret, s'adressent au Registre national des personnes physiques pour obtenir les informations visées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou lorsqu'elles vérifient l'exactitude de ces informations.

Le recours à une autre source est autorisé uniquement si les informations nécessaires ne peuvent pas être obtenues auprès du Registre national des personnes physiques.

§ 2. Les informations, obtenues auprès du Registre national des personnes physiques et consignées sur une fiche d'identification versée au dossier, font foi jusqu'à preuve du contraire.

Cette fiche d'identification est datée et signée pour certifier l'origine des informations et la date à laquelle elles font foi. Les caisses d'allocations familiales désignent les membres du personnel autorisés à procéder à cette certification.

Lorsque la preuve du contraire visée à l'alinéa 1^{er} est acceptée par la caisse d'allocations familiales, celle-ci communique le contenu de l'information ainsi acceptée, à titre de renseignement, au Registre national des personnes physiques en y joignant les documents justificatifs.

Section 4. — La protection de la vie privée

Art. 108. Le traitement des données à caractère personnel a lieu avec pour seule finalité d'exécuter les missions des caisses d'allocations familiales et de l'Agence.

Art. 109. Les responsables de traitement sont les caisses d'allocations familiales et l'Agence.

Les données traitées sont les données à caractère personnel, nécessaires à l'application du présent décret. Il s'agit notamment de données sociales, mais aussi de données fiscales ou communautaires. Il peut également s'agir de données relatives à la santé, dans le cadre d'une maladie, d'une invalidité ou d'un handicap.

Les données des dossiers relatifs aux demandes de prestations familiales qui n'ont pas donné lieu à un paiement doivent, pour autant que la prescription n'ait pas été interrompue par les intéressés, être conservées cinq années à dater du dernier jour du trimestre au cours duquel l'acte d'adoption a été signé ou la demande des allocations familiales a été introduite ou la naissance a eu lieu.

Les données des dossiers clôturés relatifs à des demandes de prestations familiales ayant donné lieu à au moins un paiement, les données dans les dossiers ouverts, les documents comptables et assimilés doivent, pour autant que la prescription n'ait pas été interrompue par les intéressés, être conservés sept années à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle a lieu le transfert des comptes à la Cour des Comptes.

Art. 110. Les caisses d'allocations familiales et l'Agence peuvent traiter les données à caractère personnel relatives à la santé et des données judiciaires, conformément aux articles 7, § 2, c), et 8, § 2, a), de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

CHAPITRE XII. — Le contrôle

Art. 111. § 1^{er}. Sur proposition de l'Agence, le Gouvernement désigne des membres du personnel de l'Agence, comme inspecteurs sociaux chargés du contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives au dispositif de gestion et de paiement des allocations familiales.

Ces inspecteurs sociaux prêtent le serment visé à l'article 52 du Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux :

1° surveillent l'exécution du présent décret, sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire;

2° procèdent aux différents types de contrôles récurrents et *ad hoc* exercés par l'Agence, en l'occurrence le contrôle de la gestion administrative des dossiers par les caisses d'allocations familiales, le contrôle de la gestion financière des moyens mis à disposition des caisses d'allocations familiales, le contrôle des familles à leur domicile, le contrôle quantitatif et qualitatif des données de source authentique, le contrôle de la fraude aux prestations familiales.

Le Gouvernement détermine les modalités de ces différents types de contrôles exercés par l'Agence ainsi que le modèle pour la communication du rapportage financier et statistique.

§ 2. Les infractions aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux visés au paragraphe 1^{er} disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 42 du Code pénal social lorsqu'ils agissent d'initiative ou sur demande dans le cadre de leur mission d'information, de conseil et de surveillance relative au respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

§ 3. Les caisses d'allocations familiales fournissent à l'Agence, à leurs frais exclusifs, et dans les délais fixés par l'Agence, tous les renseignements, informations ou documents qu'elle leur demande pour exercer sa mission, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Chaque caisse d'allocations familiales:

1^o fournit aux inspecteurs sociaux visés au paragraphe 1^{er} tous les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission, sans qu'elle puisse se dispenser ou être dispensée de cette obligation pour aucun motif, même si elle participe à un complexe administratif ou si elle a confié sa gestion à des tiers;

2^o donne accès aux inspecteurs sociaux visés au paragraphe 1^{er}, et sans frais, aux bases de données, états, correspondances et autres documents dont la consultation leur est utile dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

TITRE XIII. — *Disposition commune à l'ancien régime et au nouveau régime*

Art. 112. Les procurations, quittances, extraits des registres des actes de l'état civil, extraits et renseignements cadastraux, certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces délivrées en vue de l'exécution du présent décret portent, en tête du texte, l'énonciation de leur destination.

Ils ne peuvent servir à d'autres fins.

Les administrations publiques ne peuvent exiger, à leur profit, le paiement d'aucune somme à titre de rétribution ou autre, pour la délivrance des pièces et renseignements visés à l'alinéa précédent.

TITRE IX. — *Dispositions modificatives*

Art. 113. L'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, est complété par le 20^o rédigé comme suit :

« 20^o la Caisse publique wallonne d'allocations familiales. ».

Art. 114. L'article 2, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, modifié par les décrets des 19 décembre 2012 et 3 décembre 2015, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - la Caisse publique wallonne d'allocations familiales. ».

Art. 115. L'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2016, est complété par le 6^o rédigé comme suit :

« 6^o la Caisse publique wallonne d'allocations familiales. ».

Art. 116. L'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, modifié par les décrets des 30 avril 2009 et 3 décembre 2015, est complété par le 5^o rédigé comme suit :

« 5^o la Caisse publique wallonne d'allocations familiales. ».

Art. 117. L'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, modifié par le décret du 3 décembre 2015, est complété par le 7^o rédigé comme suit :

« 7^o la Caisse publique wallonne d'allocations familiales. ».

Art. 118. L'annexe au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifiée en dernier lieu le 21 décembre 2016, est complétée par :

« La Caisse publique wallonne d'allocations familiales. ».

Art. 119. L'article 28/2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, tel qu'inséré par le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, est complété comme suit :

« § 3. Il est créé au sein du budget de l'Agence un Fonds des allocations familiales qui constitue un fonds budgétaire conformément à l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Sont affectées au Fonds visé à l'alinéa 1^{er}, les recettes résultant :

1^o du remboursement des versements indus aux caisses privées pour le paiement des prestations d'allocations familiales;

2^o du remboursement des versements indus à la caisse publique pour le paiement des prestations d'allocations familiales;

3^o du remboursement des versements indus aux caisses privées pour leurs frais d'administration;

4^o de l'application de l'article 63, § 3, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1^{er}, sont seules imputées les dépenses relatives :

1^o aux versements liés aux frais d'administration des caisses privées;

2^o aux versements aux caisses privées pour le paiement des prestations d'allocations familiales;

3^o aux versements à la caisse publique pour le paiement des prestations d'allocations familiales.

TITRE X. — Dispositions transitoires

Art. 120. La loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF) et la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties sont abrogées à la date fixée par le Gouvernement, visée à l'article 136, alinéa 1^{er}, à l'exception des articles 40 à 50septies, 52 à 55 et 56ter à 76bis de la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF) qui continuent à s'appliquer après cette date pour les enfants nés au plus tard la veille de ladite date fixée par le Gouvernement.

Les droits ouverts en vertu des législations abrogées en vertu de l'alinéa 1^{er} sont maintenus jusqu'à la survenance d'un élément nouveau entraînant le réexamen du dossier. Dans ce cas, le droit aux prestations familiales est examiné sur base des articles 40 à 76bis LGAF conformément au présent Titre.

Pour l'application des articles 40 à 76bis LGAF, le terme attributaire réfère, à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, à un parent au premier degré, un beau-parent ou une personne avec qui ledit parent forme un ménage de fait. En cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale, le parent qui ne fait pas partie du ménage de l'enfant bénéficiaire est considéré comme en faisant partie.

A défaut des personnes mentionnées ci-avant, la personne qui élève effectivement l'enfant, ou celle avec qui elle forme un ménage de fait, est prise en compte.

S'agissant du maintien du droit des enfants qui relèvent, à la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, au plus tard, de la loi du 20 juillet 1971 abrogée, le supplément prévu à l'article 42bis LGAF sera maintenu à titre provisionnel et régularisé après réception des données fiscales relatives à la famille de l'enfant bénéficiaire. Toutes les autres conditions de maintien du droit étant examinées en vertu du décret. L'allocation spéciale prévue à l'article 10, § 3, de la loi du 20 juillet 1971 précitée est maintenue à titre provisionnel, en faveur de l'enfant placé, et régularisée après réception des données fiscales attestant que la famille de la personne qui perçoit ladite allocation est sans revenu; dans le cas contraire, l'allocation spéciale est récupérée et le droit aux prestations familiales est examiné conformément au présent Titre.

S'agissant de nouvelles demandes introduites à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, relatives à des enfants nés au plus tard la veille de cette même date, les conditions d'ouverture du droit seront examinées conformément au présent décret tandis que les montants de base et suppléments seront ceux fixés dans le cadre de la LGAF dans les limites prévues au présent Titre.

Art. 121. L'article 120 ne préjudicie pas à l'application, à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, aux enfants qui atteignent l'âge de 18 ans au cours de cette même année, de l'article 5 qui prévaut.

Art. 122. L'article 120 ne préjudicie pas à l'application, en cas de décès intervenu au plus tôt à la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, du taux prévu à l'article 50bis LGAF, qui prévaut aux enfants nés au plus tard la veille de ladite date fixée par le Gouvernement, sans application des restrictions prévues à l'article 56bis LGAF.

Art. 123. Pour l'octroi des suppléments visés à l'article 42bis, § 2, LGAF, en faveur des enfants nés au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, il n'est plus tenu compte, à partir de ladite date fixée par le Gouvernement, des statuts spécifiques visés au paragraphe 1^{er} dudit article mais uniquement du plafond de revenus figurant à l'article 13, § 1, 1^o.

Art. 124. Les suppléments prévus à l'article 50ter LGAF sont octroyés en faveur des enfants nés au plus tard la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 13, § 2, du décret.

Art. 125. L'article 120 ne préjudicie pas à l'octroi, à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, de l'allocation forfaitaire visée à l'article 10 du présent décret en cas de placements en famille d'accueil intervenant à partir de cette même date, décidés à l'égard d'enfants nés au plus tard la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}.

Art. 126. Pour le calcul de la répartition proportionnelle des allocations et suppléments visés à l'article 70bis, alinéa 4, LGAF, il n'est pas tenu compte des prestations dues en faveur des enfants nés à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}.

Art. 127. Pour l'application de l'article 11, il est tenu compte des enfants nés avant la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, dans la composition du ménage. Ces enfants ne bénéficient toutefois pas du supplément prévu audit article.

Art. 128. Les suppléments dus dans le cadre de la loi générale relative aux allocations familiales ne se cumulent pas aux suppléments dus dans le cadre du présent décret.

Art. 129. L'article 120 ne préjudicie pas à l'application, pour tout événement survenant à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, de l'article 84 qui prévaut.

Art. 130. L'article 54 LGAF ne produit plus d'effet à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}.

Art. 131. Le tribunal du travail connaît de toutes les contestations qui s'élèvent entre les Caisses d'allocations familiales et les personnes auxquelles des prestations familiales sont dues ou doivent être versées et qui sont introduites à partir de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}.

Art. 132. Par dérogation à l'article 120 et l'article 72, pour les demandeurs, pour lesquels des prestations familiales ont déjà fait l'objet d'au moins un paiement ou une demande de paiement au profit d'un ou plusieurs enfants bénéficiaires avant la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, tout changement d'affiliation ne peut intervenir avant un délai de deux ans à compter de ladite date, y compris en cas de nouvelle naissance à partir de cette même date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}.

Art. 133. L'Agence est chargée de tous les actes préparatoires à la mise en place du système de gestion et de paiement des prestations familiales prévu par le décret et de l'installation de la Caisse publique wallonne d'allocations familiales.

Art. 134. La procédure d'agrément prévue à l'article 56 peut être entamée en 2018 afin que les caisses d'allocations familiales soient opérationnelles à la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}.

Art. 135. § 1^{er}. Pour la première désignation du Directeur général, les articles 340 et 343 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ne sont pas applicables.

Pour participer aux sélections comparatives pour la fonction de Directeur général pour la première désignation, les candidats :

1° sont titulaires d'un diplôme donnant accès au niveau A ou sont lauréats d'un concours d'accès au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur du certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'École d'Administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ou reconnu dans le cadre de la fonction publique fédérale;

2° possèdent une expérience professionnelle utile d'au moins huit ans, dont deux ans d'expérience de gestion d'équipe ou de projets.

§ 2. Le Gouvernement, sur proposition du Comité de gestion, approuve la lettre de mission du Directeur général.

§ 3. Le SELOR est chargé d'organiser une épreuve de sélection relative à la désignation du Directeur général.

Une Commission de sélection est constituée à cet effet. Elle est organisée et présidée par le SELOR et composée de cinq membres :

1° l'Administrateur délégué du SELOR ou son représentant;

2° deux membres désignés en raison de leur qualité d'expert présentant des compétences incontestables en matière de management ou en matière de prestations familiales et choisies en dehors des Services du Gouvernement, des organismes relevant du Comité de Secteur XVI et des Cabinets ministériels;

3° deux mandataires en fonction titulaires d'un rang A1 ou A2.

Les candidatures sont introduites auprès du SELOR qui en examine l'admissibilité.

Les candidats déclarés admissibles présentent une épreuve d'assessment informatisée qui mesure les compétences managériales génériques et est adaptée au niveau de la fonction à pourvoir.

Les candidats qui ont réussi l'épreuve d'assessment informatisée présentent, devant la Commission de sélection, une épreuve orale au départ d'un cas pratique ayant trait à la fonction de management à pourvoir. Cette épreuve évalue les compétences spécifiques et les aptitudes managériales requises pour l'exercice de cette fonction.

Au terme de l'épreuve visée à l'alinéa 5 et de la comparaison des titres et mérites des candidats, ceux-ci sont inscrits soit dans le groupe A " très apte ", soit dans le groupe B

" apte ", soit dans le groupe C " moins apte ", soit dans le groupe D « pas apte ». Cette inscription est motivée. Dans le groupe A et le groupe B, les candidats sont classés.

Les candidats sont informés de leur inscription dans le groupe A, B, C, ou D et de leur classement dans les groupes A et B.

Un entretien complémentaire a lieu avec les candidats du groupe A afin de les comparer quant à leurs compétences spécifiques, leurs aptitudes relationnelles et leurs capacités à diriger par rapport à la description de fonction et le profil de compétence afférents à la fonction de management à pourvoir. Cet entretien est mené par le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions et le Ministre ayant les Prestations familiales dans ses attributions. Dans l'hypothèse où le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions a également les Prestations familiales dans ses attributions, le Gouvernement peut désigner un deuxième Ministre pour mener cet entretien.

TITRE XI. — *Disposition finale*

Art. 136. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut fixer des dates d'entrée en vigueur spécifiques pour certains articles.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 56, 57 et 58, § 1^{er}, et 134 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 133 produit ses effets le 1^{er} octobre 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 février 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie,
du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 989 (2016-2017) N^os 1, 1bis à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 7 février 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201006]

8 FEBRUARI 2018. — Decreet betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° agentschap : het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), bedoeld in artikel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

2° bijslagtrekkende : een natuurlijke of rechtspersoon die het kind opvoedt en die overeenkomstig dit decreet aangewezen wordt om de gezinsbijslagen geheel of gedeeltelijk te ontvangen;

3° kinderbijslagen : het geheel van de voordelen bedoeld in Titel III, met uitzondering van het kraamgeld en de adoptiepremie bedoeld in hoofdstuk I van Titel III;

4° sociaal verzekerde : elke persoon die wegens zijn socioprofessionele toestand onder het toepassingsgebied valt van een EG-Verordening, van een Europese Richtlijn of van een bilaterale overeenkomst betreffende sociale zekerheid en die, overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het samenwerkingsakkoord 6 september 2017 betreffende de aanknopingsfactoren een recht tot de gezinsbijslagen kan openen;

5° houder van een verblijfstitel : de persoon die niet over de Belgische nationaliteit beschikt en die toegelaten of gemachtigd is, om in België te verblijven of om er zich te vestigen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

6° kinderbijslagfonds : een privaat kinderbijslagfonds erkend overeenkomstig artikel 56 of het "Caisse publique wallonne d'allocations familiales" (Waals Openbaar Kinderbijslagfonds) ingesteld krachtens artikel 23;

7° wettelijke woonplaats : de plaats waar een persoon in de bevolkingsregisters is ingeschreven als hebbende aldaar zijn hoofdverblijf overeenkomstig artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk wetboek;

8° rechtgevend kind : elke minderjarige of meerderjarige persoon die aan de bij dit decreet bepaalde voorwaarden voor de opening van het recht voldoet en ten gunste van wie minstens één van de in titel 3 bedoelde bijslagen wordt gestort;

9° vermist kind : het kind van minder dan achttien jaar dat onvrijwillig niet langer op zijn woonplaats is, waarvan men geen nieuws heeft, of dat onwettelijk onttrokken is aan het gezag van zijn ouders, van zijn vader, van zijn moeder of van de persoon of de instelling die onmiddellijk voor de ontvoering overeenkomstig artikel 22 bijslagtrekkende is, en van wie het verdwijnen het voorwerp heeft uitgemaakt van een klacht of een verklaring bij de politie, het parket of bij de Belgische bevoegde administratieve overheden;

10° werkdagen : alle kalenderdagen met uitzondering van de zaterdag, zondag en de wettelijke en reglementaire feestdagen;

11° AKBW : de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939;

12° wet van 27 juni 1921 : de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

13° gezin : het geheel van de personen die op hetzelfde adres wonen overeenkomstig artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk wetboek;

14° feitelijk gezin : het samenwonen van personen die niet echtgenoten, noch bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad zijn en die hun gezinsproblemen in onderlinge overeenstemming regelen waarbij ze hun respectieve hulpmiddelen, zelfs gedeeltelijk, bundelen;

15° familielid : de bloedverwante in de eerste graad, de persoon die niet bloed- of aanverwante tot en met de derde graad met deze bloedverwante is en met wie laatstgenoemde leeft en een feitelijk gezin vormt of een verklaring van wettelijke samenwoning heeft afgelegd, de echtgenote van de bloedverwante en hun eigen of gezamenlijke kinderen;

16° Minister : de Minister die voor de Gezinsbijslagen bevoegd is;

17° gezinsbijslagen : het geheel van de voordelen bedoeld in Titel III;

18° bevolkingsregisters : de registers bedoeld in artikel 1, 1°, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1993 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

19° standplaats : bij gebrek aan wettelijke woonplaats, de plaats waar de persoon eigenlijk gewoonlijk verblijft;

20° inkomsten : de belastbare bruto-inkomsten, vóór de aftrek van de beroepskosten, die in aanmerking worden genomen voor de toekenning van de toeslagen bedoeld in de artikelen 11 tot 13.

Wat punt 8° betreft, wordt niet als vermist kind beschouwd, het kind dat naar alle waarschijnlijkheid overleden is in omstandigheden zoals ongevallen of rampen, zelfs indien zijn lichaam niet teruggevonden is.

Art. 3. Behalve uitdrukkelijk voorziene uitzondering is dit decreet van toepassing op de rechtgevende kinderen geboren vanaf de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid.

TITEL II. — Rechtgevend kind

Art. 4. Onverminderd de internationale overeenkomsten die in het Franse taalgebied vigerend zijn, opent een recht op gezinsbijslagen, het kind :

1° dat zijn wettelijke woonplaats heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied of dat werkelijk in het Franse taalgebied verblijft, waarbij hij/zij geen wettelijke woonplaats heeft en,

2° van Belgische nationaliteit is of dat houder is van een verblijfstitel in België, of van wie de ouders staatloos zijn.

Het attest van immatriculatie vormt in geen geval een verblijfstitel in de zin van dit decreet.

Het kind uit een derde land dat gemachtigd is om in België te verblijven om onderwijs te volgen, wordt geacht niet aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden te voldoen.

Voor de toekenning van de kinderbijslagen in de zin van dit decreet wordt vrijgesteld van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden, het kind van wie de ouders Europese onderdanen of onderdanen van derde Staten zijn, die vallen onder het toepassingsgebied van Verordening nr. 883/2004 van het Europees Parlement en van de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels en die een economische activiteit uitoefenen op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Geacht wordt een economische activiteit uit te oefenen op het grondgebied van het Franse taalgebied, de bijslagtrekkende aangesloten bij één van de kinderbijslagfondsen.

De Regering kan bepalen onder welke voorwaarden het kind dat niet beschikt over de Belgische nationaliteit en dat niet houder is van een verblijfstitel, in aanmerking komt voor de gezinsbijslagen toegekend overeenkomstig dit decreet.

Wanneer het kind geen woonplaats in België heeft, kan de sociaal verzekerde binnen de perken bedoeld bij de toepasselijke supranationale regelingen, ten gunste van de kinderen, die lid zijn van zijn familie, een recht op de gezinsbijslagen openen.

Art. 5. § 1. De gezinsbijslagen worden onvoorwaardelijk toegekend ten gunste van het in artikel 4 bedoelde rechtgevend kind tot 31 augustus van het kalenderjaar tijdens welk hij/zij de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt het recht op een toeslag voor een in artikel 16 bedoeld kind dat een aandoening heeft, toegekend tot het einde van de maand waarin het kind de leeftijd van 21 jaar bereikt.

§ 3. De gezinsbijslagen worden overigens ten gunste van het rechtgevend kind toegekend vanaf 1 september van het kalenderjaar waarin hij/zij de leeftijd van achttien jaar bereikt en tot het einde van de maand waarin hij/zij de leeftijd van eenentwintig jaar bereikt, behalve als hij/zij in één van de moeilijkheden bepaald door de Regering verkeert, met name omdat hij/zij buiten de door de Regering bepaalde grenzen een beroepsactiviteit uitoefent of omdat hij/zij in aanmerking komt voor een socialezekerheidsuitkering die niet toegelaten wordt door de Regering.

§ 4. De gezinsbijslagen worden ten gunste van het rechtgevend kind toegekend vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin hij/zij de leeftijd van eenentwintig jaar bereikt en uiterlijk tot het einde van de maand waarin hij/zij de leeftijd van vijfentwintig jaar bereikt, onder de door de Regering bepaalde voorwaarden :

1° ten gunste van de persoon met een leercontract;

2° ten gunste van het kind dat onderwijs volgt of een stage doorloopt om benoemd te kunnen worden in een ambt;

3° ten gunste van het kind dat een afstudeerrichting volgt in een onderwijs georganiseerd, erkend of gesubsidieerd overeenkomstig artikel 24 van de Grondwet door één van de Gemeenschappen van België of in een onderwijs gevolgd buiten het Koninkrijk bij een door een buitenlandse overheid erkende inrichting;

4° voor de door haar bepaalde periode, ten gunste van het kind dat niet meer leerplichtig is, ingeschreven als werkzoekende en dat zijn studies of een leeropleiding heeft voltooid.

De Regering bepaalt eveneens onder welke voorwaarden de uitoefening van een winstgevende activiteit of het genieten van een sociale bijslag de toepassing van deze paragraaf niet belemmert.

§ 5. De Regering kan algemene en individuele afwijkingen verlenen wanneer de voorwaarden bedoeld in 1° tot 4° van § 4 van dit artikel niet vervuld worden.

Art. 6. § 1. Het recht op de gezinsbijslagen wordt gehandhaafd ten gunste van het vermist kind indien hij/zij op het moment van zijn/haar verdwijning de hoedanigheid van rechtgevend kind in de zin van de artikelen 4 en 5, §§ 1 en 2, heeft.

Voor de toepassing van dit decreet wordt het vermist kind geacht verder deel uit te maken van het gezin waarin hij/zij zich op het moment van zijn/haar verdwijning bevond.

De gezinsbijslagen worden ten gunste van het vermist kind toegekend vanaf de datum van de verdwijning.

De gezinsbijslagen worden ten gunste van het vermist kind toegekend tot het einde van de maand waarin hij/zij de leeftijd van achttien jaar bereikt.

Wanneer het vermist kind teruggevonden wordt, wordt het recht op de gezinsbijslagen opnieuw onderzocht overeenkomstig de artikelen 4 en 5, §§ 1 tot 4, en binnen de grenzen van artikel 84 opnieuw geopend.

§ 2. Het in § 1 bedoelde recht wordt geopend alleen bij gebrek aan een recht op de gezinsbijslagen overeenkomstig andere Belgische of buitenlandse regelingen of krachtens bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van een instelling van internationaal publiek recht.

TITEL III. — *Gezinsbijslagen*

HOOFDSTUK I. — *Kraamgeld en adoptiepremie*

Art. 7. § 1. Een kraamgeld van 1.100 euro wordt toegekend :

1° bij de geboorte van elke rechtgevend kind krachtens dit decreet;

2° bij de geboorte van een kind voor wie een aangifte van een levenloos kind is opgemaakt door de ambtenaar van de burgerlijke stand overeenkomstig artikel 80bis van het Burgerlijk Wetboek.

§ 2. Het kraamgeld wordt gestort aan de overeenkomstig artikel 22 aangewezen bijslagtrekkende.

§ 3. Het kraamgeld kan, met ingang van de zesde maand van de zwangerschap, aangevraagd worden in de wetenschap dat de vervroegde betaling van bedoelde premie ten vroegste twee maanden voor de vermoedelijke datum van de geboorte vermeld op het bij de aanvraag te voegen medisch attest wordt verricht.

Het toegekende bedrag is het bedrag dat van toepassing is op de geboortedatum, na aftrek van het vervroegd betaalde bedrag.

§ 4. De Regering kan algemene en individuele afwijkingen verlenen wanneer de voorwaarden bedoeld in dit artikel niet vervuld worden.

Art. 8. § 1. Een adoptiepremie met een forfaitair bedrag van 1.100 euro wordt toegekend bij de adoptie van elk rechtgevend kind onder de volgende voorwaarden :

1° een verzoekschrift wordt ingediend voor de bevoegde rechtbank, of bij gebreke daarvan, een akte van adoptie wordt ondertekend;

2° het kind maakt deel uit van het gezin van de adoptant.

§ 2. De adoptiepremie wordt aan de in artikel 22 bedoelde bijslagtrekkende gestort.

§ 3. Het toegekende bedrag is het bedrag dat van toepassing is op de datum van indiening van het verzoekschrift of, bij gebreke daarvan, op de datum van ondertekening van de akte van adoptie.

Indien het kind op deze datum nog geen deel uitmaakt van het gezin van de adoptant, is het bedrag van de adoptiepremie nochtans het bedrag dat van toepassing is op de datum waarop het kind werkelijk deel uitmaakt van dit gezin.

§ 4. De adoptiepremie wordt niet toegekend indien de adoptant, zijn echtgenoot/e of de persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt reeds een adoptiepremie of een geboortetoeleage heeft ontvangen voor hetzelfde kind.

§ 5. De Regering kan algemene en individuele afwijkingen verlenen wanneer de voorwaarden bedoeld in dit artikel niet vervuld worden.

HOOFDSTUK II. — *Basisbijslag en forfaitaire bijslag*

Art. 9. § 1. Er wordt maandelijks ten gunste van het rechtgevend kind een basisbijslag toegekend aan de overeenkomstig artikel 22 aangewezen bijslagtrekkende; het bedrag van die bijslag bedraagt :

1° 155 euro tot het einde van de maand waarin hij/zij de leeftijd van achttien jaar bereikt;

2° 165 euro vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand van zijn/haar achttiende verjaardag tot en met uiterlijk de maand waarin hij/zij de leeftijd van vijfentwintig jaar bereikt.

§ 2. In afwijking van de in § 1 bedoelde bedragen wordt maandelijks ten gunste van het rechtgevend kind dat wees van beide ouders is, of dat wees is van de enige ouder ten aanzien van wie de afstamming vaststaat, een basisbijslag van 350 euro toegekend.

De verklaring betreffende de afwezigheid, die met het Burgerlijk Wetboek overeenstemt, wordt gelijkgesteld met het overlijden.

Het genieten van het in het eerste lid bedoelde bedrag wordt :

1° toegekend zolang de afwezigheid voortduurt;

2° verloren in geval van erkenning of gewone of volle adoptie van het rechtgevend kind.

Art. 10. Een forfaitaire bijslag met een maandelijks bedrag van 61 euro, waarvan de Regering de toekenningsvoorwaarden vastlegt, is verschuldigd als het kind bij een particulier geplaatst is door bemiddeling van of ten laste van een overheidsinstantie.

De in het eerste lid bedoelde forfaitaire bijslag :

1° is verschuldigd aan de overeenkomstig artikel 22 aangewezen bijslagtrekkende die de kinderbijslag voor het kind ontvangt onmiddellijk voor de plaatsing(en), zolang die regelmatig contact onderhoudt met het kind of belangstelling toont voor het kind;

2° is niet verschuldigd als de bijslagtrekkende in het opvanggezin waarin het rechtgevend kind wordt geplaatst, verblijft.

Als de bijslagtrekkende de in het tweede lid, 1°, bedoelde voorwaarden niet meer vervult, wordt de forfaitaire bijslag betaald aan de persoon die in zijn plaats voor een deel het kind opvoedt, zoals bedoeld in artikel 22, door regelmatig contact te onderhouden met of belangstelling te tonen voor het kind.

Na verificatie van de door de Regering bepaalde voorwaarden wijst de plaatsingsoverheid deze persoon aan. Indien de door de Regering bepaalde voorwaarden niet nageleefd worden, beslist de plaatsende overheid over de storting van het bedrag van de forfaitaire bijslag op een spaarrekening op naam van het kind.

Het recht op de forfaitaire bijslag :

1° ontstaat de eerste dag van de maand na die waarin de beslissing van de plaatsende administratieve of gerechtelijke overheid die vaststelt dat hij aan de voorwaarden voldoet, meegedeeld is aan de bevoegde kinderbijslaginstelling;

2° eindigt de eerste dag van de maand na de mededeling van de vaststelling door de plaatsende administratieve of gerechtelijke overheid dat de toekenningsvoorwaarden niet meer vervuld worden.

HOOFDSTUK III. — *Toeslagen*

Art. 11. § 1. De in artikel 9 bedoelde maandelijks basisbijslag wordt verhoogd met een maandelijks toeslag ten gunste van de gezinnen van minstens drie kinderen voor wie gezinsbijslagen worden toegekend.

Het bedrag van deze maandelijks toeslag bedraagt :

1° 35 euro per rechtgevend kind wanneer de jaarlijkse bruto-inkomsten lager zijn dan 30.386,48 euro;

2° 20 euro per rechtgevend kind wanneer de jaarlijkse bruto-inkomsten tussen het in 1° bedoelde plafond en 50.000 euro liggen.

De Regering bepaalt de personen en inkomsten die in aanmerking moeten worden genomen voor de bepaling van de in het tweede lid bedoelde plafonds.

§ 2. Al de in § 1 bedoelde kinderen hebben dezelfde wettelijke woonplaats, behalve wanneer uit andere daartoe overgelegde officiële documenten blijkt dat de rechtgevende kinderen wel degelijk samenwonen, ook al stemt dat niet of niet meer overeen met de informatie verkregen van het Rijksregister.

Eenzelfde kind wordt niet geboekt in meer dan één gezin voor de toekenning van de in § 1 bedoelde toeslag.

Onder de in § 1 bedoelde kinderen wordt eveneens rekening gehouden met de kinderen :

1° die overeenkomstig artikel 22, § 4, geplaatst zijn in een instelling wanneer de betrokken bijslagtrekkende voor deze kinderen het derde van de kinderbijslag ontvangt;

2° die zoals bedoeld in artikel 22, § 3, vermist zijn.

§ 3. Indien er verschillende bijslagtrekkenden binnen hetzelfde gezin zijn, wordt voor de rangbepaling bedoeld in § 1 rekening gehouden met het geheel van de rechtgevende kinderen onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de bijslagtrekkenden hebben dezelfde wettelijke woonplaats, behalve wanneer uit andere daartoe overgelegde officiële documenten blijkt dat de bijslagtrekkenden wel degelijk samenwonen, ook al stemt dat niet of niet meer overeen met de informatie verkregen van het Rijksregister en behalve in de bijzondere toestanden bedoeld in § 2, derde lid;

2° de bijslagtrekkenden zijn ofwel echtgenoten, ofwel bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad, ofwel personen die verklaren een feitelijk gezin te vormen.

De in 2° bedoelde verklaring geldt tot bewijs van het tegendeel.

Art. 12. De in artikel 9 bedoelde maandelijks basisbijslag wordt verhoogd met een maandelijks toeslag voor eenoudergezin van :

1° 20 euro per kind wanneer de jaarlijkse bruto-inkomsten lager zijn dan 30.386,48 euro;

2° 10 euro per rechtgevend kind wanneer de jaarlijkse bruto-inkomsten tussen het in 1° bedoelde plafond en 50.000 euro liggen.

De Regering bepaalt de personen en inkomsten die in aanmerking moeten worden genomen voor de bepaling van de in het tweede lid bedoelde plafonds.

Deze toeslag wordt toegekend indien de overeenkomstig artikel 22 aangewezen bijslagtrekkende geen feitelijk gezin vormt met een andere persoon dan een bloed- of aanverwante tot en met de derde graad, en niet gehuwd is, behalve indien een feitelijke scheiding zich na het huwelijk heeft voorgedaan. De feitelijke scheiding moet blijken uit de afzonderlijke hoofdverblijfplaats van de personen in kwestie, in de zin van artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, met uitzondering van gevallen waarbij uit andere daarvoor overgelegde officiële documenten blijkt dat de feitelijke scheiding effectief is, ook al stemt dit niet of niet meer overeen met de informatie verkregen bij het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Wordt niet als een feitelijke scheiding beschouwd, de toestand van de echtgenoten die, terwijl geen scheiding tussen hen bewezen is, vrijwillig ervoor kiezen zich niet op hetzelfde adres te domiciliëren of die om administratieve redenen dat niet kunnen doen.

Art. 13. § 1. De in artikel 9 bedoelde maandelijks basisbijslag wordt verhoogd met een maandelijks sociale toeslag van :

1° 55 euro per kind wanneer de jaarlijkse bruto-inkomsten lager zijn dan 30.386,48 euro;

2° 25 euro per rechtgevend kind wanneer de jaarlijkse bruto-inkomsten tussen het in 1° bedoelde plafond en 50.000 euro liggen.

De Regering bepaalt de personen en inkomsten die in aanmerking moeten worden genomen voor de bepaling van de in het tweede lid bedoelde plafonds.

§ 2. Een toeslag van 10 euro wordt bovendien toegekend ten gunste van de rechtgevende kinderen die in aanmerking komen voor de in § 1, eerste lid, 1°, bedoelde maandelijks sociale toeslag indien één van de leden van het gezin waarvan het kind deel uitmaakt een verlies van het verdienvermogen heeft. Er is in de zin van dit decreet verlies van het verdienvermogen in de toestanden en onder de door de Regering bedoelde voorwaarden.

Het in het eerste lid bedoelde lid van het gezin is een bloedverwant in de eerste graad, een schoonouder of een persoon met wie bedoelde bloedverwant een feitelijk gezin vormt. Indien het ouderlijk gezag gezamenlijk wordt uitgeoefend, wordt de bloedverwante die geen deel uitmaakt van het gezin van het rechtgevend kind, geacht daarvan deel uit te maken.

Bij gebrek aan de in het tweede lid bedoelde personen wordt de persoon die het kind werkelijk opvoedt of de persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt, in aanmerking genomen.

§ 3. De in de § 1 en 2 bedoelde toeslagen zijn niet cumuleerbaar met de in artikel 14 bedoelde toeslag.

Art. 14. De in artikel 9 bedoelde maandelijks basisbijslag wordt verhoogd met een maandelijks sociale toeslag van 65 euro ten gunste van het rechtgevend kind indien één van de leden van het gezin waarvan het kind deel uitmaakt, een gehandicapte persoon is die geen winstgevende beroepsactiviteit uitoefent en die in aanmerking komt voor een inkomensvervangende uitkering, een tegemoetkoming voor hulp aan ouderen of een inschakelingsuitkering die overeenstemt met een vermindering van de zelfredzaamheid van ten minste negen punten krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

De in het eerste lid bedoelde toeslag wordt ook toegekend ten gunste van het kind geplaatst in een instelling overeenkomstig artikel 22, § 4, indien hij/zij deel uitmaakt van het gezin van de gehandicapte persoon onmiddellijk vóór de plaatsing en indien deze gehandicapte persoon verder deel uitmaakt van het gezin of indien hij, met de natuurlijke persoon die overeenkomstig artikel 22 het derde van de gezinsbijslagen ontvangt, het ouderlijk gezag over het geplaatste kind gezamenlijk uitoefent.

De in het eerste lid bedoelde toeslag is niet cumuleerbaar met de toeslagen bedoeld in artikel 13.

Art. 15. De in artikel 9 bedoelde maandelijks basisbijslag wordt verhoogd met een maandelijks toeslag van 50 % van het bedrag van die basisbijslag ten gunste van het rechtgevend kind dat wees van beide ouders is, of dat wees is van de enige ouder ten aanzien van wie de afstamming vaststaat.

De verklaring betreffende de afwezigheid, die met het Burgerlijk Wetboek overeenstemt, wordt gelijkgesteld met het overlijden zolang deze afwezigheid voortduurt.

Het genieten van het in het eerste lid bedoelde bedrag wordt verloren vanaf de eerste dag van de maand volgend op elke erkenning of gewone of volle adoptie van het rechtgevend kind.

Art. 16. De in artikel 9 bedoelde maandelijks basisbijslag wordt verhoogd met een maandelijks toeslag ten gunste van de rechtgevende kinderen met een handicap. Die toeslag schommelt als volgt naar gelang van de ernst en de gevolgen van de handicap:

1° 82,37 euro;

2° 109,70 euro;

3° 255,99 euro;

4° 422,56 euro;

5° 480,48 euro;

6° 514,80 euro;

7° 549,12 euro.

De voorwaarden voor de toekenning van deze toeslag worden door de Regering vastgelegd.

Art. 17. De in artikel 9 bedoelde maandelijks basisbijslag wordt verhoogd met een jaarlijkse leeftijdstoelage van :

1° 20 euro voor een rechtgevend kind dat op 31 december van het kalenderjaar voor het jaar waarin deze toeslag is verschuldigd, de leeftijd van vijf jaar niet heeft bereikt;

2° 30 euro voor een rechtgevend kind dat op 31 december van het kalenderjaar voor het jaar waarin deze toeslag is verschuldigd, minstens vijf jaar oud is en dat op deze datum de leeftijd van elf jaar nog niet heeft bereikt;

3° 50 euro voor een rechtgevend kind dat op 31 december van het kalenderjaar voor het jaar waarin deze toeslag is verschuldigd, minstens elf jaar oud is en dat op deze datum de leeftijd van zeventien jaar nog niet heeft bereikt;

4° 80 euro voor een rechtgevend kind dat op 31 december van het kalenderjaar voor het jaar waarin deze toeslag is verschuldigd, minstens zeventien jaar oud is.

De overeenkomstig het eerste lid toegekende toeslag verhoogt de maandelijks basisbijslag die voor de maand juli verschuldigd is.

HOOFDSTUK IV. — *Andere bepalingen betreffende het bedrag van de bijslagen*

Art. 18. Het totaalbedrag van de door de kinderbijslagfondsen uit te betalen bijslagen wordt aangepast zonder rekening te houden met de gedeelten van een cent, indien het gedeelte 0,5 cent niet bereikt. De gedeelten van een cent die 0,5 cent of meer bereiken, worden voor een cent gerekend.

Art. 19. § 1. De in deze titel bedoelde bedragen van de gezinsbijslagen en van de plafonds van inkomsten worden gekoppeld aan de schommelingen van de gezondheidsindex.

De in het eerste lid bedoelde bedragen :

1° zijn gekoppeld aan de door de Regering te bepalen spilindexcijfers;

2° schommelen zoals voorzien in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Het nieuwe bedrag wordt bekomen door het basisbedrag te vermenigvuldigen met een multiplicator gelijk aan $1,0200n$, waarbij n overeenstemt met de rang van de bereikte spilindex, zonder dat een intermediaire afronding geschiedt. De spilindex volgens op deze vermeld in het tweede lid wordt als rang 1 beschouwd. De multiplicator wordt uitgedrukt in eenheden, gevolgd door 4 cijfers. Het vijfde cijfer na de komma wordt weggelaten en leidt tot een verhoging met één eenheid van het vorige cijfer indien het minstens 5 bereikt.

§ 2. Indien ingevolge de toepassing van § 1, de bedragen van de kinderbijslag, het kraamgeld en de adoptiepremie eindigen op een gedeelte van een cent, wordt het centgedeelte tot de hogere of de lagere cent afgerond naargelang het gedeelte al dan niet 0,5 bereikt.

Art. 20. Onverminderd de in het Franse taalgebied geldende bepalingen van internationale overeenkomsten inzake sociale zekerheid, wordt het bedrag van de gezinsbijslagen verminderd met het bedrag van de bijslagen van dezelfde aard waarop ten behoeve van een rechtgevend kind aanspraak kan worden gemaakt bij toepassing van andere buitenlandse wets- of reglementsbepalingen of krachtens regelen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling, zelfs indien de toekenning van deze bijslagen op grond van voormelde bepalingen of regelen als aanvullend wordt aangemerkt met betrekking tot de gezinsbijslag verleend bij toepassing van dit decreet.

Volgens de door haar vastgestelde modaliteiten kan de Regering van deze regel afwijken ten gunste van de door haar bepaalde volkenrechtelijke instellingen.

TITEL IV. — *Personen aan wie de gezinsbijslagen worden betaald*

Art. 21. De gezinsbijslagen worden betaald aan de bijslagtrekkenden die hun wettelijke woonplaats hebben in het Franse taalgebied of die werkelijk in het Franse taalgebied wonen, waarbij ze geen wettelijke woonplaats hebben.

Als de overeenkomstig artikel 22, §§ 1 tot 5, aangewezen persoon, niet in het Franse taalgebied woont, onderzoekt het kinderbijslagfonds de mogelijkheid om de gezinsbijslagen te storten aan een subsidiaire bijslagtrekkende die overeenkomstig dezelfde regels wordt aangewezen.

In afwijking van het eerste lid kunnen de overeenkomstig dit decreet verschuldigde gezinsbijslagen buiten de Belgische grenzen uitgevoerd worden overeenkomstig de supranationale regels die in het Franse taalgebied van toepassing zijn.

Art. 22. § 1. Het kraamgeld wordt aan de moeder betaald.

De adoptiepremie wordt aan de adoptant betaald. Als echtgenoten of samenwonenden in de zin van artikel 343 van het Burgerlijk Wetboek het kind samen geadopteerd hebben, wordt de premie aan de vrouwelijke adoptant uitbetaald indien de echtgenoten of samenwonenden van verschillend geslacht zijn of aan de oudste van de echtgenoten of de samenwonenden indien deze van hetzelfde geslacht zijn.

De andere gezinsbijslagen worden aan de moeder betaald. In geval van volle adoptie van het kind door twee personen van hetzelfde geslacht of in geval van volle adoptie door één persoon van het kind of het adoptief kind van zijn echtgenoot of samenwonende van hetzelfde geslacht of in geval van toepassing van hoofdstuk 2/1 van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2014 houdende de vaststelling van de afstamming van de meemoeder, worden de andere kinderbijslagen betaald aan de oudste van de verwanten in de eerste graad.

Indien de persoon aan wie de gezinsbijslagen krachtens het derde lid moeten worden betaald het kind niet daadwerkelijk opvoedt, worden de gezinsbijslagen betaald aan de natuurlijke of rechtspersoon die deze rol vervult.

Wanneer beide ouders van verschillend geslacht die niet samenwonen het ouderlijke gezag gezamenlijk uitoefenen in de zin van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek en het kind niet uitsluitend of hoofdzakelijk door een andere bijslagtrekkende wordt opgevoed, worden de in het derde lid bedoelde bijslagen volledig aan de moeder betaald. Deze bijslagen worden echter volledig aan de vader betaald vanaf diens aanvraag, als het kind en hijzelf op die datum dezelfde wettelijke woonplaats hebben.

Wanneer beide ouders van hetzelfde geslacht die niet samenwonen het ouderlijk gezag gezamenlijk uitoefenen in de zin van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek en het kind niet uitsluitend of hoofdzakelijk door een andere bijslagtrekkende wordt opgevoed, worden de in het derde lid bedoelde gezinsbijslagen volledig betaald aan de oudste onder de verwanten in de eerste graad. De gezinsbijslagen worden echter volledig aan de andere verwante betaald vanaf zijn aanvraag, als het kind en hijzelf op die datum dezelfde wettelijke woonplaats hebben.

Als een van de ouders de opportuniteit betwist van de betaling verricht krachtens de bepalingen van het derde lid, tweede zin, het vijfde en het zesde lid, kan hij de familierechtbank vragen hemzelf als bijslagtrekkende aan te wijzen, in het belang van het kind. Die aanwijzing heeft uitwerking de eerste dag van de maand na de maand waarin de beslissing van de rechtbank betekend is aan het bevoegde kinderbijslagfonds.

In de situaties bedoeld in het vijfde en het zesde lid kan de betaling op vraag van beide ouders verricht worden op een rekening waartoe ze beiden toegang hebben.

§ 2. De in § 1, derde lid, bedoelde bijslagen worden aan het rechtgevend kind zelf uitbetaald :

1° als het gehuwd is;

2° als het ontvoegd is of de leeftijd van 16 jaar bereikt heeft en niet bij de in § 1 bedoelde persoon woont;

3° als het zelf bijslagtrekkende is voor één of meer van zijn kinderen.

Wat punt 2° betreft, wordt aan de voorwaarde betreffende de verblijfplaats voldaan door afzonderlijke hoofdverblijfplaatsen, in de zin van artikel 32, 3°, van het Burgerlijk Wetboek, of als met daartoe voorgelegde officiële documenten aangetoond wordt dat de gegevens in het Rijksregister niet of niet meer overeenstemmen met de realiteit.

Het kind bedoeld in deze paragraaf kan evenwel in zijn eigen belang een andere persoon als bijslagtrekkende aanwijzen, op voorwaarde dat die persoon met het kind verbonden is door verwantschap of aanverwantschap in de eerste graad. De verwantschap verworven door adoptie wordt in aanmerking genomen.

Het kind bedoeld in deze paragraaf is rechtsbekwaam om zelf als eiser of verweerder in rechte op te treden in de geschillen betreffende de rechten op kinderbijslag.

§ 3. In afwijking van de §§ 1 en 2 wordt de volgende persoon, indien het kind verdwijnt, als bijslagtrekkende beschouwd :

1° de ouder, vader of moeder, die voor het vermiste kind bijslagtrekkende is onmiddellijk voor de verdwijning, overeenkomstig § 1;

2° bij gebreke daarvan, de moeder van het vermiste kind die voor dat kind niet bijslagtrekkende is;

3° bij gebreke daarvan, de vader of de oudste ouder van het vermiste kind, die voor dat kind niet bijslagtrekkende is, indien de ouders van hetzelfde geslacht zijn;

4° bij gebreke daarvan, de persoon die voor het vermiste kind bijslagtrekkende is, onmiddellijk voor de verdwijning, overeenkomstig § 1, vierde lid.

De in het eerste lid bedoelde personen kunnen alleen als bijslagtrekkenden worden beschouwd indien ze:

1° niet rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zijn bij de verdwijning van het kind;

2° in de zin van artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek hun hoofdverblijfplaats in België hebben en dit, op het moment van de verdwijning van het kind.

De aanwijzing van de bijslagtrekkende overeenkomstig het eerste lid is geldig vanaf de datum van de verdwijning van het kind en tot het einde van de maand waarin hij/zij de leeftijd van achttien jaar bereikt.

§ 4. De in artikel 9 bedoelde basisbijslag en de in de artikelen 11 tot 17 bedoelde toeslagen verschuldigd ten behoeve van een kind dat door bemiddeling of ten laste van een openbare overheid geplaatst is in een instelling, worden betaald ten belope van :

1° twee derden aan die instelling, zonder dat dit gedeelte hoger mag zijn dan het bedrag dat de Regering kan vaststellen voor bepaalde categorieën van kinderen;

2° het saldo aan de natuurlijke persoon bedoeld in § 1, derde tot zesde leden.

De in de artikelen 13, § 2, en 14 bedoelde toeslagen worden alleen verschuldigd en verdeeld indien de bijslagtrekkende deel uitmaakt van het gezin van de persoon die een recht opent op bedoelde toeslagen, of indien ze het ouderlijke gezag over het rechtgevend kind gezamenlijk uitoefenen.

Indien de in het eerste lid, 2°, bedoelde persoon geldelijk bijdraagt in de onderhoudskosten van het kind, wordt zijn bijdrage verminderd met het bedrag van de overeenkomstig het eerste lid, 1°, gestorte kinderbijslag.

In afwijking van het eerste lid worden de bijslagen, verschuldigd ten behoeve van een kind dat met toepassing van de reglementering betreffende de jeugdbescherming in een instelling geplaatst is ten laste van de bevoegde overheid, ten belope van twee derden aan die overheid uitbetaald zonder dat dit gedeelte hoger mag zijn dan het bedrag dat de Regering kan vaststellen voor bepaalde categorieën van kinderen.

Over de storting van het saldo op een spaarrekening geopend op naam van het kind wordt ambtshalve beslist, naar gelang van het geval :

1° door de jeugdrechtbank die de plaatsing in een instelling heeft bevolen;

2° door de overheid, aangeduid door een Gemeenschap of door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, die tot die plaatsing heeft beslist, onverminderd het recht van de betrokkenen om zich bij verzoekschrift te wenden tot de jeugdrechtbank van de hoofdverblijfplaats van de ouders, de voogden, de kinderen of diegenen die het kind onder hun bewaring hebben.

Wanneer het derde van de gezinsbijslagen verschuldigd aan het geplaatste kind gestort moet worden op een spaarrekening op zijn naam, omvat het bedrag dat voor dat kind is verschuldigd, de in artikel 9 bedoelde basisbijslag alsook de in de artikelen 13 tot 17 bedoelde toeslagen.

Om het bedrag van de verschuldigde toeslagen te bepalen wordt alleen rekening gehouden voor de toekenning van het in artikel 13, § 2, bedoelde toeslag met het statuut van invalide of gelijkgestelde van de vader of de moeder van het geplaatste kind.

Indien het belang van het geplaatste kind dit vordert, kan de jeugdrechter van de wettelijke woonplaats van de ouders, voogden of degenen die het kind onder hun bescherming hebben, hetzij van ambtswege, hetzij op eenvoudige vordering van een lid van de familie en na de in het eerste lid bedoelde personen te hebben gehoord of opgeroepen, ofwel beslissen over de aanwending, ten bate van het kind, van het bedrag bepaald in het eerste lid, 2°, ofwel voor dit kind een te allen tijde afzetbare bijzondere voogd aanstellen, gelast over dit bedrag te beschikken voor de behoeften van het kind.

§ 5. Zo het belang van het kind dit vereist, kan de vader, de moeder, de adoptant, de pleegvoogd, de toeziende voogd, de curator, de bewindvoerder, naargelang het geval, overeenkomstig artikel 572bis, 14° en 15°, of 594, 8° en 9°, van het Gerechtelijk Wetboek verzet aantekenen tegen de betaling aan de persoon bedoeld in de §§ 1, 2 of 3. Het meerderjarig kind kan zich ook, overeenkomstig artikel 572bis, 14° en 15°, van het Gerechtelijk Wetboek, verzetten tegen de betaling aan de persoon bedoeld in § 1, vierde lid, door zijn belang in te roepen.

§ 6. Wanneer het de bijslagtrekkende materieel onmogelijk is om de verschuldigde gezinsbijslagen te ontvangen omdat hij zijn identiteit niet kan aantonen, dan wordt die in afwijking van de §§ 1 tot 5 voor zijn rekening betaald aan de persoon die de bijslagtrekkende aanwijst, in de wetenschap dat bedoelde persoon ofwel de echtgenote is, ofwel de persoon met wie de bijslagtrekkende een feitelijk gezin vormt, ofwel een bloed- of aanverwante van het rechtgevend kind tot en met de derde graad. De betaling verricht door het kinderbijslagfonds is liberatoir voor zover de bijslagtrekkende, die in staat is gesteld om zijn identiteit aan te tonen, hem niet zijn wil om voortaan deze bijslag rechtstreeks of door bemiddeling van een andere persoon te ontvangen schriftelijk betekende.

TITEL V. — "Caisse publique wallonne d'allocations familiales" (Waals openbaar kinderbijslagfonds)

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 23. Er wordt een openbare bestuursseenheid met rechtspersoonlijkheid genoemd "Waals openbaar kinderbijslagfonds" opgericht; hierna wordt ze voor deze Titel "het openbare Fonds" genoemd.

Het openbare Fonds volgt, wat het Waalse Gewest betreft, in de rechten, verplichtingen, goederen en laste van het Federaal agentschap voor de kinderbijslag op voor wat de betaling van de gezinsbijslagen bedoeld in artikel 5, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen betreft.

Art. 24. Het openbare Fonds heeft zijn zetel in Charleroi.

De Regering bepaalt het aantal van zijn gewestelijke bureaus, hun bevoegdheid, hun ligging en het grondgebied dat ze bedienen.

Het openbare Fonds beschikt minstens over een gewestelijk bureau in elke van de vijf Waalse provincies.

In de provincie Luik is dit bureau in het Franse taalgebied gelegen.

Art. 25. Het openbare Fonds oefent de volgende opdrachten uit overeenkomstig de bijzondere regels en voorwaarden vastgesteld bij het in artikel 51 bedoelde beheerscontract:

1° de betaling verrichten van de in de artikelen 7 tot 20 bedoelde gezinsbijslagen voor de gezinnen die overeenkomstig artikel 72 bij het openbare Fonds aangesloten zijn, de van ambtswege aangesloten gezinnen bij gebrek aan keuze gesteld onder de voorwaarden en binnen de termijnen bepaald door de Regering, alsook voor de gezinnen die voor de datum die krachtens artikel 136, eerste lid, door de Regering is bepaald, van een federaal betaalorgaan afhangen en waarvan het openbare Fonds als opvolger wordt aangeduid.

2° de kinderen opsporen voor wie geen recht door het gezin wordt aangevraagd, het recht automatisch onderzoeken en de gezinsbijslagen zoals bedoeld in de artikelen 7 tot 20 betalen.

De modaliteiten van de in 2° bedoelde opdracht worden door de Regering vastgelegd.

Art. 26. Het openbare Fonds valt onder de wetten van openbare dienstverlening voor al zijn activiteiten, met inbegrip van de beginselen van continuïteit van de dienstverlening, gelijke behandeling, veranderlijkheid. In die hoedanigheid zorgt het ervoor om een universele dienst te bieden aan de gebruikers.

Het zorgt ervoor om zijn opdrachten met inachtneming van de algemene principes van doorzichtigheid en van leesbaarheid van zijn actie, van administratieve vereenvoudiging, openbare doeltreffendheid en doelmatigheid te vervullen met het oog op de optimalisering en de optimale toekenning van de beschikbare middelen en hulpbronnen.

HOOFDSTUK II. — *Structuur en bestuur*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 27. Er wordt binnen het openbaar fonds het volgende opgericht :

1° een Beheerscomité;

2° een Raad van financiële opvolging.

Afdeling 2. — Het Beheerscomité

Art. 28. § 1. Het Beheerscomité is samengesteld uit :

1° vijf vertegenwoordigers van de Overheid;

2° drie vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werkgevers en van de representatieve organisaties van het geheel van de zelfstandige werknemers, aangewezen op de voordracht van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië);

3° drie vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van het geheel van de werknemers, aangewezen op voorstel van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest);

4° twee vertegenwoordigers aangewezen door de representatieve organisaties van de gezinnen.

Onder vertegenwoordigers van de Overheid, dient men te verstaan de overheidsbestuurders aangewezen krachtens het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

De Directeur-generaal of diens afgevaardigde wonen de vergaderingen van het Beheerscomité met raadgevende stem bij. De afgevaardigde van de Directeur-generaal wordt aangewezen onder de personeelsleden van minstens rang 4.

§ 2. De Regering benoemt de leden van het Beheerscomité en wijst een voorzitter en een ondervoorzitter aan onder de leden. De Regering kan de leden van het Beheerscomité aanwijzen vóór de datum die zij vaststelt krachtens artikel 136, eerste lid.

Voor de gewone leden wordt hetzelfde aantal plaatsvervangende leden aangewezen als voor de gewone leden. Een plaatsvervangend lid mag slechts zitting hebben indien het gewoon lid afwezig is.

§ 3. De mandaten van de leden bedoeld in paragraaf 1 :

1° vangen aan binnen de zes maanden die volgen op de datum van eedaflegging van de leden van de Regering als gevolg van de hernieuwing van het Parlement;

2° kunnen worden verlengd;

3° eindigen in het geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid, of wanneer het lid de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij aangewezen is.

Wanneer het mandaat van één van de leden bedoeld de paragraaf één eindigt om één van de redenen vermeld in het eerste lid, voltooit het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

§ 4. Een mandaat binnen het Beheerscomité van het openbare fonds, zoals bedoeld in paragraaf één, eerste lid, is onverenigbaar met de uitoefening van een mandaat binnen:

1° een erkend privé kinderbijslagfonds en het feit dat men dit privé kinderbijslagfonds in een ander mandaat vertegenwoordigt;

2° de Algemene raad en het Comité van de afdeling « Gezinnen » van het Agentschap.

Art. 29. § 1. Het beheerscomité :

bespreekt en sluit de beheersovereenkomst met de Regering, zorgt voor de tenuitvoerlegging, de opvolging ervan en de evaluatie ervan volgens de modaliteiten bepaald door de artikelen 37 en volgende;

2° neemt alle strategie- en principebeslissingen, overeenkomstig de beheersovereenkomst;

3° stelt het ontwerp van begroting van het openbare fonds op, overeenkomstig artikel 87, § 2, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid, houdt de boekhouding van het openbare fonds, legt de rekeningen vast, alsook de situaties voorgeschreven door het genormaliseerde boekhoudplan;

4° beslist over de verdeling van de begrotingsmiddelen die door de Regering ter beschikking worden gesteld, volgt de evolutie van het geheel van de uitgaven en legt aan de Regering voor, met het oog op de opmaking van het ontwerp van begroting van het Waalse Gewest en de begrotingscontroles, een verslag betreffende de evolutie van de uitgaven en de middelen waarover het openbare fonds moet beschikken om het financieel evenwicht te garanderen rekening houdend met zijn evolutie;

5° legt het ondernemingplan vast;

- 6° stelt aan de Regering de organieke personeelsformatie van het openbare fonds en zijn wijzigingen voor;
- 7° maakt een jaarverslag op van de activiteiten van het openbare fonds;
- 8° neemt de administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte betreffende de overheidsopdrachten onverminderd de machtigingen aan de Directeur-generaal:
- a) toegekend door het openbare fonds;
 - b) van meerjaarlijkse diensten, als deze opdrachten geen betrekking hebben op de lopende uitgaven die nodig zijn voor de werking van het openbare fonds;
- 9° beslist over de aankoop, het gebruik of de overdracht van de materiële of immateriële goederen van het openbare fonds, over het stellen of afschaffen van zakelijke rechten op die goederen;
- 10° kan zijn macht overdragen aan de Directeur-generaal met uitzondering van de macht bedoeld in 1°, 2°, 3°, 4° en 6° van deze paragraaf;
- 11° beschikt over alle nodige macht voor de uitvoering van de bevoegdheden bedoeld in 1° tot 10°.

Worden beschouwd als strategie- en principebeslissingen bedoeld in 2°, beslissingen die wegens hun omvang en de gevolgen die ze voor het openbare fonds teweegbrengen, een oriëntatie, een beleid of een standpunt t.o.v. zijn omgeving of een gedragslijn bepalen of wijzigen.

Hij zorgt voor de uitvoering van de beslissingen bedoeld in 9°. De beheersovereenkomst bepaalt het bedrag waarboven elke beslissing tot aankoop, bouw of vervreemding van een onroerend goed of een onroerend recht aan de voorafgaande toestemming van de Regering onderworpen wordt, binnen de termijn waarin de beheersovereenkomst voorziet.

§ 2. De Regering onderwerpt aan het advies van het beheerscomité elk voorontwerp van decreet, ontwerp-besluit, of ontwerp van reglement betreffende de werking van het openbare fonds.

Het Beheerscomité geeft zijn advies binnen de maand, te rekenen van de datum van het verzenden van de aanvraag.

Op verzoek van de Regering kan deze termijn worden beperkt tot tien dagen. Het advies wordt niet langer vereist als het niet binnen de gestelde termijn uitgebracht wordt.

Als het advies niet eenstemmig onthaald wordt door de leden van het Beheerscomité, worden de verschillende standpunten uitgedrukt.

Art. 30. Als het algemeen belang, de wetten, decreten, besluiten, reglementen en de beheersovereenkomst het verlangen, kan de Regering of, in voorkomend geval, één van de daartoe gemachtigde commissarissen het beheerscomité verzoeken te beraadslagen over elke aangelegenheid die zij bepaalt, of hem bevelen de nodige maatregelen te nemen of de nodige handelingen te verrichten binnen een termijn die zij bepaalt en die niet korter mag zijn dan dertig dagen, behalve in spoedgevallen.

Als het Beheerscomité na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid geen beslissing heeft genomen of als de Regering niet instemt met deze beslissing, kan de Regering de beslissing nemen in de plaats van het Beheerscomité.

Van elke beslissing die de Regering in de plaats van het Beheerscomité neemt, wordt onmiddellijk een afschrift aan het Beheerscomité en aan het Parlement overgemaakt.

Afdeling 3. — De Raad van financiële opvolging

Art. 31. § 1. De Raad van financiële opvolging is samengesteld uit :

- 1° twee leden van het Beheerscomité aangewezen door het Beheerscomité;
- 2° een Inspecteur van Financiën, aangewezen door de Regering;
- 3° de Directeur-generaal van het openbare fonds en de verantwoordelijke van de administratieve dienst belast met de begroting van het openbare fonds of diens afgevaardigden.

Voor de gewone leden wordt hetzelfde aantal plaatsvervangende leden aangewezen. Een plaatsvervangend lid zetelt alleen maar als een gewoon lid afwezig is.

De Directeur-generaal van het openbare fonds en de financiële verantwoordelijke van het openbare fonds wijzen hun afgevaardigde aan.

De leden van de Raad van financiële opvolging worden aangewezen voor een mandaat van vijf jaar.

§ 2. De mandaten van de leden bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2° :

- 1° beginnen te lopen binnen zes maanden na de datum van de eedaflegging van de leden van de Regering als gevolg van de hernieuwing van het Parlement.
- 2° kunnen worden hernieuwd;
- 3° eindigen in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarin het is aangewezen.

Als het mandaat van één van de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, eindigt om één van de redenen bedoeld in het eerste lid, voleindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

De Regering wijst de voorzitter en de ondervoorzitter aan onder de leden bedoeld in paragraaf 1.

Art. 32. De raad van financiële opvolging evalueert op regelmatige wijze de hulpmiddelen en de uitgaven verbonden met de opdrachten bedoeld in artikel 25. De Regering bepaalt de frequentie van de evaluatie

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen voor het Beheerscomité en de Raad van financiële opvolging

Art. 33. Het Beheerscomité en de Raad van financiële opvolging maken elk hun huishoudelijk reglement op. De huishoudelijke reglementen worden door de Regering goedgekeurd.

Het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité voorziet:

- 1° de regels betreffende de oproeping van het Beheerscomité op aanvraag van de Regering, op aanvraag van de voorzitter, op aanvraag van één van de Regeringscommissarissen of op aanvraag van twee leden;
- 2° de regels betreffende het voorzitterschap van het Beheerscomité bij afwezigheid van de voorzitter en de ondervoorzitter of als zij verhinderd zijn;
- 3° de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten en, in geval van uitstel van een vergadering, de verplichte opneming van de punten op de agenda van de eerstkomende vergadering;
- 4° de aanwezigheid van ten minste de helft van de leden om op geldige wijze te beraadslagen en te beslissen, alsook de wijze waarop gestemd wordt binnen het Beheerscomité;

- 5° de periodiciteit van zijn vergaderingen;
- 6° de wijze waarop de driemaandelijke verslagen door de Directeur-generaal worden opgemaakt;
- 7° de handelingen die onder het dagelijks beheer vallen in het bevoegdheidsgebied van het Beheerscomité;
- 8° de regels op grond waarvan het Beheerscomité, bovenop de bevoegdheden bedoeld in artikel 38, bepaalde specifieke taken kan delegeren aan de Directeur-generaal.

Het huishoudelijk reglement van de Raad van financiële opvolging bevat:

- 1° de regels betreffende de oproeping voor de vergaderingen op aanvraag van de Regering, op aanvraag van de voorzitter, op aanvraag van één van de Regeringscommissarissen of op aanvraag van een lid;
- 2° de regels betreffende het voorzitterschap van de Raad van financiële opvolging bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter;
- 3° de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten en, in geval van uitstel van een vergadering, de verplichte opneming van de punten op de agenda van de eerstkomende vergadering;
- 4 de aanwezigheid van ten minste de helft van de leden om op geldige wijze te beraadslagen en te beslissen, alsook de wijze waarop gestemd wordt binnen de Raad van financiële opvolging;
- 5° de periodiciteit van zijn vergaderingen.

Art. 34. Op de voordracht van de Directeur-generaal wijst het Beheerscomité onder de personeelsleden van het openbare fonds de persoon aan die de processen-verbaal van de vergaderingen van het Beheerscomité en van de Raad van financiële opvolging zal opmaken, alsmede zijn plaatsvervanger.

Art. 35. De voorzitter van het Beheerscomité en de ondervoorzitter als hij het Beheerscomité effectief voorzigt krijgt presentiegelden waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald.

De voorzitters en de ondervoorzitters, de gewone en plaatsvervangende leden van het Beheerscomité en van de Raad van financiële opvolging hebben recht op de terugbetaling van de reiskosten die ze wegens hun werk binnen die organen hebben gemaakt, volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

De vergoedingen waarop ze hiervoor aanspraak kunnen maken, vallen ten laste van het openbare fonds.

Art. 36. Het Beheerscomité deelt uiterlijk op 31 mei van het jaar volgend op het betrokken jaar het jaarlijkse activiteitenverslag van het openbare fonds aan de Regering mede. De Regering maakt het verslag onmiddellijk over aan het Parlement.

Het Beheerscomité richt aan de Regering elke andere informatie dan degene die door haar wordt gevraagd.

HOOFDSTUK III. — *Het dagelijks beheer*

Art. 37. De Directeur-generaal :

- 1° voert de beslissingen van het Beheerscomité uit en brengt hem driemaandelijks verslag uit over de uitvoering ervan;
- 2° neemt het dagelijks beheer waar voor alle opdrachten die bij dit decreet aan het openbare fonds opgedragen worden;
- 3° oefent elke andere opdracht uit, die hem door het Beheerscomité wordt toegewezen;
- 4° bespreekt en sluit de beheersovereenkomst in samenwerking met het Beheerscomité.

Wat punt 2° betreft, kan hij alle bewarende maatregelen nemen en alle handelingen van tenuitvoerlegging van de door het Beheerscomité genomen beslissingen verrichten, alsook de handelingen die, vanwege hun omvang of de gevolgen die ze voor het openbare fonds hebben, geen uitzonderlijk karakter vertonen of geen verandering van het bestuursbeleid teweegbrengen en die de behandeling van de lopende zaken van het openbare fonds vormen.

Art. 38. § 1. Overeenkomstig artikel 37 en met inachtneming van de beheersovereenkomst en de door het Beheerscomité genomen beslissingen wordt de Directeur-generaal belast met de volgende opdrachten :

- 1° hij licht het Beheerscomité in en legt hem elk voorstel voor dat nuttig is voor de werking van het openbare fonds;
- 2° hij heeft de leiding over het personeel van het openbare fonds;
- 3° hij organiseert de diensten in het kader van het organogram aangenomen door het Beheerscomité;
- 4° hij ondertekent alle stukken en briefwisselingen die voortvloeien uit de uitoefening van de bevoegdheden van dagelijks beheer;
- 5° hij vertegenwoordigt het openbare fonds rechtsgeldig in de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten, en handelt, wat betreft het dagelijkse beheer, in zijn naam en voor zijn rekening;
- 6° hij vertegenwoordigt het openbare fonds in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en treedt op in naam en op verzoek van het Beheerscomité wat betreft de handelingen die tot hun bevoegdheden behoren;
- 7° hij neemt de administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte die betrekking hebben op overheidsopdrachten waarvoor het Beheerscomité hem zijn bevoegdheden heeft afgevaardigd :
 - a) die betrekking hebben op de lopende, al dan niet meerjarige, uitgaven die nodig zijn voor de werking van het openbare fonds;
 - b) van meerjarige diensten en op de meerjarige overheidsopdrachten van leveringen en werken die niet betrekking hebben op de lopende uitgaven die nodig zijn voor de werking van het openbare fonds.

§ 2. Via zijn Directeur-generaal en op verzoek van de Regering bereidt het openbare fonds het werk van de Regering voor en zorgt het voor de administratieve, begrotings- en boekhoudopvolging in het kader van zijn opdrachten.

§ 3. De Directeur-generaal mag, binnen de perken en onder de voorwaarden die hij bepaalt, een deel van de bevoegdheden die hem bij of krachtens dit artikel worden toegewezen, overdragen aan één of meerdere personeelsleden van het openbare fonds, ongeacht of hij ambtenaar is in de zin van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of contractueel personeelslid in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, met inbegrip van zijn bevoegdheid om het openbare fonds voor de administratieve of gewone rechten te vertegenwoordigen.

Art. 39. De Regering wijst de Directeur-generaal aan voor een mandaat van rang A2 onder de voorwaarden bepaald in Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode.

Art. 40. Bij verhindering van de Directeur-generaal, worden de bevoegdheden van de Directeur-generaal uitgeoefend door een personeelslid aangewezen door het Beheerscomité met minstens de graad van Directeur.

Art. 41. Het Directiecomité, samengesteld uit de Directeur-generaal en de Inspecteurs-generaal, is belast met de coördinatie van de operationalisering van de strategie- en principebeslissingen en van de begrotingsbeslissingen genomen of gedelegeerd door het Beheerscomité.

Het Directiecomité voert een *a priori* en *a posteriori* controleregeling in die meer bepaald bedoeld is om het volgende te verzekeren :

- 1° de overeenstemming met de wetten en reglementen;
- 2° de toepassing van de voorschriften en oriëntaties bepaald door het Beheerscomité;
- 3° de goede werking van de interne processen;
- 4° de betrouwbaarheid van de financiële informatie.

HOOFDSTUK IV. — *Het personeel*

Art. 42. De Regering bepaalt de personeelsformatie van het openbare fonds, op voorstel van het Beheerscomité.

In afwijking van het eerste lid, vóór de datum die zij vaststelt krachtens artikel 136, eerste lid, kan de Regering geheel of gedeeltelijk het organieke kader van het personeel van het openbare fonds bepalen.

Art. 43. Het statutaire personeel van het openbare fonds is onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Het contractuele personeel van het openbare fonds wordt onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

HOOFDSTUK V. — *De bestaansmiddelen, begroting, boekhouding en rekeningen*

Art. 44. De bestaansmiddelen van het openbare fonds bestaan uit :

- 1° werkingsstoelagen binnen de perken van de op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten;
- 2° investeringstoelagen binnen de perken van de op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten;
- 3° toelagen voor de financiering van de betaling van gezinsbijslagen verricht door het openbare fonds krachtens artikel 25 alsook de beheerskosten van de lasten van het verleden voor rekening van de Duitstalige Gemeenschap;
- 4° de opbrengst van eventuele schenkingen en legaten;
- 5° de opbrengst van het erfgoed;
- 6° de terugbetalingen van niet-verschuldigde bedragen;
- 7° de opbrengst van eventuele intresten.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde toelagen, worden in twee schijven ter beschikking gesteld van het openbare fonds en moeten uiterlijk op de 20ste dag van elk halfjaar aan het openbare fonds betaald worden door de overheid aangewezen door de Regering.

Het Agentschap stelt ter beschikking van het openbare fonds de toelagen bedoeld in het eerste lid, 3°, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Art. 45. De uitgavenbegroting van het openbare fonds is samengesteld uit :

- 1° een begroting van de opdrachten, die de uitgaven betreffende de wettelijke opdrachten van het openbare fonds omvat;
- 2° een beheersbegroting, die de uitgaven betreffende het beheer van het openbare fonds omvat.

Art. 46. Binnen de begroting van de opdrachten, zijn de kredieten bestemd voor de betaling van de gezinsbijslagen niet limitatief, zowel in vastlegging als in vereffening.

Die mogelijkheid mag slechts mits de instemming van de Regering uitgevoerd worden. De instemming van de Regering wordt vereist om tot de overschrijding per basisallocatie over te gaan.

Art. 47. De Regering stelt de modaliteiten vast volgens welke de jaarlijkse begroting van het openbare fonds wordt bepaald.

Art. 48. Binnen twee werkdagen na de vergadering van het Beheerscomité waarin het ontwerp van begroting wordt bepaald, deelt het openbare fonds de jaarlijkse begroting mee, ter advies, aan de in artikel 53 bedoelde Regeringscommissarissen.

Het advies van de Regeringscommissarissen heeft betrekking op de overeenstemming van de jaarlijkse begroting met de wettelijke en reglementaire bepalingen, met de begrotingsdoelstellingen van het Waalse Gewest alsook met de bepalingen van het beheerscontract die een budgettaire of financiële draagwijdte hebben.

Bij gebrek aan advies binnen een termijn van vijftien dagen na de mededeling van de jaarlijkse begroting aan de Regeringscommissarissen, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan. De termijn wordt hoogstens met tien dagen verlengd op met redenen omkleed verzoek van de Regeringscommissarissen.

Art. 49. In afwijking van de artikelen 44 tot 46, werkt de Regering de oorspronkelijk begroting van het openbare fonds uit en keurt ze goed voor het boekjaar van het eerste activiteitsjaar.

Art. 50. Het openbare fonds houdt een algemene boekhouding en een budgettaire boekhouding.

HOOFDSTUK VI. — *Het beheerscontract*

Art. 51. § 1. De bijzondere regels en voorwaarden volgens welke het openbare fonds de hem krachtens dit decreet toevertrouwde opdrachten uitoefent, worden bepaald in een beheerscontract gesloten tussen de Regering en het Beheerscomité.

De bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet zijn van toepassing op het openbare fonds.

§ 2. Bij de onderhandeling en het sluiten van het beheerscontract wordt het openbare fonds vertegenwoordigd door de stemgerechtigde leden van het Beheerscomité aangewezen door dit Comité, alsook door de Directeur-generaal.

Onverminderd de voorafgaandelijke toepassing van de regels betreffende het sociaal overleg wordt het personeel van het openbare fonds geïnformeerd over de ontwikkeling van de onderhandelingen volgens een procedure bepaald door het Beheerscomité en goedgekeurd door de Regering.

§ 3. Het eerste beheerscontract van het openbare fonds wordt goedgekeurd binnen één jaar na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 52. De uitvoering van het beheerscontract maakt het voorwerp uit van jaarlijkse evaluatieverslagen opgesteld door het Beheerscomité en voorgelegd aan de Regering.

Na het sluiten van het beheerscontract maakt het openbare fonds een ondernemingsplan op voorgesteld door het Directiecomité en voorgedragen door de Directeur-generaal. Het ondernemingsplan bevat minstens de uit te voeren projecten en acties om de doelstellingen van het openbare fonds die vermeld worden in het beheerscontract te vervullen.

Onverminderd de voorafgaandelijke toepassing van de regels betreffende het sociaal overleg wordt het personeel van het openbare fonds geïnformeerd over de inhoud van het ondernemingsplan volgens een procedure bepaald door het Beheerscomité en goedgekeurd door de Regering.

HOOFDSTUK VII. — *De controle*

Art. 53. De Regering wijst twee Regeringscommissarissen aan overeenkomstig het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. Eén van de commissarissen vertegenwoordigt de Minister bevoegd voor de Begroting.

Wanneer ze het beroep in artikel 8, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, uitoefenen, informeren de Regeringscommissarissen het Beheerscomité daarover.

In afwijking van artikel 8bis van hetzelfde decreet wonen ze de vergaderingen van het Beheerscomité en de vergaderingen van de Raad van financiële opvolging bij.

De functie van Regeringscommissaris binnen het Agentschap is onverenigbaar met de functie van commissaris binnen het openbare fonds.

Art. 54. Het Beheerscomité wijst een revisor aan overeenkomstig artikel 20bis van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

De revisor richt minstens één keer per jaar bij het opmaken van de balans, de winst- en verliesrekening of de jaarrekening een verslag over de activa en passiva van het openbare fonds alsook over de bedrijfsresultaten aan de Regering, aan het Beheerscomité en aan de Raad van financiële opvolging.

Hij deelt onverwijld elke nalatigheid, onregelmatigheid of toestand die de solvabiliteit van het openbare fonds in gevaar zouden kunnen brengen, aan de Regering, het Beheerscomité en aan de Raad van financiële opvolging.

De uitgaven die voortvloeien uit de aan de revisor toevertrouwde opdrachten zijn ten laste van het openbare fonds.

De revisor kan ter plaatse inzage nemen van de boeken en de boekhoudstukken, de briefwisseling, de notulen, de periodieke toestanden en doorgaans van alle geschriften.

Art. 55. Halfweg elke legislatuur of op uitdrukkelijk verzoek van de Regering, leggen het Beheerscomité en de Raad van financiële opvolging elk een geschreven rapport aan de Regering over met een evaluatie van de uitvoering van de artikelen 23 tot 54. De Regering neemt akte van dat rapport en maakt het, ter informatie, aan het Parlement over.

In afwijking van het eerste lid, vindt de eerste evaluatie van die bepalingen plaats voor het einde van het jaar waarin ze in werking getreden zijn.

TITEL VI. — *Privé-kinderbijslagfondsen*

HOOFDSTUK I. — *De erkenning*

Art. 56. § 1. Op voordracht van het Comité van de afdeling "Gezinnen" van het Agentschap, erkent de Regering privé-kinderbijslagfondsen, hierna "privé fonds" genoemd, die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de Europese politieke partijen en de Europese politieke stichtingen, waarvan het maatschappelijk doel uitsluitend bestaat in het verzekeren van het administratief beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

2° niet veroordeeld zijn voor niet-naleving van de sociale of fiscale wetgeving;

3° beschikken over een ervaring van minstens drie jaar in de behandeling van de aanvragen en de betaling van de bijslagen in de sector van de gezinsbijslagen

4° minstens 100.000 dossiers beheren van gerechtigde kinderen op het grondgebied van het Franse taalgebied, waarvan het dossier in betaling is;

5° zijn maatschappelijke zetel hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied;

6° actief zijn op het hele grondgebied van het Franse taalgebied;

7° beschikken over minstens een kantoor dat toegankelijk is voor de begunstigden in elke Waalse provincie.

Wat betreft 1°, naast de wettelijke vermeldingen die vereist zijn in de statuten van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de Europese politieke partijen en de Europese politieke stichtingen, kan de Regering bijkomende vermeldingen bepalen die noodzakelijk zijn geworden door de erkenningsvoorwaarden. Elke wijziging van de statuten die betrekking heeft op de wettelijke vermeldingen en de bijkomende vermeldingen betreffende de erkenningsvoorwaarden, moeten het voorwerp uitmaken van een voorafgaandelijke instemming van het Agentschap.

De voorwaarde bedoeld in punt 2° is ook van toepassing op de leden van de raden van bestuur van de privé fondsen.

De Regering bepaalt de elementen die in aanmerking worden genomen om de ervaring bedoeld in 3° te bewijzen. Op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht deze voorwaarde te vervullen, de regionale rechtsopvolgers van de federale privé-kinderbijslagfondsen, bedoeld in artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen.

De Regering bepaalt de modaliteiten volgens welke het aantal kinderen bedoeld in punt 4° wordt bepaald.

In de provincie Luik is het kantoor bedoeld in punt 7° gelegen in het Franse taalgebied.

Voor de erkenningsaanvragen ingediend vóór de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, moeten de privé-kinderbijslagfondsen, om erkend te worden, naast de voorwaarden opgenomen in het eerste lid, een computerprogramma voor het beheer en de behandeling van de gezinsbijslagen gebruiken dat door de Regering erkend is.

§ 2. De erkenning kan geweigerd worden alleen wegens de miskennen van één of meerdere voorwaarden voorgeschreven in paragraaf 1.

Art. 57. De erkenningsaanvraag wordt ingediend bij het Agentschap.

De Regering bepaalt de inhoud van het erkenningsaanvraagdossier, alsook de modaliteiten inzake indiening en behandeling.

Art. 58. § 1. De erkenning wordt verleend voor een onbepaalde periode.

§ 2. Elke jaar, beoordeelt het Agentschap de privé fondsen. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze evaluatie.

§ 3. Voor deze evaluatie, wordt er rekening gehouden met de naleving door de privé fondsen van de bepalingen van artikel 56, § 1, 1°, 2°, 4°, 5°, 6° en 7°, de artikelen 63, 67, 68, 69 en 70, en de bepalingen van hoofdstuk XI van Titel VII.

§ 4. Het Agentschap maakt een evaluatieverslag op.

In geval van negatieve evaluatie, kan het Agentschap aan de Regering het volgende voorstellen :

1° een waarschuwing;

2° het opstellen van een plan voor herstel dat de te ondernemen acties en de te bereiken doelstellingen bevat om de kwaliteit van het administratief en financieel beheer te verbeteren;

3° de intrekking van de erkenning.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de inhoud van het plan voor herstel bedoeld in punt 2°.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de stopzetting van activiteiten van een privé fonds, of ze nu voortvloeit uit een vrijwillige beslissing of een intrekking van erkenning bedoeld in punt 3.

§ 5. Het evaluatieverslag wordt meegedeeld aan het betrokken privé fonds.

Het privé fonds kan :

1° zijn opmerkingen formuleren, binnen een termijn en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;

2° vragen om gehoord te worden door de persoon aangewezen binnen het Agentschap, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

§ 6. Op basis van het evaluatieverslag en de opmerkingen van het geëvalueerde privé fonds, neemt de Regering een gemotiveerde beslissing en deelt ze mee aan het privé fonds, binnen een termijn en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

§ 7. De Regering trekt de erkenning in als het aantal dossiers van gerechtigde kinderen waarvan het dossier in betaling is, beheerd door het privé fonds onder de tien percent daalt van het totaal aantal van de gerechtigde kinderen waarvan het dossier in betaling is op het grondgebied van het Franse taalgebied, over een periode van twee opeenvolgende jaren, volgens de modaliteiten voorzien door de Regering.

Het aantal dossiers in betaling wordt berekend op 31 december van elk jaar, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Art. 59. § 1. Onverminderd artikel 58, kan de Regering, op elk ogenblik, een administratieve sanctie opleggen aan een privé fonds, in geval van niet naleving van artikel 56, § 1, 1°, 2°, 4°, 5°, 6° of 7°, van de artikelen 63, 67, 68, 69 en 70 of van de bepalingen van hoofdstuk XI van Titel VII.

Het advies van het Comité van de afdeling "Gezinnen" van het "AVIQ" wordt aangevraagd.

§ 2. De administratieve sanctie is de waarschuwing, het plan voor herstel of de intrekking van de erkenning.

Het plan voor herstel bevat de te ondernemen acties en de te bereiken doelstellingen om de kwaliteit van het administratief en financieel beheer te verbeteren.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de inhoud van het plan voor herstel.

§ 3. Het Agentschap omschrijft de klachten, formuleert een met redenen omkleed sanctievoorstel en deelt het mee aan het betrokken privé fonds, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Het privé fonds kan :

1° zijn opmerkingen formuleren, binnen een termijn en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;

2° vragen om gehoord te worden door de persoon aangewezen binnen het Agentschap, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

§ 4. Op basis van het met redenen omkleed voorstel en de opmerkingen van het privé fonds, neemt de Regering een beslissing en deelt ze mee aan het privé fonds, binnen een termijn en volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

HOOFDSTUK II. — *De financiering*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 60. § 1. De begrotingsenveloppe betreffende de privé-kinderbijslagfondsen dekt :

1° de bedragen bestemd voor de betaling van de gezinsbijslagen;

2° de globale subsidie bestemd om de administratiekosten van de privé-kinderbijslagfondsen te dekken.

De Regering bepaalt de herzieningsmodaliteiten van de begrotingsenveloppe in functie van de parameters die zij bepaalt, waaronder de schommeling van het marktaandeel van de privé fondsen t.o.v. de globale markt van de kinderbijslag.

§ 2. Het Agentschap :

1° bezorgt de bedragen bedoeld in paragraaf 1, 1°, aan de privé-kinderbijslagfondsen;

2° verdeelt de globale subsidie bedoeld in paragraaf 1, 2°, tussen privé-kinderbijslagfondsen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Wat betreft het eerste lid, 1°, wordt het overschot van de bedragen bestemd voor de betaling van de gezinsbijslagen teruggestort aan het Agentschap binnen de termijn en volgens de modaliteiten dat het Agentschap bepaalt.

§ 3. De bedragen bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2°, worden :

1° gestort op aparte rekeningen geopend op naam van de privé-kinderbijslagfondsen;

2° gebruikt door de privé-kinderbijslagfondsen slechts voor de gevallen waarvoor ze werden verdeeld.

§ 4. De privé fondsen registreren de financiële verrichtingen afzonderlijk en volgens een boekhoudplan bepaald door de Regering.

Art. 61. § 1. De Regering bepaalt het bedrag van de globale subsidie bestemd om de administratiekosten van de privé-kinderbijslagfondsen te financieren.

Dit bedrag evolueert in de tijd, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

§ 2. De Regering bepaalt de berekeningsmodaliteiten van het deel van elk privé-kinderbijslagfonds in de globale subsidie rekening houdend met :

1° een kwantitatief criterium gebonden aan de werklast van de privé-kinderbijslagfondsen;

2° een kwalitatief criterium gebonden aan de evaluatie van de kwaliteit van de prestaties van de privé-kinderbijslagfondsen.

In afwijking van het eerste lid, wordt, de twee eerste jaren na de datum van inwerkingtreding van dit decreet, de globale subsidie bestemd om de administratiekosten te financieren, verdeeld tussen de privé-kinderbijslagfondsen op basis van het enige kwantitatief criterium.

§ 3. De Regering kan een deel van de subsidie toegekend aan elk privé-kinderbijslagfonds bestemmen voor zijn reservefonds.

Art 62. De Regering kan een enige bijzondere enveloppe toekennen om de informatica-aanpassingen van de privé fondsen aan het nieuwe systeem te financieren.

Afdeling 2. — Het reservefonds

Art. 63. § 1. De privé fondsen vormen een reservefonds.

§ 2. Het reservefonds wordt bevoorrad door :

1° het aandeel van het vermogen van het reservefonds overgedragen van de federale kinderbijlagfondsen de dag voor de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid;

2° de interesten opgebracht door de bankrekening(en) bestemd voor de gezinsbijslagen;

3° het deel van de overschotten van de beheersrekening dat eventueel wordt overgedragen overeenkomstig artikel 67, § 5;

4° de overdrachten afkomstig van de administratieve reserve;

5° elk ander middel bepaald door de Regering.

§ 3. Het reservefonds van het privé fonds bedraagt op 31 december van het boekjaar, niet meer dan 1,5 percent van het bedrag van de gezinsbijslagen betaald door het privé fonds tijdens datzelfde boekjaar.

Indien dit plafond wordt overschreden, wordt het overschot gestort aan het Agentschap tijdens het volgende boekjaar. Het privé fonds dat zijn overschot niet op tijd heeft gestort, is van rechtswege wettelijke interesten verschuldigd.

De Regering kan het percentage bedoeld in dit paragraaf wijzigen na advies van het Comité van de afdeling "Gezinnen" van het Agentschap.

§ 4. Op 31 december van elk boekjaar, dekt het reservefonds :

1° de financiële rekening bestemd voor de gezinsbijslagen;

2° de ten onrechte uitbetaalde gezinsbijslagen die niet kunnen teruggevorderd worden wegens de verjaring bedoeld in de artikelen 96 en 97;

3° de verliezen die veroorzaakt zijn door elke andere oorzaak, mits het voorafgaand akkoord van het Agentschap, op voorstel van het Comité van de afdeling "Gezinnen" van het Agentschap;

4° de vereffeningkosten van het privé fonds, na uitputting van de administratieve reserve bedoeld in artikel 68.

Art. 64. De privé fondsen laten de bedragen van de oninvorderbare betalingen of waarvoor van terugvordering wordt afgezien, ten laste van het Waalse Gewest in de volgende gevallen:

1° wanneer afgezien wordt van terugvordering omdat die uit sociaal oogpunt niet raadzaam is;

2° bij toepassing van artikel 95;

3° wanneer terugvordering technisch onmogelijk blijkt.

Art. 65. Het Agentschap legt de rechtzetting op van de boekingen en compenseert op de komende stortingen de bedragen van de onverschuldigde gezinsbijslagen aangerekend ten laste van het Waalse Gewest :

1° wanneer die moest aangerekend worden ten laste van hun reservefonds op basis van artikel 63, § 4, 2°;

2° in andere gevallen dan die bedoeld in artikel 64.

Art. 66. In geval van stopzetting van betaling van een privé fonds buiten een fusieverrichting met een ander privé fonds, wordt het reservefonds van dit fonds van rechtswege overgedragen aan het Agentschap.

Afdeling 3. — De beheersrekening en de administratieve reserve

Art. 67. § 1. De privé fondsen vormen een beheersrekening.

§ 2. De beheersrekening wordt o.a. bevoorrad door :

1° een subsidie toegekend door het Agentschap overeenkomstig artikel 60, § 1, 2°;

2° de andere toelagen dan de subsidie bedoeld in 1°;

3° de interesten, met uitzondering van de interesten bedoeld in artikel 63, § 2, 2°;

4° de verslagen en meerwaarden van al het vermogen, roerende en onroerende goederen in het bezit van het privé fonds.

§ 3. De beheersrekening is bestemd om de administratiekosten van de privé-kinderbijslagfondsen te dekken.

§ 4. De Regering kan maatregelen nemen inzake de uitgaven voor administratiekosten.

§ 5. Wanneer op 31 december van het boekjaar, het reservefonds van het privé fonds onvoldoende is om de elementen bedoeld in artikel 63, § 4, 2°, te dekken, bestemt het privé fonds minstens vijf percent van het overschot van de beheersrekening voor het reservefonds.

Deze overdrachten zijn onomkeerbaar.

Art. 68. § 1. De privé fondsen vormen een administratieve reserve.

§ 2. De administratieve reserve wordt bevoorrad door :

1° het aandeel van het vermogen van de administratieve reserve overgedragen van de federale kinderbijslagfondsen de dag voor de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid;

2° het resultaat van de beheersrekening op 31 december van het boekjaar na aftrek van het deel dat eventueel overgedragen is naar het reservefonds overeenkomstig artikel 67, § 5.

De Regering kan het vermogen van de administratieve reserve van het privé fonds plafonneren en het eventuele overschot toewijzen.

§ 3. De administratieve reserve kan het reserve fonds bevoorraden, naar vrije keuze van het privé fonds, door een onomkeerbare overdracht.

HOOFDSTUK III. — *De verplichtingen*

Art. 69. De privé fondsen beheren een aantal dossier van gerechtigde kinderen waarvan het dossier in betaling is minstens gelijk aan tien percent van het totaal aantal gerechtigde kinderen waarvan het dossier in betaling is op het grondgebied van het Franse taalgebied, onverminderd artikel 56, § 1, eerste lid, 4°.

Art. 70. § 1. Voor 1 mei van elk jaar, maken de privé fondsen aan het financiële en budgettaire monitoringscomité de balans van de algemene rekeningen over, alsook de balans en de winst- en verliesrekening van het vorige jaar volgens de modellen die door de Regering moeten worden bepaald.

§ 2. Een privé fonds mag een lening of een financieel leasingcontract aangaan dat het totaal van de schulden in verband met de beheersverrichtingen boven de 100 % van de eigen fondsen, inclusief provisies, brengt, op voorwaarde dat het er vooraf door de minister toe gemachtigd is, op advies van het Comité van de afdeling "Gezinnen" van het Agentschap. De machtiging van de Minister wordt geacht te zijn verkregen als geen beslissing is genomen binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de datum van de aanvraag van het privé fonds.

§ 3. De privé fondsen mogen geen onroerende goederen verwerven of er afstand van doen zonder vooraf machtiging daartoe te hebben gekregen van de Minister, op advies van het Comité van de afdeling "Gezinnen" van het Agentschap.

De machtiging van de Minister wordt geacht te zijn verkregen als geen beslissing is genomen binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de datum van de aanvraag van het privé fonds.

Zij mogen hun vermogen en beschikbare gelden slechts gebruiken voor de verwezenlijking van de verrichtingen met het oog waarop zij werden erkend overeenkomstig artikel 56.

Het vermogen en de beschikbare gelden welke niet tot dit doeleind worden gebruikt dienen te worden belegd in fondsen waarvan de lijst door de Regering wordt opgemaakt.

TITEL VII. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de kinderbijslagfondsen*

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Art. 71. Voor de toepassing van deze titel wordt onder "aanvrager" de bijslagtrekkende of iedere natuurlijke persoon verstaan, die recht heeft op gezinsbijslagen, die er aanspraak op maakt of kan maken, zijn wettelijke vertegenwoordigers en zijn gemachtigden.

HOOFDSTUK II. — *Lidmaatschap*

Art. 72. § 1. Elke aanvrager wordt lid van een kinderbijslagfonds van zijn keuze.

De aanvraag voor het lidmaatschap wordt volgens de nadere regels en de termijnen bepaald door de Regering ingediend.

§ 2. Te rekenen van de eerste dag volgend op de vierentwintigste maand van het lidmaatschap kan de aanvrager van kinderbijslagfonds veranderen, volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

De aanvrager licht er het kinderbijslagfonds waar hij lid van is, schriftelijk over in. Zijn beslissing heeft uitwerking op het einde van het kwartaal in de loop waarvan daar kennis van is gegeven, behoudens als daar kennis van is gegeven minder dan vijftien dagen voor het einde van bedoeld kwartaal. In dat geval heeft zij uitwerking op het einde van het volgend kwartaal.

De beslissing van de aanvrager om van kinderbijslagfonds te veranderen heeft geen uitwerking voordat laatstgenoemde lid is geworden van een ander kinderbijslagfonds.

§ 3. Wanneer de aanvraag om van kinderbijslagfonds te veranderen uitwerking heeft, maakt het fonds waar laatstgenoemde lid van is, diens dossier onmiddellijk over aan het fonds waar hij lid van wordt.

§ 4. Het lidmaatschap van een ander kinderbijslagfonds en de tussenkomst van het kinderbijslagfonds is kosteloos voor de aanvrager.

HOOFDSTUK III. — *De aanvragen van gezinsbijslagen*

Art. 73. § 1. De gezinsbijslagen worden ofwel ambtshalve ofwel op schriftelijke vraag aan het kinderbijslagfonds waar de aanvrager lid van is, toegekend.

De Regering bepaalt de voorwaarden waarin de gezinsbijslagen ambtshalve worden toegekend, evenals de vormen van de schriftelijke aanvraag.

§ 2. De aanvraag, ondertekend door de belanghebbende, wordt bij het kinderbijslagfonds waar de aanvrager lid van is, ingediend.

Het kinderbijslagfonds richt een bericht van ontvangst aan de aanvrager, of reikt hem één uit. Elk bericht van ontvangst vermeldt de termijn voor de behandeling van de aanvraag, evenals de in overweging termijn van verjaring. Een betaling of een verzoek om verdere inlichtingen gelden als bericht van ontvangst. De Regering kan aanvullende nadere regels vaststellen of de gevallen bepalen waarin het bericht van ontvangst niet wordt verstrekt.

Het onbevoegde kinderbijslagfonds waarbij de aanvraag voor gezinsbijslagen wordt ingediend maakt deze aanvraag onverwijld over aan het bevoegde kinderbijslagfonds in het Franse taalgebied. De aanvrager wordt erover ingelicht.

In de situaties bedoeld in lid 3 wordt de aanvraag evenwel in de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald door de Regering bekrachtigd wat de indieningsdatum betreft.

Om een onderbreking of een laattijdige betaling van de gezinsbijslagen te voorkomen, kan de Regering voorzien in het betalen van voorschotten van kinderbijslagen en in de regularisatie van de rekeningen.

HOOFDSTUK IV. — *De beslissingen en de onverwijld uitvoering**Afdeling 1. — Termijnen en modaliteiten voor de betaling*

Art. 74. Het kinderbijslagfonds beslist uiterlijk binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag of van het feit dat aanleiding geeft tot het in artikel 73 bedoelde onderzoek van ambtshalve.

Als het kinderbijslagfonds geen beslissing neemt binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, verwittigt het de aanvrager met vermelding van de redenen daarvan.

Indien de aanvraag de tussenkomst van een andere instelling van sociale zekerheid vereist, wordt deze tussenkomst door het kinderbijslagfonds, waaraan de aanvraag wordt gericht, aangevraagd. De aanvrager wordt daarvan in kennis gesteld.

In de door haar bepaalde gevallen kan de Regering de termijn tot maximum 8 maanden tijdelijk verlengen.

De termijnen van vier of acht maanden worden geschorst zolang de belanghebbende of een buitenlandse instelling of een instelling van een ander deelgebied of van de federale overheid, al de gevraagde inlichtingen, noodzakelijk voor het nemen van een beslissing, niet aan het kinderbijslagfonds verstrekt heeft.

Art. 75. Het kinderbijslagfonds dat een aanvraag onderzoekt, wint op eigen initiatief alle ontbrekende inlichtingen in om de rechten van de aanvrager te beoordelen.

Als de aanvrager niettegenstaande de hem gerichte rappel, de gevraagde aanvullende gegevens na meer dan een maand nog steeds niet heeft bezorgd, kan het kinderbijslagfonds, na al het nodige te hebben gedaan om die informatie te verkrijgen, een beslissing nemen op grond van de gegevens waarover het beschikt, tenzij de aanvrager een gegronde reden aanvoert voor een langere antwoordtermijn.

De Regering bepaalt onder welke voorwaarden de door de aanvrager ingediende aanvraag tot verlenging van de termijn met één maand in aanmerking wordt genomen.

Art. 76. De kinderbijslagfondsen gaan tot de betaling van de gezinsbijslagen over uiterlijk binnen vier maanden na de kennisgeving van de toekenningbeslissing en ten vroegste vanaf de datum waarop de betalingsvoorwaarden vervuld worden.

Indien de betaling niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn wordt verricht en onverminderd de rechten van de aanvrager om zijn zaak voor het bevoegde rechtscollege te brengen, dan brengt het kinderbijslagfonds belast met de uitbetaling van de gezinsbijslagen de aanvrager hiervan op de hoogte, met vermelding van de redenen van de vertraging.

Zolang de betaling niet is gedaan, wordt de aanvrager om de vier maanden van de redenen van de vertraging in kennis gesteld.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde termijn van vier maanden tot maximum 8 maanden tijdelijk verlengen.

Art. 77. De Regering bepaalt de praktische modaliteiten van de betaling van de gezinsbijslagen aan de bijslagtrekkende.

Afdeling 2. — Motivering, vermeldingen en kennisgevingen

Art. 78. Elke beslissing betreffende gezinsbijslagen wordt met redenen omkleed.

Als de beslissingen betrekking hebben op geldsommen, moeten ze de wijze vermelden waarop die berekend zijn. De mededeling van de berekeningswijze geldt als motivering.

De kennisgeving van de beslissing vermeldt ook de bestaande beroepsmogelijkheden alsook de vormen en termijnen die daartoe moeten worden nageleefd.

De Regering :

1° bepaalt de verplichte vermeldingen die op de betalingsformulen vermeld moeten staan;

2° bepaalt de kennisgevingmodaliteiten en -termijnen;

3° bepaalt de gevallen waarin de kennisgeving niet hoeft plaats te vinden of waarin ze op het ogenblik van de uitvoering gebeurt.

Art. 79. De beslissingen tot toekenning of weigering van de gezinsbijslagen moeten de volgende vermeldingen bevatten :

1° de referenties van het dossier en van de dienst die het beheert;

2° de mogelijkheid om opheldering te verkrijgen omtrent de beslissing bij de dienst die het dossier beheert of bij een aangewezen voorlichtingsdienst.

Indien de beslissing de in het eerste lid genoemde vermeldingen niet bevat, gaat de termijn om een voorziening in te stellen niet in.

Art. 80. De beslissingen tot terugvordering van onverschuldigd betaalde bedragen moeten, naast de vermeldingen omschreven in artikel 79, de volgende gegevens bevatten :

1° de vaststelling dat er onverschuldigde bedragen zijn betaald;

2° het totale bedrag van wat onverschuldigd is betaald, alsmede de berekeningswijze ervan;

3° de inhoud en de referenties van de bepalingen in strijd waarmee de betalingen zijn gedaan;

4° de in aanmerking genomen verjaringstermijn;

5° in voorkomend geval, de mogelijkheid voor het kinderbijslagfonds om van de terugvordering van onverschuldigd betaalde bedragen af te zien en de procedure die hiervoor moet worden gevolgd;

6° de mogelijkheid om een met redenen omkleed voorstel tot terugbetaling in schijven voor te leggen.

Indien de beslissing de in het eerste lid genoemde vermeldingen niet bevat, gaat de termijn om een voorziening in te stellen niet in.

Art. 81. § 1. De kennisgeving van een beslissing geschiedt bij gewone brief of bij de overhandiging van een geschrift aan de belanghebbende.

De Regering kan de gevallen bepalen waarin de kennisgeving bij een ter post aangetekende brief moet geschieden, evenals de toepassingsmodaliteiten van deze kennisgeving.

§ 2. De zending van stukken aan de aanvrager en de uitvoering van betalingen aan de bijslagtrekkende vinden plaats op hun wettelijke woonplaats.

Er kan evenwel afgeweken worden van die verplichting op schriftelijke aanvraag van de belanghebbende, die aan het kinderbijslagfonds wordt gericht.

Afdeling 3. — Herziening

Art. 82. Wanneer vastgesteld wordt dat de beslissing aangetast is door een juridische of materiële vergissing, neemt het kinderbijslagfonds op eigen initiatief een nieuwe beslissing die uitwerking heeft op de datum waarop de verbeterde beslissing had moeten ingaan, onverminderd de artikelen 96 en 97.

Onverminderd artikel 81 heeft de nieuwe beslissing, indien de vergissing aan het kinderbijslagfonds te wijten is, uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving ervan, als het recht op de tegemoetkoming kleiner is dan het aanvankelijk toegekende recht.

Het tweede lid is niet van toepassing indien de aanvrager in de zin van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen weet of moest weten dat hij geen recht meer heeft op het gehele bedrag van een bijslag.

Art. 83. Onverminderd de artikelen 96 en 97 trekt het kinderbijslagfonds zijn beslissing in en neemt het een nieuwe aan binnen de termijn voor de indiening van een beroep voor de bevoegde rechtbank of, indien een beroep wordt ingediend, tot de sluiting van de debatten indien :

1° bij de ingangsdatum van de bijslag, het recht bij een wettelijke of reglementaire bepaling gewijzigd wordt;

2° een nieuw feit of nieuwe bewijselementen met een gevolg op de rechten van de aanvrager tijdens de zitting aangevoerd worden.

HOOFDSTUK V. — Betaling

Art. 84. De toekenning van de gezinsbijslagen gaat in op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin het recht op gezinsbijslagen ontstaat.

De toekenning van de gezinsbijslagen dooft uit op het einde van de maand waarin dit recht eindigt.

Iedere gebeurtenis die een wijziging van het bedrag van de kinderbijslag impliceert, geeft aanleiding tot de toekenning van het gewijzigd bedrag van kinderbijslag vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze tijdens welke deze gebeurtenis zich heeft voorgedaan.

In afwijking van het derde lid vangt de toekenning van de kinderbijslag aan vanaf de eerste dag van de maand waarin een indexering plaatsvindt of een nieuw voordeel ingesteld wordt bij of krachtens een decreet.

Art. 85. § 1. De kinderbijslagen zijn maandelijks betaalbaar in de loop van de maand die volgt op deze waarop ze betrekking hebben.

De betaling kan worden opgeschort bij ernstige en eensluidende aanwijzingen dat de door de sociaal verzekerde meegeede informatie om sociale uitkeringen te krijgen frauduleus is. De betaling kan opgeschort worden tot de verdenking niet meer bestaat en dit maximum zes maand, eenmaal hernieuwbaar.

§ 2. De Regering kan het gebruik van documenten, certificaten of brevetten opleggen. Ze bepaalt welke gegevens die stukken moeten bevatten en bepaalt wanneer en binnen welke termijnen die bescheiden moeten worden aangevraagd en afgeleverd.

Art. 86. De toeslagen op de kinderbijslagen bedoeld in de artikelen 11 tot 13 worden provisioneel toegekend. Hun uiteindelijke uitbetaling wordt gevalideerd enkel na ontvangst door het kinderbijslagfonds van de gegevens waarbij het kan nagaan of de in bedoelde artikelen bepaalde inkomstvoorwaarden vervuld worden.

De Regering bepaalt de in het eerste lid bedoelde gegevens.

Art. 87. Iedere in de loop van een maand intredende verandering van bijslagtrekkende heeft uitwerking de eerste dag van de maand volgend op die waarin deze verandering heeft plaats gehad.

HOOFDSTUK VI. — Belangen

Art. 88. De kinderbijslagen brengen, enkel voor de rechthebbenden-natuurlijke personen die erop recht hebben, van rechtswege interest op vanaf hun opeisbaarheid en ten vroegste vanaf de datum voortvloeiend uit artikel 76. Indien de beslissing tot toekenning genomen werd met een vertraging die te wijten is aan een instelling van sociale zekerheid is de interesten evenwel verschuldigd vanaf het verstrijken van de in artikel 74 bedoelde termijn en ten vroegste vanaf de datum waarop de bijslag ingaat.

De interesten van rechtswege bedoeld in het eerste lid, zijn niet verschuldigd op het verschil tussen enerzijds het bedrag van de voorschotten betaald omdat de instelling niet over de noodzakelijke informatie beschikt om een definitieve beslissing te nemen en anderzijds het bedrag dat voortvloeit uit de definitieve beslissing, indien deze voorschotten negentig procent of meer bedragen van het bedrag dat verschuldigd is op basis van de definitieve beslissing.

De in het eerste lid bedoelde interesten zijn in ieder geval niet verschuldigd indien er voorschotten worden uitbetaald en indien :

1° de definitieve beslissing afhankelijk is van inlichtingen die door de aanvrager zelf of door een andere instelling moeten worden verstrekt;

2° slechts bij de definitieve beslissing kan worden vastgesteld dat de aanvrager voldoet aan de voorwaarden om recht te hebben op een minimumbijslag.

Art. 89. De onverschuldigd betaalde bijslagen brengen van rechtswege interest op vanaf de betaling, indien de onverschuldigde betaling het gevolg is van arglist, bedrog of bedrieglijke handelingen van de belanghebbende persoon.

Art. 90. De Regering kan :

1° voor de toepassing van de artikelen 88 en 89 de modaliteiten betreffende de berekening van de interest bepalen;

2° tevens de intrestvoet bepalen, zonder dat die lager mag zijn dan het gewoon tarief van de voorschotten boven plafond op een lopende rekening vastgesteld door de Nationale Bank.

De Regering kan, voor de toepassing van artikel 89, het niet afleggen door de schuldenaar van een verklaring die is voorgeschreven door een bepaling die aan de aanvrager werd medegedeeld, gelijkstellen met arglist, bedrog of bedrieglijke handelingen. Deze verklaring kan door een wets- of reglementaire bepaling voorgeschreven worden of voortvloeien uit een vroeger aangegane verbintenis.

HOOFDSTUK VII. — *Terugvordering*

Art. 91. In geval van onbehoorlijk betaalde bijslagen gaan de kinderbijslagfondsen tot de terugvordering van de bedragen met inachtneming van artikel 97 over.

Onverminderd het recht om ze te innen door de gewone rechtsmiddelen, mogen de kinderbijslagfondsen met inachtneming van artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, de sommen die moeten betaald worden als ten onrechte ontvangen bijslagen door de personen aan wie de bijslagen verschuldigd zijn of moeten worden uitgekeerd, van het bedrag der verdere bijslagen afhouden.

Art. 92. Wanneer een bijslagtrekkende op het einde van twee al dan niet opeenvolgende vervaldagen de maandelijkse afbetaling(en) bepaald inzake de terugvordering van een al dan niet frauduleus onverschuldigd bedrag niet heeft terugbetaald, worden ze geïnd door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen overeenkomstig de artikelen 3 en volgende van de domaniale wet van 22 december 1949.

De betrokken administratie handelt op aanvraag van de kinderbijslagfondsen en met het voorafgaand akkoord van het Agentschap; dit mandaat eindigt onmiddellijk na de intrekking van de aanvraag.

HOOFDSTUK VIII. — *Geschillen*

Art. 93. De arbeidsrechtbank neemt kennis van de geschillen tussen de kinderbijslagfondsen en de personen aan wie gezinsbijslagen verschuldigd zijn of moeten worden gestort.

Art. 94. In de zaken waarin een medisch expert wordt aangewezen, worden de voorschotten, de erelonen en de kosten van deze expert, die vervat zijn in de nota die hij opstelt overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, vermeld met toepassing van het door de Koning vastgestelde tarief.

HOOFDSTUK IX. — *Afstanden*

Art. 95. De kinderbijslagfondsen kunnen hetzij van het navorderen van die sommen door een gerechtelijke procedure, hetzij van de invordering van die sommen door gedwongen ten uitvoerlegging, afzien.

1° in behartigenswaardige gevallen of categorieën van gevallen en mits de schuldenaar te goeder trouw is;

2° wanneer het terug te vorderen bedrag gering is;

3° wanneer blijkt dat de terugvordering onzeker of te duur is vergeleken met het bedrag dat teruggevorderd moet worden.

Behoudens in het geval van bedrog of arglist, wordt ambtshalve afgezien van de terugvordering van onverschuldigd betaalde bijslagen, bij het overlijden van degene aan wie ze betaald zijn, indien hem op dat ogenblik nog geen kennis was gegeven van de terugvordering.

Onverminderd de toepassing van artikel 1410 van het Gerechtelijk Wetboek verhindert het tweede lid nochtans niet de terugvordering van onverschuldigd betaalde bedragen wanneer het gaat om bijslagen die, het ogenblik van het overlijden van de belanghebbende, vervallen waren doch hem nog niet waren uitbetaald of niet waren uitbetaald aan één van de volgende personen :

1° de echtgenoot met wie de gerechtigde op het ogenblik van zijn overlijden samenleefde;

2° de kinderen met wie de gerechtigde op het ogenblik van zijn overlijden samenleefde;

3° de persoon met wie de gerechtigde op het ogenblik van zijn overlijden samenleefde;

4° de persoon die een deel betaald heeft in de ziekenhuiskosten en zulks tot beloop van het door hem betaalde bedrag;

5° de persoon die de begrafeniskosten betaald heeft en zulks tot beloop van het bedrag van die kosten.

HOOFDSTUK X. — *Verjaring*

Art. 96. De rechtsoverdrachten waarover de personen aan wie de gezinsbijslagen verschuldigd zijn of moeten uitbetaald worden, overeenkomstig dit decreet beschikken, moeten binnen vijf jaar worden ingesteld.

De termijn van vijf jaar gaat in op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarop de gezinsbijslagen betrekking hebben.

Voor :

1° het kraamgeld gaat de termijn van vijf jaar in op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarop de geboorte heeft plaatsgevonden;

2° de adoptiepremie neemt de termijn van vijf jaar een aanvang de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin het verzoekschrift dat de wil uitdrukt om te adopteren wordt ingediend bij de bevoegde rechtbank of, bij gebrek hieraan, de laatste dag van het trimester waarin de adoptieakte is ondertekend; indien echter het kind op deze datum nog geen deel uitmaakt van het gezin van de adoptant, vangt de termijn van vijf jaar aan op de eerste dag van de maand waarin het kind werkelijk deel uitmaakt van dit gezin.

Buiten de oorzaken vermeld in het Burgerlijk Wetboek, wordt de verjaring gestuit door de zending van een aanvraag of een klacht naar het kinderbijslagfonds voor de toekenning van de gezinsbijslagen, of door de neerlegging van een dergelijke aanvraag of klacht bij dit fonds.

Naargelang van het geval gebeurt de stuiting op de datum van het aangetekend schrijven, waarvoor de postdatum als bewijs geldt, of, bij gebreke eraan, op de datum van het ontvangstbewijs dat door het bevoegde kinderbijslagfonds wordt afgeleverd aan de persoon die deze bijslag aanvraagt of opeist.

In afwijking van het vierde lid geldt, naargelang van het geval, als datum voor de aanvraag of klacht die werd toegezonden aan het bevoegde kinderbijslagfonds en die werd ingediend bij een onbevoegde Belgische instelling van sociale zekerheid, de datum van het aangetekend schrijven, waarvoor de postdatum geldt als bewijs, of, bij gebreke eraan, de ontvangstdatum die de laatst genoemde instelling aan het bevoegde kinderbijslagfonds meedeelt.

De onderbreking is geldig voor vijf jaar. Ze mag hernieuwd worden.

In geen geval zullen de kinderbijslagfondsen aan het voordeel der verjaring, zoals zij bij dit artikel werd vastgesteld, verzaken.

Art. 97. De terugvordering van de ten onrechte uitbetaalde gezinsbijslagen kan niet geëist worden na verloop van een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de datum waarop de uitbetaling wordt verricht.

Benevens de redenen waarin is voorzien in het Burgerlijk Wetboek, wordt de verjaring gestuit door het eisen van de onverschuldigd uitbetalingen, door middel van een ter post aangetekend aan de schuldenaar betekend schrijven.

De verjaring wordt geschorst in geval van rechtsvordering gevoerd door elke persoon gehouden tot de betaling krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen. De schorsing begint met het gedinginleidend stuk en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden.

In afwijking van het eerste lid wordt de verjaringstermijn op vijf jaar gebracht als de ten onrechte betaalde bijslagen verkregen worden door bedrieglijke handelingen of door valse of opzettelijk onvolledige verklaringen. Die termijn gaat in op de dag waarop het kinderbijslagfonds kennis heeft van het bedrog, de arglist of de bedrieglijke handelingen van de sociaal verzekerde.

HOOFDSTUK XI. — *Verplichtingen*

Afdeling 1. — Deontologie

Art. 98. De kinderbijslagfondsen mogen de aansluiting van een aanvrager niet weigeren en verzetten zich niet tegen zijn beslissing om van fonds te veranderen overeenkomstig artikel 72.

De kinderbijslagfondsen leven het beginsel van continuïteit van de dienstverlening na.

Art. 99. De kinderbijslagfondsen leven het deontologisch handvest na dat de voornaamste verwachte kwaliteiten en ethiek van elke bestuurder in de uitoefening van zijn functies maar ook de verplichtingen inzake doorzichtigheid, vereenvoudiging, informatie, bekendmaking omvat.

De Regering keurt het deontologisch handvest goed na advies van het Comité van het vak "Gezinnen" van het Agentschap.

Art. 100. De kinderbijslagfondsen

- 1° waarborgen de kwaliteit van de dienst en de bijstand aan de gezinnen;
- 2° onthouden zich van elke commerciële activiteit;
- 3° bieden de gezinnen geen financiële of andere rechtstreekse of onrechtstreekse voordelen die niet voorzien zijn bij dit decreet, aan;
- 4° maken geen enkele vorm van agressieve reclame.

Afdeling 2. — Informatie

Art. 101. De kinderbijslagfondsen maken het Agentschap op gewoon verzoek alle inlichtingen, informatie of documenten over die ze nodig achten om hun opdrachten uit te oefenen, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Art. 102. De kinderbijslagfondsen zijn verplicht aan elke persoon die daar schriftelijk om verzoekt, alle nuttige inlichtingen betreffende zijn rechten en verplichtingen te verstrekken en op eigen initiatief alle bijkomende informatie te verschaffen die nodig is voor de behandeling van zijn verzoek of het behoud van zijn rechten, onverminderd het bepaalde in artikel 76.

De Regering bepaalt wat onder nuttige inlichtingen moet verstaan worden alsmede de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

De in het eerste lid bedoelde informatie :

- 1° moet duidelijk melding maken van de referenties van het behandelde dossier, alsmede van de dienst die dat dossier beheert.
- 2° moet nauwkeurig en compleet zijn om de betrokken aanvrager toe te laten al zijn rechten en verplichtingen uit te oefenen;
- 3° is kosteloos en moet binnen een termijn van vijfenveertig dagen worden verstrekt.

Art. 103. Onder de in artikel 102, derde lid, bedoelde voorwaarden moeten de kinderbijslagfondsen inzake de materies die hun aanbelangen :

- 1° aan elke persoon die erom verzoekt, raad geven in verband met de uitoefening van zijn rechten en het vervullen van zijn plichten en verplichtingen;
- 2° de gezinnen informeren en helpen in hun stappen betreffende hun dossier m.b.t. de gezinsbijslagen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van de adviseringsplicht bedoeld in 1°.

Wat 2° betreft, vervullen ze een loketfunctie, zorgen ze voor het zo groot mogelijke onthaal van het publiek, verstrekken ze de algemene informatie over de vigerende wetgeving en reglementering alsook de informatie specifiek voor het dossier op veilige manier aan de belanghebbenden.

Art. 104. De verzoeken om inlichtingen of raad, verkeerdelijk gericht tot een kinderbijslagfonds dat voor de betrokken materie niet bevoegd is, worden onverwijld doorgestuurd worden aan het bevoegde kinderbijslagfonds. De aanvrager wordt hiervan gelijktijdig op de hoogte gebracht.

Art. 105. De kinderbijslagfondsen moeten zich in hun betrekkingen met de sociaal verzekerde, in welke vorm deze ook plaatsvinden, in een voor het publiek begrijpelijke taal uitdrukken.

Afdeling 3. — IT-werkstromen

Art. 106. De kinderbijslagfondsen :

1° verlenen en betalen de gezinsbijslagen waarbij ze de elektronische gegevens van authentieke bron zo veel mogelijk gebruiken en een minimale bijdrage van de gezinnen vragen;

2° voeren gegevens in het repertorium bedoeld in artikel 6 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid in en zorgen voor de bijwerking ervan.

Art. 107. § 1. De kinderbijslagfondsen die belast zijn met de uitvoering van dit decreet, zijn gehouden zich tot het Rijksregister van de natuurlijke personen te richten om de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, te bekomen of wanneer ze de juistheid van deze informatiegegevens nagaan.

Het beroep doen op een andere bron is slechts toegestaan in de mate dat de nodige informatiegegevens niet bij het Rijksregister kunnen bekomen worden.

§ 2. De informatiegegevens verkregen bij het Rijksregister van de natuurlijke personen en opgetekend op een identificatiefiche toegevoegd aan het dossier, hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Deze identificatiefiche mag gedateerd en ondertekend worden om de herkomst van de informatiegegevens en de datum van hun bewijskracht te waarmerken. De kinderbijslagfondsen wijzen de personeelsleden aan die gemachtigd zijn tot het aanbrengen van deze waarmerking.

Wanneer het bewijs van het tegendeel, bedoeld in het eerste lid, aanvaard wordt door het kinderbijslagfonds, deelt het de inhoud van het aldus aanvaarde informatiegegeven, ten titel van inlichting, mee aan het Rijksregister van de natuurlijke personen en voegen er de bewijsstukken bij.

Afdeling 4. — Bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Art. 108. De verwerking van persoonsgegevens wordt verricht met als enig doel de uitoefening van de opdrachten van de kinderbijslagfondsen en van het Agentschap.

Art. 109. De verantwoordelijken voor de verwerking zijn de kinderbijslagfondsen en het Agentschap.

De verwerkte gegevens zijn de persoonsgegevens die nodig zijn voor de toepassing van dit decreet. Het gaat met name om sociale gegevens maar ook om fiscale of gemeenschappelijke gegevens. Het kan ook gaan om gegevens betreffende de gezondheid in het kader van een ziekte, een invaliditeit of een handicap.

De gegevens van de dossiers betreffende de aanvragen voor gezinsbijslagen die geen aanleiding hebben gegeven tot een betaling moeten, voor zover de verjaring niet door de belanghebbenden geschorst is, gedurende vijf jaar bewaard worden te rekenen van de laatste dag van het kwartaal waarin de adoptieakte ondertekend is of waarin de aanvraag van kinderbijslagen ingediend is of waarin de geboorte plaatsgevonden heeft.

De gegevens van de dossiers betreffende de aanvragen van gezinsbijslagen die aanleiding hebben gegeven tot minstens een betaling, de gegevens in de geopende dossiers, de boekhoudkundige stukken en daarmee gelijkgestelde stukken moeten, voor zover de verjaring niet door de belanghebbenden geschorst is, gedurende zeven jaar bewaard worden te rekenen van 31 december van het jaar waarin de adoptieakte ondertekend is of waarin de aanvraag van kinderbijslagen ingediend is of waarin de geboorte plaatsgevonden heeft.

Art. 110. De kinderbijslagfondsen en het Agentschap kunnen de persoonsgegevens betreffende de gezondheid en de gerechtelijke gegevens bewerken, overeenkomstig de artikelen 7, § 2, *c*) en 8, § 2, *a*) van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

HOOFDSTUK XII. — Controle

Art. 111. § 1. Op voorstel van het Agentschap wijst de Regering personeelsleden van het Agentschap aan als sociale inspecteurs belast met de controle op de toepassing van de reglementaire bepalingen betreffende het beheers- en betalingsstelsel van de kinderbijslagen.

Deze sociale inspecteurs leggen de eed bedoeld in artikel 52 van het sociaal strafwetboek af.

De sociale inspecteurs :

1° houden toezicht op de uitvoering van dit decreet onverminderd de plichten van de officiers van de gerechtelijke politie;

2° gaan tot de verschillende soorten terugkerende en ad hoc controles die door het Agentschap worden uitgevoerd, over, namelijk de controle op het administratieve beheer van de dossiers door de kinderbijslagfondsen, de controle op het financieel beheer van de ter beschikking gestelde middelen van de kinderbijslagfondsen, de controle op de gezinnen op hun woonplaats, de kwantitatieve en kwalitatieve controle van de gegevens van authentieke bron, de controle op het bedrog inzake gezinsbijslagen.

De Regering bepaalt de modaliteiten van deze verschillende soorten controles die door het Agentschap worden uitgevoerd, alsook het model voor de mededeling van de financiële en statistische rapportage.

§ 2. De inbreuken op de bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig het sociaal strafwetboek.

De in § 1 bedoelde sociale inspecteurs beschikken over de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 23 tot 42 van het sociaal strafwetboek wanneer ze op eigen initiatief of op verzoek handelen in het kader van hun informatie-, adviesverlenings-, en toezichtopdracht betreffende de naleving van de bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten.

§ 3. De kinderbijslagfondsen maken het Agentschap uitsluitend op eigen kosten en binnen de door het Agentschap bepaalde termijnen alle inlichtingen, informatie of documenten over dat het aanvraag om zijn opdrachten uit te oefenen, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Elk kinderbijslagfonds is ertoe gehouden:

1° aan de in § 1 bedoelde sociale inspecteurs al de nodige inlichtingen te verstrekken, die ze voor het vervullen van hun opdracht nodig hebben, zonder dat het zichzelf kan vrijstellen of zonder dat het kan vrijgesteld worden van deze verplichting wegens om 't even welke reden, zelfs indien het deel uitmaakt van een administratief complex of indien het zijn beheer aan derden heeft toevertrouwd;

2° de in § 1 bedoelde sociale inspecteurs kosteloos toegang te geven tot de databanken, staten, briefwisseling, en andere documenten, waarvan de inzage hun nuttig zou zijn in de uitoefening van hun opdrachten.

TITEL XIII. — *Bepaling gemeen aan het oude stelsel en aan het nieuwe stelsel*

Art. 112. De volmachten, kwitanties, uittreksels uit de registers van de akten van den burgerlijken stand, kadastrale uittreksels en inlichtingen, attesten, verklaringen van bekendheid en alle andere stukken afgeleverd voor de uitvoering van dit decreet dragen, boven den tekst, de vermelding van hun bestemming.

Zij mogen tot geen ander doeleinde dienen.

De openbare administraties mogen te hunnen bate de betaling niet vorderen van enige som, als bezoldiging of te anderen titel, wegens de aflevering van de in voorgaand lid bedoelde stukken en inlichtingen.

TITEL IX. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 113. Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, laatst gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt aangevuld met een punt 20° luidend als volgt :

“20 - “Caisse publique wallonne d’allocations familiales” (Waals openbaar kinderbijslagfonds).”.

Art. 114. Artikel 2, § 2, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut waarvan de opdrachten de in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden aangaan, gewijzigd bij de decreten van 19 december 2012 en 3 december 2015, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt:

“ het “Caisse publique wallonne d’allocations familiales” (Waals openbaar kinderbijslagfonds).”.

Art. 115. Artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 november 2016, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

“6° het “Caisse publique wallonne d’allocations familiales” (Waals openbaar kinderbijslagfonds).”.

Art. 116. Artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, laatst gewijzigd bij de decreten van 30 april 2009 en 3 december 2015, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

“5° het “Caisse publique wallonne d’allocations familiales” (Waals openbaar kinderbijslagfonds).”.

Art. 117. Artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

“7° het “Caisse publique wallonne d’allocations familiales” (Waals openbaar kinderbijslagfonds).”.

Art. 118. De bijlage bij het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, laatst gewijzigd op 21 december 2016, wordt aangevuld met :

“ het “Caisse publique wallonne d’allocations familiales” (Waals openbaar kinderbijslagfonds).”.

Art. 119. Artikel 28/2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, zoals ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015 betreffende het Waalse Agentschap Voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen, wordt aangevuld als volgt :

“ § 3. Er wordt binnen het Agentschap een “Fonds des allocations familiales” opgericht dat een begrotingsfonds vormt overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden.

Voor het in het eerste lid bedoelde Fonds worden bestemd, de uitgaven voortvloeiend uit :

1° de terugbetaling van de onverschuldigde bedragen gestort aan de privé-fondsen voor de betaling van de kinderbijslagen;

2° de terugbetaling van de onverschuldigde bedragen gestort aan het openbare fonds voor de betaling van de kinderbijslagen;

3° de terugbetaling van de onverschuldigde bedragen gestort aan de privé-fondsen voor hun bestuurskosten;

4° de toepassing van artikel 63, § 3, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen.

Op het krediet betreffende het Fonds bedoeld in het eerste lid worden enkel de volgende uitgaven geboekt :

1° de uitgaven betreffende de stortingen gebonden aan de bestuurskosten van de privé-fondsen;

2° de uitgaven betreffende de stortingen aan de privé-fondsen voor de betaling van de kinderbijslagen;

3° de uitgaven betreffende de stortingen aan het openbare fonds voor de betaling van de kinderbijslagen.

TITEL X. — *Overgangsbepalingen*

Art. 120. De algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) en de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag worden opgeheven op de door de Regering bepaalde datum bedoeld in artikel 136, § 1, met uitzondering van de artikelen 40 tot 50septies, 52 tot 55 en 56ter tot 76bis van de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) die na deze datum van toepassing blijven voor de kinderen geboren uiterlijk de dag voor bedoelde datum die door de Regering is bepaald.

De rechten geopend krachtens de overeenkomstig het eerste lid opgeheven wetgevingen worden gehandhaafd totdat een nieuw element dat het nieuwe onderzoek van het dossier zich voordoet. In dit geval wordt het recht op de gezinsbijslagen op grond van de artikelen 40 tot 76bis van de AKBW overeenkomstig deze Titel onderzocht.

Voor de toepassing van de artikelen 40 tot 76bis van de AKBW verwijst de term "gerechtigde" vanaf de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, naar een bloedverwante in de eerste graad, een schoonouder of een persoon met wie bedoelde bloedverwant een feitelijk gezin vormt. Indien het ouderlijk gezag gezamenlijk wordt uitgeoefend, wordt de bloedverwante die geen deel uitmaakt van het gezin van het rechtgevend kind, geacht daarvan deel uit te maken.

Bij gebrek aan de hierboven vermelde personen wordt de persoon die het kind werkelijk opvoedt of de persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt, in aanmerking genomen.

Wat betreft de handhaving van het recht van de kinderen die uiterlijk op de dag vóór de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, ressorteren onder de opgeheven wet van 20 juli 1971, wordt de in artikel 42bis van de AKBW bedoelde toeslag provisioneel gehandhaafd en geregulariseerd na ontvangst van de fiscale gegevens betreffende het gezin van het rechtgevend kind. Alle andere voorwaarden betreffende de handhaving van het recht worden krachtens het decreet onderzocht. De in artikel 10, § 3, van de bovenvermelde wet van 20 juli 1971 bedoelde bijzondere bijslag wordt ten gunste van het geplaatste kind provisioneel gehandhaafd en geregulariseerd na ontvangst van de fiscale gegevens waaruit blijkt dat het gezin van de persoon die bedoelde bijslag ontvangt, zonder inkomen is; in het tegenovergestelde geval wordt de bijzondere bijslag teruggevoerd en wordt het recht op de kinderbijslagen overeenkomstig deze Titel onderzocht.

Wat betreft nieuwe aanvragen ingediend vanaf de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, voor kinderen geboren uiterlijk de dag voor deze datum, worden de voorwaarden m.b.t. de opening van het recht onderzocht overeenkomstig dit decreet terwijl de basisbedragen en toeslagen degene zijn die in het kader van de AKBW binnen de grenzen bedoeld in deze Titel bepaald zijn.

Art. 121. Artikel 120 doet geen afbreuk aan de toepassing vanaf de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, op de kinderen die tijdens hetzelfde jaar de leeftijd van 18 jaar bereiken, van het primerend artikel 5.

Art. 122. Artikel 120 doet geen afbreuk aan de toepassing, in geval van overlijden dat ten vroegste op de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, plaatsgevonden heeft, van het prevalerend percentage bedoeld in artikel 50bis van de AKBW, op de kinderen geboren uiterlijk op de dag voor de door de Regering bepaalde datum, zonder toepassing van de beperkingen bedoeld in artikel 56bis van de AKBW.

Art. 123. Voor de toekenning van de toeslagen bedoeld in artikel 42bis, § 2, van de AKBW, ten gunste van de kinderen geboren uiterlijk op 31 december van het jaar vóór de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, wordt, vanaf de datum bepaald door de Regering, geen rekening meer gehouden met de specifieke statuten bedoeld in § 1, van bedoeld artikel maar alleen met het inkomensplafond bedoeld in artikel 13, § 1, 1°.

Art. 124. De in artikel 50ter van de AKBW bedoelde toeslagen worden toegekend ten gunste van de kinderen geboren uiterlijk de dag voor de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in artikel 13, § 2, van het decreet.

Art. 125. Artikel 120 doet geen afbreuk aan de toekenning vanaf de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, van de in artikel 10 van dit decreet bedoelde forfaitaire bijslag in geval van plaatsingen in opvanggezin vanaf dezelfde datum die besloten zijn ten opzichte van kinderen geboren uiterlijk op de dag voor de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid.

Art. 126. Voor de berekening van de proportionele toewijzing van de bijslagen en toeslagen bedoeld in artikel 70bis, vierde lid, van de AKBW, wordt geen rekening gehouden met de bijslagen verschuldigd ten gunste van de kinderen geboren van de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid.

Art. 127. Voor de toepassing van artikel 11 wordt rekening gehouden met de kinderen geboren voor de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, in de samenstelling van het gezin. Deze kinderen komen nochtans niet in aanmerking voor de in bedoeld artikel bedoelde toeslag.

Art. 128. De toeslagen verschuldigd in het kader van de algemene kinderbijslagwet worden niet gecumuleerd met de in het kader van dit decreet verschuldigde toeslagen.

Art. 129. Artikel 120 doet geen afbreuk aan de toepassing, voor elk evenement dat zich vanaf de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, voordoet, van het primerend artikel 84.

Art. 130. Artikel 54 van de AKBW heeft geen uitwerking meer vanaf de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid.

Art. 131. De arbeidsrechtbank neemt kennis van de geschillen tussen de kinderbijslagfondsen en de personen aan wie gezinsbijslagen verschuldigd zijn of moeten worden gestort en die ingediend worden vanaf de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid.

Art. 132. Voor de aanvragers voor wie gezinsbijslagen reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van minstens één betaling of een betalingsaanvraag ten gunste van één of meerdere rechtgevende kinderen vóór de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, kan elke verandering van aansluiting, in afwijking van artikel 120 en artikel 72, niet plaatsvinden vóór een termijn van twee jaar te rekenen van bedoelde datum, ook in geval van een nieuwe geboorte vanaf die datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid.

Art. 133. Het Agentschap is belast met alle handelingen ter voorbereiding van de invoering van het bij dit decreet voorziene beheers- en betalingsstelsel voor de gezinsbijslagen en van de installatie van het "Caisse publique wallonne d'allocations familiales".

Art. 134. De in artikel 56 bedoelde erkenningsprocedure mag in 2018 beginnen opdat de kinderbijslagfondsen op de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, operationeel zouden kunnen zijn.

Art. 135. § 1. Voor de eerste aanwijzing van de directeur-generaal zijn de artikelen 340 en 343 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode, niet van toepassing.

Om deel te nemen aan de vergelijkende selecties voor de functie van directeur-generaal voor de eerste aanwijzing moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden vervullen :

1° ze moeten houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau A of geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau A of een ermee gelijkgesteld niveau of houder zijn van een getuigschrift van verworven competenties buiten elk diploma dat toegang verleent tot niveau A, waarbij dat getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de School voor overheidsbestuur of door een ander orgaan aangeduid bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of erkend in het kader van het federaal openbaar ambt;

2° het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring van ten minste 8 jaar, waaronder 2 jaar ervaring inzake beheer van teams of projecten.

§ 2. Op de voordracht van het beheerscomité keurt de Regering de opdrachtbrief van de directeur-generaal goed.

§ 3. SELOR is belast met de organisatie van een selectieproef betreffende de aanwijzing van de directeur-generaal.

Daartoe wordt een selectiecommissie opgericht. Ze wordt door SELOR georganiseerd en voorgezeten en ze bestaat uit vijf leden :

1° de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens vertegenwoordiger;

2° twee leden aangewezen wegens hun hoedanigheid van deskundige, die onbetwistbare bekwaamheden hebben inzake management of inzake gezinsbijslagen en die gekozen worden buiten de diensten van de Regering, van de instellingen ressorterend onder Sectorcomité XVI en van de ministeriële kabinetten;

3° twee mandatarissen in functie van rang A1 of A2.

De kandidaturen worden bij SELOR ingediend dat de toelaatbaarheid ervan onderzoekt.

De kandidaten die toelaatbaar zijn verklaard leggen een computergestuurde assessmentproef af die de generieke managementcompetentie meet en aangepast is aan het niveau van de te begeven functie.

De kandidaten die geslaagd zijn voor de computergestuurde assessmentproef leggen voor de selectiecommissie een mondelinge proef af uitgaande van een praktijkgeval dat betrekking heeft op de te begeven managementfunctie. De proef heeft tot doel zowel de specifieke competenties als de managementvaardigheden te evalueren die vereist zijn voor de uitoefening van deze functie.

Aan het einde van de in het vijfde lid bedoelde en van de vergelijking van de diploma's en verdiensten van de kandidaten, worden de kandidaten ingedeeld ofwel in de groep A "zeer geschikt", ofwel in de groep B "geschikt", ofwel in de groep C "minder geschikt", ofwel in de groep D "niet geschikt".

Deze indeling wordt gemotiveerd. In de groep A en in de groep B worden de kandidaten gerangschikt.

De kandidaten worden op de hoogte gebracht van hun indeling in de groep A, B, C of D en van hun rangschikking in de groepen A en B.

Met de kandidaten van de groep A wordt een aanvullend onderhoud georganiseerd met de bedoeling hen te vergelijken wat betreft hun specifieke competenties, hun relationele en managementvaardigheden zoals bepaald in de functiebeschrijving en het competentieprofiel van de te begeven management- of staffunctie. Dit onderhoud wordt geleid door de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister bevoegd voor Gezinsbijslagen. Indien de Minister van Ambtenarenzaken ook bevoegd is voor Gezinsbijslagen, kan de Regering een tweede Minister aanwijzen om dit onderhoud te leiden.

Titel XI. — Slotbepalingen

Art. 136. Dit decreet treedt in werking op de datum vastgesteld door de Regering.

De Regering kan specifieke inwerkingtredingdata vaststellen voor bepaalde artikelen.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 56, 57 en 58, § 1, en 134 in werking op 1 januari 2018.

In afwijking van het eerste lid heeft artikel 133 uitwerking met ingang van 1 oktober 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 februari 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,
Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 989 (2016-2017) Nrs. 1, *1bis* tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 7 februari 2018.

Bespreking.

Stemming.